

LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT



LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE

RAPPORT ANNUEL 2018

LËTZEBUERGER
ENTWÉCKLUNGSSZESUMMENARBECHT

www.cooperation.lu



PRÉFACE DE MADAME LA MINISTRE



Passation des pouvoirs

Chers(ères) ami(e)s de la Coopération luxembourgeoise,

Je suis honorée d'avoir été désignée à la tête du département de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire du Luxembourg, en décembre 2018. Cette coopération est l'expression de la solidarité du peuple luxembourgeois avec les populations et les pays les plus démunis et elle témoigne de notre responsabilité partagée dans le monde. Les Luxembourgeois connaissent l'importance d'une cohésion internationale et même si nous sommes un petit pays, nous n'en sommes pas moins un partenaire respecté avec un bilan impressionnant dans le domaine de la coopération au développement internationale. Notre voix est entendue et nous proposons des solutions concrètes sur le terrain dans des pays et contextes souvent très difficiles.

Si le taux de pauvreté global a diminué au cours des dernières décennies, près de 800 millions de personnes vivent toujours en extrême pauvreté et ce chiffre continue à augmenter, surtout dans les pays fragiles. De plus, les défis globaux comme le changement climatique, la pauvreté, les conflits et les crises humanitaires deviennent de plus en plus complexes et interconnectés. Des millions de gens sont déplacés de force et aucun pays ne peut relever tous ces défis à lui seul. C'est pourquoi la Coopération luxembourgeoise mise sur des partenariats réels et diversifiés pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable d'ici 2030.

Sous mon prédécesseur Romain Schneider, une nouvelle stratégie générale de la coopération a été élaborée en 2018, de manière participative avec les principaux acteurs luxembourgeois : les nombreuses ONG, l'agence LuxDev, les ministères des Finances et de l'Environnement, le Parlement et des représentants du secteur privé ainsi que du monde de la recherche. Selon le principe de « ne laisser personne pour compte », cette stratégie s'articule autour de quatre thématiques visant les services sociaux de base, l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes, la croissance durable et la gouvernance inclusive. Les thèmes du genre, de l'environnement et des droits de l'homme étant pris en compte de manière transversale.

La stratégie a été présentée au cours des Assises de la Coopération, qui ont de nouveau réuni plus de 200 acteurs et partenaires nationaux et internationaux et qui ont également été l'occasion pour lancer la nouvelle identité visuelle de la Coopération luxembourgeoise. Un autre événement phare des Assises était la célébration du 40^e anniversaire de LuxDev. À travers des témoignages vidéos et des tables rondes, l'agence a su démontrer l'impact de son action sur le terrain et l'évolution de ses modalités de mise en œuvre au cours des quatre dernières décennies.

Il est en effet important de pouvoir montrer l'impact concret de l'aide publique au développement (APD). Elle s'est élevée à 401 millions d'euros en 2018, ce qui représente 0,98 % de notre revenu national brut (RNB), plaçant ainsi le Luxembourg en deuxième place des pays les plus généreux en matière d'APD. Seuls cinq pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont atteint ou dépassé la cible de 0,7 % de l'APD par rapport au revenu national brut : la Suède, le Luxembourg,

la Norvège, le Danemark et le Royaume-Uni. Il est par ailleurs inquiétant de voir que l'aide publique globale, qui était de 153 milliards USD en 2018, a baissé de 2,7 % par rapport à l'année dernière et notamment la part dédiée aux pays les moins avancés (PMA) a diminué. Ensemble avec les pays « like-minded », le Luxembourg continue donc son plaidoyer au sein de l'OCDE et de l'Union européenne pour une aide publique au développement importante, qui doit aussi servir de levier pour mobiliser des investissements privés.

Le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit de maintenir l'effort luxembourgeois en matière de coopération à 1 % du RNB. Le Luxembourg continuera par ailleurs à appliquer l'additionnalité des fonds investis pour le financement climatique international et pour l'accueil de réfugiés. Afin de garantir un impact maximal, notre aide bilatérale continuera à se concentrer géographiquement sur un nombre restreint de pays partenaires prioritaires, en particulier les PMA situés en Afrique de l'Ouest et dans la zone du Sahel. En parallèle, la Coopération luxembourgeoise maintiendra sa présence en Asie et en Amérique latine et développera son activité dans de nouveaux pays.

L'action du nouveau gouvernement se situe donc dans la continuité, tout en misant sur une approche plus intégrée et sur l'innovation, notamment dans les domaines dans lesquels le Luxembourg dispose d'une expertise spécifique. Une approche pangouvernementale sera ainsi mise en œuvre dans les pays partenaires prioritaires, afin de renforcer la cohérence et les synergies entre les actions de développement et d'autres domaines, comme ceux de la lutte contre les changements climatiques, des relations économiques, culturelles, politiques et sécuritaires.

La visite officielle au Sénégal de Son Altesse Royale le Grand-Duc, en janvier 2018 a pu démontrer la pertinence d'une telle approche, à travers la participation du ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, de la ministre de l'Environnement et de la Secrétaire d'État à l'Économie, qui était accompagnée d'une mission économique composée de représentants du secteur privé luxembourgeois. Durant cette visite, le quatrième Programme indicatif de Coopération entre le Luxembourg et le Sénégal a par ailleurs pu être signé.

Tout en maintenant le caractère non lié de notre aide, je tiens à encourager un engagement responsable du secteur privé, notamment à travers des partenariats publics-privés innovants qui pourront contribuer à une croissance inclusive et durable. Le Luxembourg étant un centre financier international de premier plan, il me semble logique d'utiliser le savoir-faire de la place pour favoriser la mobilisation de ressources financières pour le pays en développement, notamment à travers des mécanismes financiers innovants et des investissements d'impact responsable. Dans le même ordre d'idées, les compétences luxembourgeoises dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des données numériques (data) me semblent être des atouts indispensables pour une coopération au développement innovante et efficace.

Les TICs jouent aussi un rôle important dans le domaine de l'aide humanitaire, comme nous avons pu nous en rendre compte lors de la réunion annuelle du *Emergency Telecommunication Cluster* (ETC) qui s'est tenue à Luxembourg en mai 2018 et qui a rassemblé la communauté humanitaire internationale active en matière de communication d'urgence. Grâce à emergency.lu, notre projet phare en la matière, mis en œuvre à travers un partenariat public-privé et en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, le Luxembourg se situe comme partenaire innovant dans ce domaine.

Une autre spécificité de la Coopération luxembourgeoise qui me tient très à cœur est celle de l'importance accordée aux ONG de développement. Les ONG ont mis en œuvre quelque 19,4 % de notre APD en 2018 et elles travaillent au plus près des bénéficiaires sur le terrain. Elles sont par ailleurs des acteurs indispensables pour renforcer les capacités de la société civile dans nos pays partenaires, favorisant ainsi la bonne gouvernance. Ensemble avec le Cercle de Coopération, je compte renforcer les partenariats avec la société civile en travaillant notamment sur l'efficacité de la coopération avec les ONG.

Ce rapport, dont j'espère que vous apprécierez la lecture, répond aussi à un souci de transparence et de redevabilité envers la population luxembourgeoise sur la bonne utilisation des deniers publics et l'impact de nos programmes sur le terrain. Il montre comment le Luxembourg s'engage pour aider les populations et les pays les plus défavorisés et comment il œuvre en faveur de l'atteinte des Objectifs de développement durable. J'aimerais donc profiter de cette occasion pour remercier chaleureusement tous les acteurs de la Coopération luxembourgeoise qui se sont engagés en 2018, et continuent à s'engager tous les jours pour un monde meilleur et plus responsable.

Paulette Lenert

Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

RÉUNIONS ET DÉPLACEMENTS MINISTÉRIELS EN 2018



JANVIER

- 5.1.** Signature mandat ADA
- 11.1.** Signature de 6 accords-cadres
- 21.-23-1.** Visite de SAR le Grand-Duc au Sénégal

FÉVRIER

- 2.2.** Conférence de financement du Partenariat mondial pour l'Éducation à Dakar
- 13.-14.2.** Conseil des gouverneurs FIDA à Rome
- 20.2.** CAE Développement à Bruxelles
- 22.2.** Visite du Centre de crise à Bruxelles
- 26.2.** Signature de 14 accords-cadres
Signature du mandat CITIM

MARS

- 1.3.** Lancement Business Partnership Facility
- 7.3.** Commission bilatérale de haut niveau Kosovo-Luxembourg
- 8.3.** Visite des ministres sénégalais de la Santé et de l'Action sociale (Abdoulaye Diouf Sarr) et du Développement durable (Mame Thierno Dieng)
- 22.3.** Commission de partenariat Laos à Luxembourg
- 27.3.** Lancement de la campagne « Rethink Your Clothes »

AVRIL

- 20.4.** Réunion avec Overseas Development Institute
- 27.4.** Rencontre avec Ravdanur Foundation

MAI

- 5.5.** Commission de partenariat Burkina Faso à Luxembourg
- 7.5.** Dîner de bienfaisance à l'occasion du 20^e anniversaire de l'ONG Aide au Développement de la Santé
- 17.5.** Réunion annuelle du Emergency Telecommunications Cluster à Luxembourg
- 22.5.** CAE Développement à Bruxelles
- 28.5.** Commission de partenariat Niger à Luxembourg
- 31.5.** 30^e anniversaire Luxembourg Air Rescue

JUIN

- 4.6.** Visite du Bureau de la Chambre des Députés de Berlin
- 5.6.** Journées européennes du Développement à Bruxelles
- 5.6.** 60^e anniversaire Benelux
- 5.6.** Global Citizen #ShelsEqual à Bruxelles
- 6.6.** Réunion annuelle du Microinsurance Network
- 7.6.** Visite du ministre des Affaires étrangères du Kosovo, Behgjet Pacolli
- 14.6.** Atelier nouvelle Stratégie générale
- 19.6.** Commission de partenariat Cabo Verde à Luxembourg
- 28.6.** Lancement de la convention CARES

JUILLET

- 9.7.** Visite du président du CICR, Peter Maurer
- 16.7.** Présentation du rapport annuel 2017 en Commission Affaires étrangères
- 18.7.** Visite du ministre des Affaires étrangères du Salvador, Carlos Castaneda

AOÛT

- 20.8.** Visite de la ministre de la Santé de la Mongolie, Davaajantsan Sarangerel

SEPTEMBRE

- 3.9.** Conférence de haut niveau sur la région du lac Tchad à Berlin
- 10.9.** Réunion informelle des ministres du développement à Vienne
- 14.9.** CAE Développement à Bruxelles
- 19.-20.9.** Assises de la Coopération
- 29.9.** Global Citizen Festival #ShelsEqual à New York

OCTOBRE

- 8.10.** Visite du Commissaire général de l'UNRWA, Pierre Krähenbühl
- 18.10.** Visite du directeur d'ONUSIDA, Michel Sidibé

NOVEMBRE

- 15.11.** 9^e Prix européen de la Microfinance
- 26.11.** CAE Développement à Bruxelles
- 28.11.** Soirée académique 25^e anniversaire de SOS Faim

DÉCEMBRE

- 11.12.** Conférence des donateurs du Cabo Verde à Paris
- 17.12.** Groupe consultatif sur le Sénégal à Paris
- 18.12.** Forum de haut niveau Afrique-Europe à Vienne

NOUVELLE STRATÉGIE « EN ROUTE VERS 2030 »



Une nouvelle stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise a été élaborée au cours de l'année 2018. Adoptée en Conseil de gouvernement le 6 septembre 2018, et téléchargeable sur le site internet de la Coopération luxembourgeoise, celle-ci réaffirme l'objectif principal du Luxembourg en matière de coopération au développement et d'action humanitaire, à savoir, la réduction, et à terme, l'éradication de la pauvreté à travers un soutien au développement durable sur le plan économique, social et environnemental.

La nouvelle stratégie générale, qui remplace celle de 2012, a été élaborée à la suite d'un large processus participatif qui a associé les principaux acteurs et partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Elle intervient d'une part en réponse aux nombreuses évolutions sur le plan international en matière de coopération au développement et d'action humanitaire, à l'instar notamment de l'agenda 2030 des Nations Unies « Transformer notre monde: le Programme de 2030 pour le développement durable », le programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement ou encore le « Grand Bargain », conclu entre acteurs humanitaires. D'autre part, dans une logique de cohérence, d'efficacité et d'impact renforcés, elle vise à consolider dans un document unique, les vecteurs d'intervention traditionnels de la Coopération luxembourgeoise tout en intégrant de nouveaux domaines d'action et des instruments innovants à travers lesquels le Luxembourg pourra apporter une valeur ajoutée.



La stratégie intègre l'approche des « 3D » (diplomatie, défense et développement) de la politique étrangère luxembourgeoise qui sera appliquée de manière flexible, notamment dans les contextes de développement dits « fragiles ». Elle tient compte de l'attachement continu du Luxembourg au multilatéralisme et s'insère dans le contexte de la Politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne (PESC) et de ses politiques, stratégies et instruments en matière de coopération au développement.

Alignée sur l'agenda 2030, ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) ainsi que le principe de « ne laisser personne pour compte », la nouvelle stratégie est fondée sur quatre thématiques prioritaires interconnectées :

- i) améliorer l'accès à des services sociaux de base de qualité ;
- ii) renforcer l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes ;
- iii) promouvoir une croissance durable et inclusive, et
- iv) promouvoir une gouvernance inclusive.

Chacune des thématiques prioritaires tiendra par ailleurs compte de l'intégration systématique des trois dimensions transversales suivantes : le respect des droits de l'homme, l'égalité et l'équité entre les genres et la durabilité environnementale.

À côté de ses domaines d'intervention traditionnels, le Luxembourg veillera à mieux valoriser les savoirs pour lesquels il dispose d'un avantage comparatif avéré. Outre les technologies de l'information et de la communication (TIC) et la gestion de données (data), ceci inclut l'intensification des efforts pour mettre en place des mécanismes permettant la mobilisation de financements innovants et durables en valorisant davantage l'expertise de la place financière luxembourgeoise, notamment en matière de finance inclusive, de technologies financières (fintech), de finance verte et d'investissements responsables et à impact social.

Le renforcement de capacités ainsi que la promotion de partenariats multi-acteurs en faveur d'un développement durable (ODD 17), y compris à travers la promotion de partenariats Sud-Sud et triangulaires, sont au cœur de la nouvelle stratégie générale. Afin d'accroître l'impact et la portée de son action, en particulier en faveur des populations les plus vulnérables, le Luxembourg développera et facilitera activement des partenariats innovants en associant ses pays partenaires, les organisations internationales et multilatérales, la société civile, les milieux académiques et aussi de manière croissante le secteur privé ainsi que les fondations philanthropiques. La Coopération luxembourgeoise s'inscrit ainsi résolument en faveur d'une approche multilatérale de maximisation des synergies entre partenaires, approches et instruments afin de contribuer, d'ici 2030, à l'émergence d'un monde durable où personne ne sera laissé pour compte.

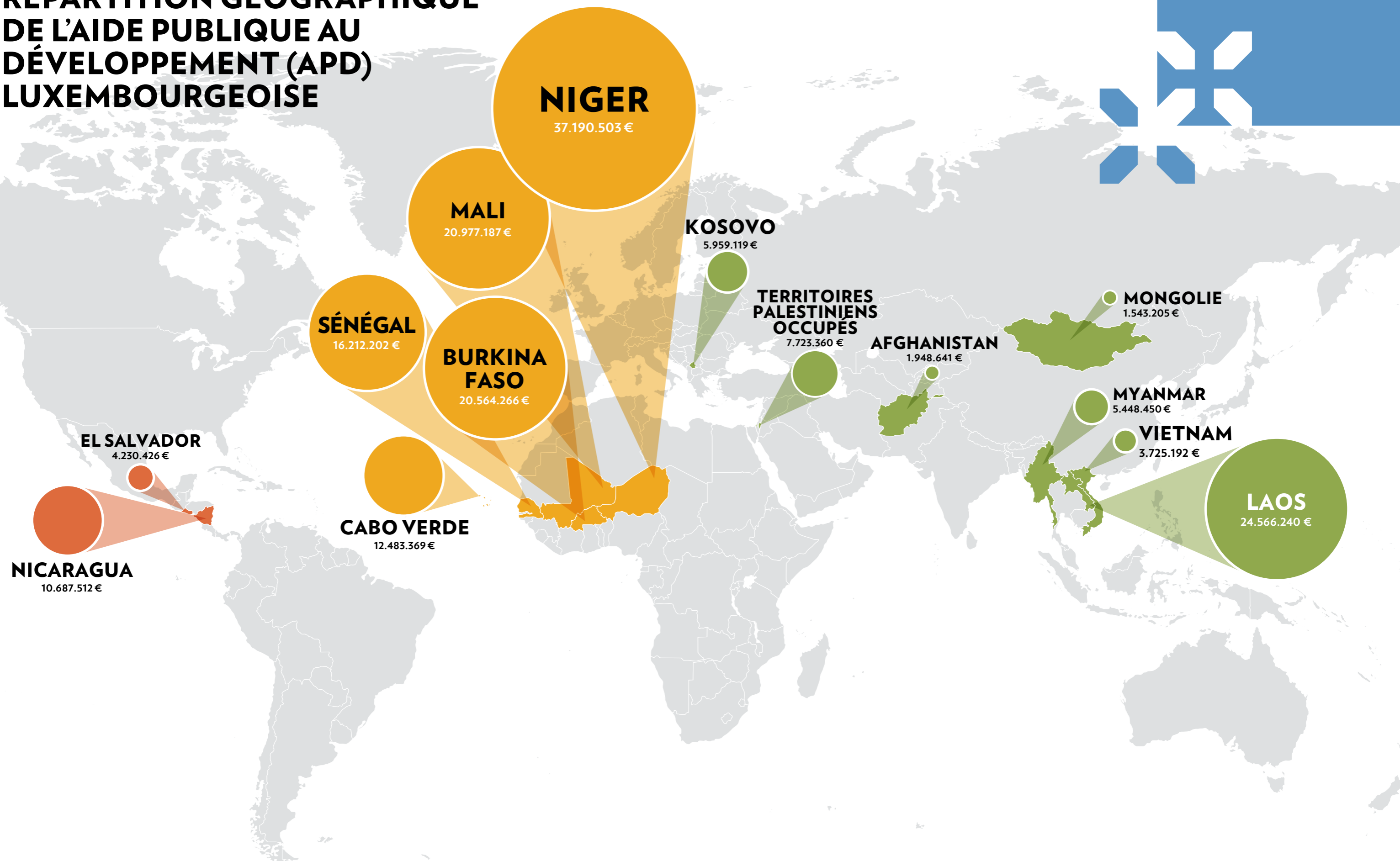
Dans une logique de maximisation d'impact, la stratégie préconise la poursuite du renforcement de l'approche de concentration de la Coopération luxembourgeoise, tant sur le plan : i) du ciblage prioritaire des populations les plus vulnérables, dont en particulier les femmes, les jeunes filles et les enfants ainsi que la jeunesse en général, et, ii) du ciblage géographique, en priorisant un nombre restreint de pays-partenaires, en particulier les pays les moins avancés, dont ceux situés en Afrique de l'Ouest et la zone sahélienne qui regroupent actuellement cinq des sept pays partenaires prioritaires de la Coopération luxembourgeoise.

Le Luxembourg continuera à appliquer les principes de l'efficacité du développement, notamment en termes de prévisibilité des volumes d'aide publique au développement (APD), du caractère non lié de son APD délivrée entièrement sous forme de dons et de l'additionnalité des dépenses publiques pour le financement climatique international et l'accueil de réfugiés sur son territoire.

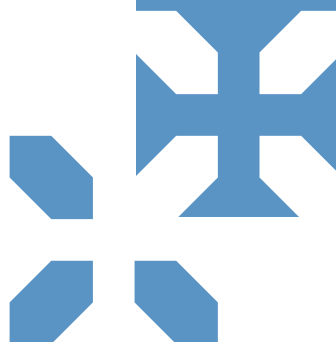
La nouvelle stratégie s'inscrit résolument dans un effort renforcé de mise en cohérence des politiques pour le développement (CPD), afin de mieux appréhender l'impact potentiel des politiques publiques luxembourgeoises sur les pays en voie de développement. La stratégie figurera ainsi en tant que pierre angulaire dans le nouveau Plan national pour un développement durable (PNDD), pour ce qui concerne son volet international.

Finalement, la stratégie préconise la dynamisation de la communication sur la coopération au développement, en particulier en matière de résultats et d'impact ainsi que le renforcement des actions de sensibilisation et d'éducation au développement durable dans ses dimensions nationales et internationales, réalisées pour l'essentiel par les organisations non gouvernementales au Luxembourg.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) LUXEMBOURGEOISE



L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DU LUXEMBOURG EN 2018



ÉVOLUTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2018

En 2018, l'aide publique au développement (APD) luxembourgeoise s'est établie à 401,30 millions d'euros, ce qui représente 0,98 % du revenu national brut (RNB). Le Luxembourg figure donc toujours – aux côtés du Danemark, de la Norvège, du Royaume-Uni et de la Suède – parmi le nombre restreint de pays membres de l'OCDE qui ont maintenu leur APD à un niveau égal ou supérieur à 0,7 % du RNB.

Sur le plan international, l'APD a atteint 149,3 milliards de dollars en 2018, soit un léger recul (2,7 %) en termes réels par rapport à 2017, notamment en raison de la diminution des dépenses consacrées aux réfugiés dans les pays donateurs. Si l'on exclut ces dernières, les apports nets d'APD sont stables par rapport à l'année précédente. À noter que l'OCDE publie également une rubrique intitulée « l'équivalent-don » qui permet d'inclure l'effort consenti par les donateurs sous forme de prêts à l'appui du développement. Si on inclut celle-ci, l'APD en 2018 représente 153 milliards de dollars.

L'aide bilatérale aux pays les moins avancés a baissé de 3 % en termes réels, l'aide à l'Afrique de 4 % et l'aide humanitaire quant à elle a augmenté de 8 %. Selon le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría, « cet affaissement de l'aide publique est particulièrement inquiétant car il fait suite à des données montrant que les apports privés en faveur du développement diminuent également ».

L'APD représente plus des deux tiers du financement extérieur affecté aux pays les moins avancés et permet souvent d'agir comme levier pour mobiliser l'investissement privé et accroître les recettes fiscales intérieures dans les pays moins avancés et contribuer ainsi à la réalisation des Objectifs de développement durable fixés par l'ONU.

L'APD provenant des pays membres du Comité d'aide au développement a représenté en moyenne 0,31 % du RNB en 2018.



L'APD EN 2018 PAR MINISTÈRE

En 2018, le ministère des Affaires étrangères et européennes a géré et mis en œuvre 83,07 % de l'APD, soit 333,36 millions d'euros (dont 327,48 millions d'euros par la Direction de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire).

Les 16,93 % restants résultent de contributions effectuées par le ministère des Finances (9,84 %), plusieurs autres ministères (1,33 %) ainsi que de la part de la contribution luxembourgeoise versée au budget général de l'UE – en dehors du Fonds européen de développement (FED) – qui a été affectée par la Commission européenne à des fins de coopération au développement en 2018 (23,11 millions d'euros, soit 5,76 % de l'APD luxembourgeoise).

Notons à ce titre que l'aide luxembourgeoise déboursée à travers l'ensemble des organismes de l'Union, y compris la contribution luxembourgeoise au FED, s'élève à 35,26 millions d'euros.

Le tableau récapitulatif ci-dessous donne un aperçu détaillé des dépenses par article budgétaire et par ministère effectuées en 2018 et qui ont été notifiées comme APD au Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Article budgétaire	Ministère	Crédit voté	Part APD en 2018
	01. Ministère des Affaires étrangères et européennes	365.606.638 €	333.358.205 €
	Direction politique	13.613.588 €	3.093.340 €
01.2.12.300	Missions d'observation électorale organisées par le Luxembourg et/ou des organisations internationales : dépenses administratives et opérationnelles	45.765 €	- €
01.2.35.030	Contributions obligatoires aux divers budgets et aux autres dépenses communes des institutions internationales et frais s'y rattachant; autres dépenses à caractère international	7.409.981 €	634.817 €
01.2.35.031	Subventions à des institutions et organisations internationales ; subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité	1.106.000 €	472.694 €
01.2.35.032	Contributions obligatoires à des opérations de maintien de la paix sous les égides d'organisations internationales ainsi qu'aux mécanismes de gestion de crise de l'UE	4.731.842 €	1.941.389 €
01.2.35.033	Contributions volontaires à des missions de gestion civile ou militaire de crise d'organisations internationales	50.000 €	1.800 €
01.2.35.060	Contributions volontaires à des actions internationales à caractères politique ou économique	270.000 €	42.640 €
	Direction des relations économiques internationales	1.100.000 €	631.667 €
01.3.35.040	Assistance économique et technique, actions humanitaires et actions de formation sur le plan international	1.100.000 €	631.667 €
	Direction de l'immigration	220.250 €	198.507 €
01.4.12.330	Participation de l'État à la réalisation de projets européens en matière d'immigration et d'asile dans le cadre du Fonds Asile et Migration	220.250 €	198.507 €
	Direction de la défense	24.400.000	1.950.000 €
01.5.35.034	Contributions du Luxembourg à des activités de réforme du secteur de sécurité, notamment dans le cadre d'organisations internationales	1.200.000 €	1.150.000 €
01.5.35.035	Contributions du Luxembourg et assistance aux partenaires dans le contexte de missions et d'opérations internationales effectuées dans le cadre de la politique de Défense	22.000.000 €	100.000 €
01.5.35.040	Projets de réhabilitation et d'actions post-conflit en matière de sécurité et de défense effectués dans le cadre d'organisations internationales ou de la coopération bilatérale	1.200.000 €	700.000 €
	Direction de la coopération au développement	325.226.997 €	327.484.691 €
01.7.11.300	Indemnités et dépenses statutaires du personnel affecté aux missions de coopération	1.000.803 €	1.009.764 €
01.7.12.011	Frais de déménagement des agents à l'étranger	45.000 €	44.178 €
01.7.12.012	Frais de route et de séjour et de voyages statutaires à l'étranger effectués dans le cadre de missions de coopération au développement et d'action humanitaire	550.000 €	523.385 €
01.7.12.050	Frais de port	6.000 €	5.925 €
01.7.12.070	Location et entretien des équipements informatiques	10.000 €	- €
01.7.12.120	Frais d'experts et d'études	50.000 €	43.403 €
01.7.12.140	Actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement	75.000 €	90.059 €
01.7.12.190	Actions de formation, d'études et de recherche ; séminaires et conférences	90.000 €	54.026 €
01.7.12.250	Bureaux de coopération dans les pays en développement	530.250 €	503.068 €

Article budgétaire	Ministère	Crédit voté	Part APD en 2018
01.7.12.300	Suivi, contrôle et évaluation de projets et de programmes de coopération au développement	620.000 €	618.905 €
01.7.32.020	Congé de la coopération au développement : indemnités compensatoires et indemnités forfaitaires	85.000 €	76.401 €
01.7.33.000	Participation aux frais d'ONG pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement et autres mesures à cet effet	2.485.000 €	2.391.302 €
01.7.33.010	Subventions aux frais du Cercle de coopération des ONG et autres mesures visant à promouvoir la coopération au développement	360.000 €	360.000 €
01.7.35.000	Coopération au développement : contributions à des programmes d'assistance économique et technique et aux actions humanitaires de l'Union européenne; dépenses diverses dans le même but	12.861.775 €	12.860.543 €
01.7.35.030	Coopération au développement : contribution à des programmes et priorités thématiques d'institutions internationales autres que l'Union européenne	19.000.000 €	18.973.112 €
01.7.35.031	Coopération au développement : contributions volontaires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union européenne	26.000.000 €	26.000.000 €
01.7.35.032	Coopération au développement : contributions obligatoires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union européenne	500.000 €	188.922 €
01.7.35.060	Subsides au titre de l'action humanitaire : aide d'urgence suite à des catastrophes naturelles, des conflits armés et des situations de crise humanitaire ; aide alimentaire ; activités de prévention, de réhabilitation ou de reconstruction consécutive à une situation d'urgence	44.500.000 €	44.478.856 €
31.7.74.250	Bureaux de coopération dans les pays en développement : acquisitions	117.800 €	272.452 €
FCD	Fonds de la Coopération au développement	217.386.172 €	225.800.706 €
	Remboursements		-6.810.316 €
	02. Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	1.506.550 €	1.382.707 €
02.0.35.030	Contributions et cotisations à l'U.N.E.S.C.O.	220.000 €	132.707 €
02.0.35.060	Cotisations à des organismes internationaux	1.286.550 €	1.250.000 €
	04. Ministère des Finances	43.848.000 €	39.495.879 €
34.0.54.030	Participation aux programmes et projets des institutions financières internationales et aide au développement	14.120.000 €	14.120.000 €
34.0.54.032	Participations aux programmes de l'agence de transfert de technologie financière (ATTF)	1.305.000 €	756.192 €
34.8.84.037	Bons du Trésor émis et à émettre au profit d'organisations financières internationales : alimentation du Fonds de la dette publique en couverture de leur amortissement	24.746.000,00 €	23.317.016 €
	Fonds de lutte contre le trafic de stupéfiants	-	1.302.670 €
	Union européenne		23.113.146 €
Dépenses pour ordre	Contribution au budget de l'Union européenne		23.113.146 €
	08. Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative	118.761.359 €	3.805.039 €
08.0.11.000	Traitements des fonctionnaires	118.761.359 €	3.805.039 €
	14. Ministère de la Santé	300.000 €	141.372 €
14.0.35.060	Contributions à des organismes internationaux	300.000 €	141.372 €
	Total APD nette		401.296.347 €
	RNB	0,98 %	40.767.580.800 €

Répartition de l'APD en %

Ministère des Affaires étrangères et européennes - hors Direction de la coopération	1,46 %	83,07 %
Ministère des Affaires étrangères et européennes - Direction de la coopération	81,61 %	
Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	0,34 %	1,33 %
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative	0,95 %	
Ministère de la Santé	0,04 %	
Ministère des Finances	9,84 %	9,84 %
Contribution au budget de l'Union européenne	5,76 %	5,76 %
	100 %	100 %

VENTILATION DE L'APD PAR TYPE DE COOPÉRATION EN 2018

Le tableau ci-dessous renseigne sur la ventilation par type de coopération de l'ensemble des dépenses d'APD du Luxembourg en 2018 en suivant les règles du CAD.

Il en ressort que la coopération bilatérale au sens du CAD représente 72,05 % de l'ensemble des dépenses (FCD et articles budgétaires), contre 27,95 % consacrés à la coopération multilatérale.

L'aide humanitaire, qui est incluse dans la coopération bilatérale, a représenté 13,21 % de l'APD en 2018.

L'ensemble des ONG a géré près d'un cinquième de l'aide publique au développement luxembourgeoise, dont près de 19,4 % pour les ONG luxembourgeoises agréées auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes.

La différence entre APD brute et nette s'explique par les remboursements réalisés au bénéfice du Fonds pour la coopération au développement (FCD), voire directement de la Trésorerie de l'État en cours d'exercice (cf. point 5 infra).

Répartition de l'APD brute	2018	% de la coop. bilatérale	% de l'APD	Dont aide humanitaire	% Aide humanitaire bilatérale	% de l'APD
Coopération bilatérale brute	294.041.415,51 €	100,00 %	72,05 %	53.017.131,79 €	18,03 %	13,21 %
Programmes et projets mis en œuvre par Lux-Development	105.557.400,81 €	35,90 %	25,87 %	- €	0,00 %	0,00 %
Programmes et projets mis en œuvre par des agences et programmes multilatéraux	73.126.826,20 €	24,87 %	17,92 %	26.900.603,09 €	50,74 %	6,59 %
Autres programmes et projets bilatéraux (BI-MAE hors ONG et agences)	17.326.280,82 €	5,89 %	4,25 %	500.000,00 €	0,94 %	0,12 %
Coopération mise en œuvre par les ONG	79.129.798,80 €	26,91 %	19,39 %	20.391.960,53 €	38,46 %	5,00 %
dont ONG nationales	64.555.872,86 €	21,95 %	15,82 %	11.212.160,73 €	21,15 %	2,75 %
dont ONG internationales	11.461.433,23 €	3,90 %	2,81 %	8.580.000,00 €	16,18 %	2,10 %
dont ONG basées dans un pays en développement	3.112.492,71 €	1,06 %	0,76 %	599.799,80 €	1,13 %	0,15 %
Appui aux programmes	1.446.736,46 €	0,49 %	0,35 %	-	0,00 %	0,00 %
Autres	17.454.372,42 €	5,94 %	4,28 %	5.224.568,17 €	9,85 %	1,28 %

Répartition de l'APD brute	2018	% de la coop. multilatérale	% de l'APD
Coopération multilatérale brute	114.065.247,74 €	100 %	27,95 %
Organismes des Nations Unies	42.543.957,40 €	37,30 %	10,42 %
Institutions de l'Union européenne	35.261.689,02 €	30,91 %	8,64 %
Banque mondiale & FMI	18.705.000,00 €	16,40 %	4,58 %
Banques régionales de développement	8.949.666,28 €	7,85 %	2,19 %
Autres	8.604.935,04 €	7,54 %	2,11 %
APD brute	408.106.663,25 €		
Recettes	-6.810.315,96 €		
APD nette (hors recettes)	401.296.347,29 €		

VENTILATION DE L'APD PAR SECTEURS D'INTERVENTION EN 2018

Le tableau suivant renseigne sur la ventilation sectorielle de l'ensemble des dépenses d'APD du Luxembourg en 2018.

En 2018, la Coopération luxembourgeoise continue à se concentrer sur les secteurs regroupés dans la catégorie des infrastructures et services sociaux, qui représentent 37,25 % de l'ensemble de l'aide (et 43,99 % de l'aide bilatérale). À l'intérieur de cette catégorie sont regroupés l'éducation, la santé, la politique en matière de population/santé et fertilité, la distribution d'eau et l'assainissement ainsi que le soutien à la gouvernance et à la société civile.

La catégorie des infrastructures et services économiques a représenté 6,34 % de l'aide (8,72 % de l'aide bilatérale), les deux principales sous-catégories étant celles des investissements dans le secteur des banques et services financiers (finance inclusive) et celle des communications.

La catégorie du secteur de production représente 6,63 % de l'APD en 2018 (8,25 % de l'aide bilatérale), l'essentiel étant dédié au secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.

Les appuis à destination plurisectorielle ou transversale ont représenté 5 % de l'APD (6,52 % de l'aide bilatérale).

Notons finalement que dans le cadre de l'APD multilatérale, une grande partie des investissements (76,36 %) ne peut pas être affectée à un secteur précis. Ceci s'explique par la nature même de l'aide multilatérale qui est constituée des contributions directes, obligatoires ou volontaires, au budget général des agences multilatérales.

Ventilation sectorielle de l'APD bilatérale & multilatérale brute	APD bilatérale	%	APD multilatérale	%	Total par secteur	%
Infrastructures et services sociaux	129.342.192,57 €	43,99 %	22.669.799,76 €	19,87 %	152.011.992,32 €	37,25 %
Éducation	43.685.179,79 €	14,86 %	4.150.000,00 €	3,64 %	47.835.179,79 €	11,72 %
dont éducation, niveau non spécifié	6.303.211,49 €	2,14 %	1.000.000,00 €	0,88 %	7.303.211,49 €	1,79 %
dont éducation de base	6.200.068,73 €	2,11 %	3.150.000,00 €	2,76 %	9.350.068,73 €	2,29 %
dont éducation secondaire	30.035.077,03 €	10,21 %	- €	0,00 %	30.035.077,03 €	7,36 %
dont éducation post-secondaire	1.146.822,53 €	0,39 %	- €	0,00 %	1.146.822,53 €	0,28 %
Santé	23.077.663,23 €	7,85 %	12.770.000,00 €	11,20 %	35.847.663,23 €	8,78 %
dont santé, général	15.185.239,10 €	5,16 %	3.320.000,00 €	2,91 %	18.505.239,10 €	4,53 %
dont santé de base	7.892.424,14 €	2,68 %	9.450.000,00 €	8,28 %	17.342.424,14 €	4,25 %
Politique en matière de population/santé et fertilité	7.787.908,64 €	2,65 %	2.000.000,00 €	1,75 %	9.787.908,64 €	2,40 %
Distribution d'eau et assainissement	19.926.136,90 €	6,78 %	- €	0,00 %	19.926.136,90 €	4,88 %
Gouvernement et société civile	24.315.054,12 €	8,27 %	1.949.799,76 €	1,71 %	26.264.853,88 €	6,44 %
dont gouvernement et société civile - général	21.073.534,73 €	7,17 %	1.806.747,00 €	1,58 %	22.880.281,73 €	5,61 %
dont politique fiscale et soutien à l'administration fiscale	1.250.000,00 €	0,43 %	500.000,00 €	0,44 %	1.750.000,00 €	0,43 %
dont participation démocratique et société civile	4.688.343,94 €	1,59 %	- €	0,00 %	4.688.343,94 €	1,15 %
dont conflits, paix et sécurité	3.241.519,39 €	1,10 %	643.052,76 €	0,56 %	3.884.572,15 €	0,95 %
Infrastructures et services sociaux divers	10.550.249,88 €	3,59 %	1.300.000,00 €	1,14 %	11.850.249,88 €	2,90 %
Infrastructures et services économiques	25.632.192,61 €	8,72 %	250.000,00 €	0,22 %	25.882.192,61 €	6,34 %
Communications	4.271.662,46 €	1,45 %	- €	0,00 %	4.271.662,46 €	1,05 %
Énergie : production, distribution et efficacité - général	1.227.541,16 €	0,42 %	- €	0,00 %	1.227.541,16 €	0,30 %
Production d'énergie, sources renouvelables	28.619,73 €	0,01 %	- €	0,00 %	28.619,73 €	0,01 %
Banques et services financiers	17.934.322,45 €	6,10 %	250.000,00 €	0,22 %	18.184.322,45 €	4,46 %
Entreprises et autres services	1.670.046,81 €	0,57 %	- €	0,00 %	1.670.046,81 €	0,41 %
Production	24.260.905,35 €	8,25 %	2.800.000,00 €	2,45 %	27.060.905,35 €	6,63 %

Ventilation sectorielle de l'APD bilatérale & multilatérale brute	APD bilatérale	%	APD multilatérale	%	Total par secteur	%
Agriculture, sylviculture et pêche	20.970.714,21 €	7,13 %	2.800.000,00 €	2,45 %	23.770.714,21 €	5,82 %
Industries manufacturières, industries extractives, construction	1.252.202,77 €	0,43 %	- €	0,00 %	1.252.202,77 €	0,31 %
Politique commerciale et réglementations	1.567.990,11 €	0,53 %	- €	0,00 %	1.567.990,11 €	0,38 %
Tourisme	469.998,26 €	0,16 %	- €	0,00 %	469.998,26 €	0,12 %
Destination plurisectorielle ou transversale	19.163.659,49 €	6,52 %	1.250.000,00 €	1,10 %	20.413.659,49 €	5,00 %
Protection de l'environnement	488.561,71 €	0,17 %	1.250.000,00 €	1,10 %	1.738.561,71 €	0,43 %
Autres multisecteurs	18.675.097,78 €	6,35 %	- €	0,00 %	18.675.097,78 €	4,58 %
dont aide plurisectorielle	5.188.852,40 €	1,76 %	- €	0,00 %	5.188.852,40 €	1,27 %
dont développement et gestion urbaine	1.472.278,00 €	0,50 %	- €	0,00 %	1.472.278,00 €	0,36 %
dont développement rural	11.863.946,69 €	4,03 %	- €	0,00 %	11.863.946,69 €	2,91 %
dont éducation et formation plurisectorielles	150.020,69 €	0,05 %	- €	0,00 %	150.020,69 €	0,04 %
dont institutions scientifiques et de recherche	- €	0,00 %	- €	0,00 %	- €	0,00 %
Aide alimentaire développementale/sécurité alimentaire	806.842,00 €	0,27 %	- €	0,00 %	806.842,00 €	0,20 %
Aide humanitaire	53.017.131,79 €	18,03 %	- €	0,00 %	53.017.131,79 €	12,99 %
Intervention d'urgence	46.273.764,83 €	15,74 %	- €	0,00 %	46.273.764,83 €	11,34 %
dont assistance matérielle et services d'urgence	41.127.718,75 €	13,99 %	- €	0,00 %	41.127.718,75 €	10,08 %
dont coordination des secours et services de soutien et de protection	4.146.046,08 €	1,41 %	- €	0,00 %	4.146.046,08 €	1,02 %
Reconstruction et réhabilitation	3.819.661,61 €	1,30 %	- €	0,00 %	3.819.661,61 €	0,94 %
Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue	2.923.705,35 €	0,99 %	- €	0,00 %	2.923.705,35 €	0,72 %
Frais administratifs des donateurs	18.184.208,80 €	6,18 %	- €	0,00 %	18.184.208,80 €	4,46 %
Sensibilisation	2.485.674,48 €	0,85 %	- €	0,00 %	2.485.674,48 €	0,61 %
Non affecté/non spécifié	21.148.608,42 €	7,19 %	87.095.447,98 €	76,36 %	108.244.056,40 €	26,52 %
Total aide bilatérale & multilatérale ventilable par secteur	294.041.415,51 €	100,00 %	114.065.247,74 €	100,00 %	408.106.663,25 €	100,00 %



LE FONDS DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT EN 2018

Prévu par la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la Coopération au développement et l'action humanitaire, le Fonds de la Coopération au développement (FCD) est un instrument qui permet au ministère des Affaires étrangères et européennes de mener à bien des programmes et des projets de coopération qui s'étendent sur plusieurs années.

Le budget de l'État a alimenté le FCD de 217,39 millions d'euros en 2018 ; s'y ajoutent l'avoir disponible au 1^{er} janvier, à savoir 1,64 million d'euros, ainsi que les recettes en cours d'exercice (2 028 959 euros), essentiellement des remboursements par des ONG et des agences, de fonds non déboursés dans le cadre de projets co-financés par le Ministère. En 2018, 4,78 millions d'euros ont également transité via le FCD entre la Coopération danoise et LuxDev en tant que coopération déléguée.

En 2018, un montant total de 225,80 millions d'euros a été déboursé à charge du FCD. Lux-Development, en tant que principal mandataire dans le cadre de la mise en œuvre des projets et des programmes relevant de la coopération bilatérale gouvernementale, a bénéficié de la majeure partie, à savoir 105,56 millions d'euros (46,75 %), y inclus les fonds de la coopération déléguée danoise. Suivent les organisations non gouvernementales de développement qui ont perçu 41,50 millions d'euros (18,38 %) dans le cadre du co-financement de leurs projets et programmes et la prise en charge d'une partie de leurs frais administratifs. Le solde a été dédié aux projets mis en œuvre par le Ministère directement avec d'autres partenaires (14,70 %) ou avec des agences multilatérales (16,89 %) ainsi que pour le volet d'appui aux programmes.

Déboursements à charge du FCD en 2018 par rubrique

	APD	%
Programmes et projets mis en œuvre par Lux-Development	105.557.400,81 €	46,75 %
Programmes et projets mis en œuvre par des agences et programmes multilatéraux	38.148.191,54 €	16,89 %
Autres programmes et projets bilatéraux	33.188.827,90 €	14,70 %
Coopération avec les ONG (accords-cadres, co-financements et frais administratifs)	41.500.225,20 €	18,38 %
Appui aux programmes	1.370.335,12 €	0,61 %
Aide humanitaire	4.888.412,03 €	2,16 %
Total	225.800.705,77 €	100,00 %

ÉVOLUTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

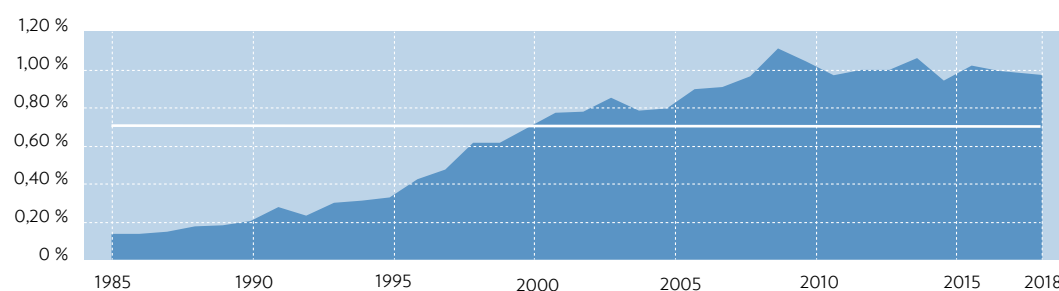
Comme le montre le graphique ci-dessous, l'aide publique au développement luxembourgeoise connaît d'abord une croissance lente mais constante.

À l'occasion du Sommet de la terre à Rio de Janeiro en juin 1992, le Premier ministre Jacques Santer annonça solennellement la volonté du Luxembourg « d'arriver à 0,7 % du RNB à l'an 2000 ». Cet objectif fut confirmé par la suite et en 1999, lors de la formation du gouvernement, il fut décidé de se fixer comme objectif le taux de 0,7 % en 2000, puis d'augmenter cette aide « en vue de se rapprocher du 1 % en fin de législature ».

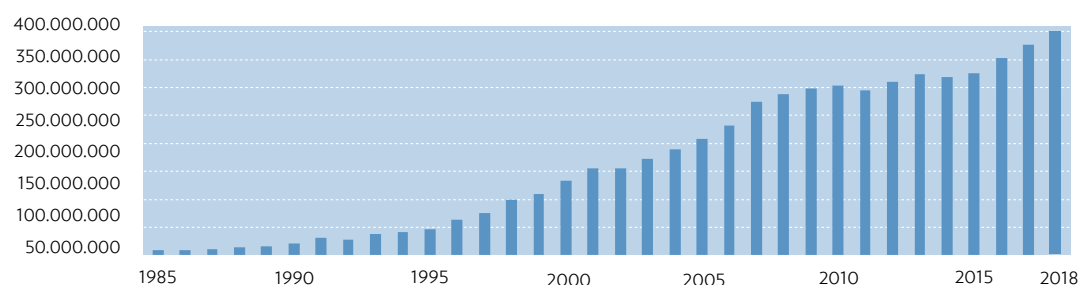
La cible des 0,7 % du RNB fut atteinte comme prévu en 2000 et les années suivantes virent la confirmation de cet engagement, l'APD ne redescendant jamais sous ce seuil. En 2009, l'aide publique luxembourgeoise dépassa pour la première fois le seuil de 1 % du RNB.

Cet objectif est toujours d'actualité même si certaines années le ratio APD/RNB varie légèrement aux alentours du 1 %, conséquence des réévaluations du RNB en cours d'année.

Évolution de l'APD entre 1985 et 2018 en volume



Évolution de la relation APD/RNB entre 1985 et 2018



Évolution depuis 1985 de l'aide publique au développement par rapport au revenu national brut

Année	APD nette	RNB	APD en % du RNB
1985	9.082.818,75 €	6.536.208.567,70 €	0,14 %
1986	9.672.805,34 €	7.005.669.324,91 €	0,14 %
1987	11.110.587,78 €	7.370.147.174,39 €	0,15 %
1988	14.201.572,14 €	8.058.002.126,93 €	0,18 %
1989	16.566.228,47 €	9.109.318.565,49 €	0,18 %
1990	20.751.910,64 €	10.001.065.942,16 €	0,21 %
1991	31.284.162,83 €	11.146.433.184,02 €	0,28 %
1992	27.739.285,42 €	11.701.516.364,69 €	0,24 %
1993	38.200.392,17 €	12.671.598.095,19 €	0,30 %
1994	41.596.533,46 €	13.252.189.519,56 €	0,31 %
1995	46.113.000,00 €	13.992.800.000,00 €	0,33 %
1996	63.077.000,00 €	14.705.000.000,00 €	0,43 %
1997	75.596.000,00 €	15.803.700.000,00 €	0,48 %
1998	98.829.000,00 €	16.020.300.000,00 €	0,62 %
1999	110.118.000,00 €	17.868.200.000,00 €	0,62 %
2000	133.433.659,00 €	19.170.400.000,00 €	0,70 %
2001	155.128.137,00 €	20.050.300.000,00 €	0,77 %
2002	155.735.183,00 €	19.897.800.000,00 €	0,78 %
2003	171.677.042,00 €	20.027.700.000,00 €	0,86 %
2004	188.981.534,00 €	23.988.000.000,00 €	0,79 %
2005	207.387.692,00 €	26.007.300.000,00 €	0,80 %
2006	231.510.318,00 €	25.800.400.000,00 €	0,90 %
2007	275.135.892,00 €	30.158.600.000,00 €	0,91 %
2008	287.679.785,00 €	29.729.000.000,00 €	0,97 %
2009	297.817.177,00 €	25.126.100.000,00 €	1,11 %
2010	304.031.901,10 €	28.633.700.000,00 €	1,05 %
2011	294.322.548,33 €	30.250.700.000,00 €	0,97 %
2012	310.447.807,61 €	30.927.066.000,00 €	1,00 %
2013	323.037.939,00 €	32.284.000.000,00 €	1,00 %
2014	318.347.926,85 €	29.970.000.000,00 €	1,06 %
2015	324.941.071,12 €	34.352.350.000,00 €	0,95 %
2016	353.143.813,00 €	34.550.000.000,00 €	1,02 %
2017	377.093.413,53 €	37.790.000.000,00 €	1,00 %
2018	401.296.347,29 €	40.767.580.800,104 €	0,98 %

LA COOPÉRATION AVEC LES PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES

AFRIQUE AMÉRIQUE CENTRALE ASIE



ALIGNEMENT SUR L'AGENDA 2030 DES NATIONS UNIES ET CONSOLIDATION DE L'ACTION DE COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE DANS LES PAYS DU SAHEL EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'année 2018 a été marquée par la montée en régime de la mise en œuvre des Programmes indicatifs de Coopération (PIC) pluriannuels dans la plupart des sept pays partenaires prioritaires de la Coopération luxembourgeoise. Tout en assurant une présence sur trois continents, le Luxembourg continue à poursuivre une approche de concentration géographique en maintenant un nombre limité de pays avec lesquels il entretient des relations privilégiées qui s'inscrivent sur le long terme, à savoir le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal en Afrique de l'Ouest, le Laos en Asie du Sud-Est et le Nicaragua en Amérique centrale.

Sur le plan institutionnel, quatre Commissions de partenariat se sont tenues à Luxembourg, respectivement avec les autorités du Burkina Faso, du Cabo Verde, du Laos et du Niger. Celles-ci réunissent, en principe annuellement les gouvernements du Luxembourg et de ses pays partenaires pour faire d'une part le bilan des relations et activités de coopération réalisées et en cours et, d'autre part, pour identifier sur cette base les priorités stratégiques et éventuels ajustements opérationnels concernant les actions futures à entreprendre.

Dans cette même logique de capitalisation et de projection vers l'avenir, l'action d'ensemble de la Coopération luxembourgeoise avec ses pays partenaires prioritaires a été sous-tendue par le lancement ou la finalisation de cinq exercices de revue à mi-parcours des Programmes indicatifs de Coopération qui portaient sur les relations de partenariat et de coopération entre le Luxembourg et le Cabo Verde, le Laos, le Nicaragua, le Mali et le Niger. Il est à noter que dans une approche d'intégration, de capitalisation mutuelle et de recherche d'efficience et d'efficacité toujours plus poussée, que ces exercices de revue se font désormais selon une approche en cascade qui comprend d'abord des évaluations techniques des projets et programmes bilatéraux des PICs dont les conclusions et recommandations alimentent ensuite les revues des PICs qui sont d'ordre politico-stratégique.

Ces revues, qui interviennent à un moment charnière de l'exécution des Programmes, ont aussi constitué le premier véritable *momentum* formel pour apprécier si et dans quelle mesure la Coopération luxembourgeoise et ses partenaires sont alignés et contribuent à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies, de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) et du principe de « ne laisser personne pour compte », adoptés en 2015, y compris des recommandations de la revue par les pairs du Luxembourg menée par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE) en 2017. En outre, elles ont permis pour certaines d'entre elles de déjà tenir compte des priorités et principes de positionnement et d'engagement du Luxembourg retenus dans le cadre de la nouvelle stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise, intitulée « En route vers 2030 » adoptée en Conseil de gouvernement en septembre 2018. La conduite des revues à mi-parcours et les recommandations qui en ont ainsi pu être dégagées ont aussi marqué le début des réflexions et analyses en vue des phases d'identification et de planification d'éventuels prochains cycles de programmation PIC avec ces pays, dont le lancement sera probablement effectif à partir de 2021.

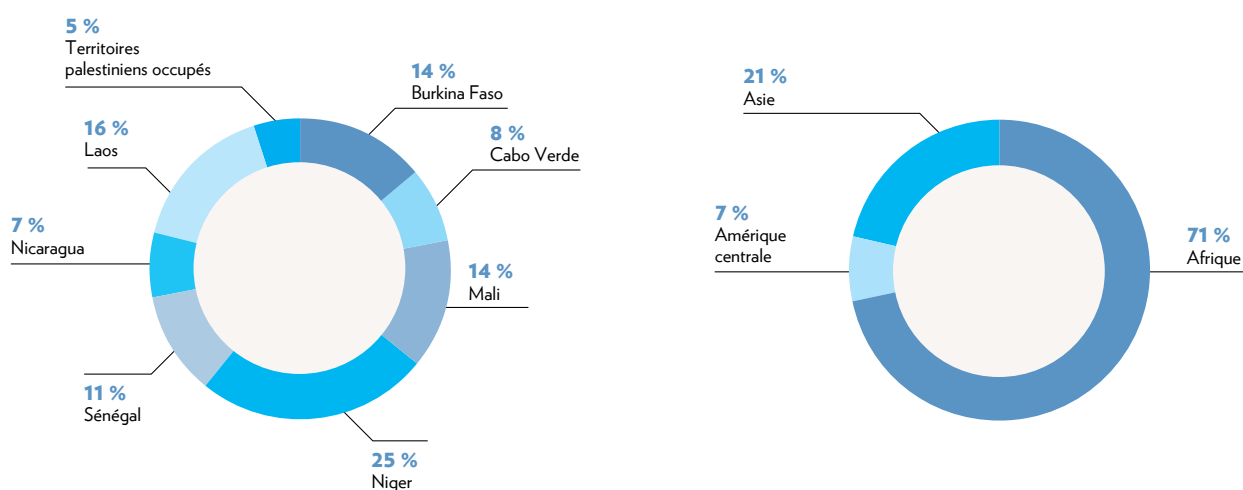
Sur le plan géographique, il convient en particulier de retenir la consolidation et la mise en cohérence des actions menées par le Luxembourg dans ses pays partenaires situés en Afrique de l'Ouest et dans la bande sahélienne, ceci notamment dans le contexte de sa présence de longue durée dans la sous-région et aussi dans le cadre de l'élargissement de son action sur le plan politico-diplomatique et en matière de défense, comme en témoigne l'adhésion du Luxembourg à l'Alliance Sahel en 2018. À noter également sur le plan interne que le gouvernement luxembourgeois a poursuivi, en 2018, les efforts de renforcement de la sûreté et de la sécurité du personnel des Ambassades et bureaux de la Coopération luxembourgeoise dans les pays sahéliens.

Sur le plan individuel des pays partenaires prioritaires, un des événements phares de l'année 2018 a été la visite officielle au Sénégal de Son Altesse Royale le Grand-Duc, du 21 au 23 janvier. À côté du ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Romain Schneider, la ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, et de la secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, la délégation de S.A.R. était par ailleurs accompagnée d'une importante mission économique composée de représentants du secteur privé luxembourgeois. La visite officielle a également permis de procéder en marge de celle-ci à la signature du désormais quatrième Programme indicatif de Coopération entre le Luxembourg et le Sénégal. Couvrant la période 2018-2022, ce PIC de quatrième génération a notamment permis de resserrer le positionnement stratégique de la Coopération luxembourgeoise en passant de cinq à deux secteurs d'intervention prioritaires que sont la « santé et la protection sociale » et « la formation professionnelle et technique et l'employabilité des jeunes ».

Au Mali, où s'est poursuivi la mise en œuvre du PIC III (2015-2019), l'année 2018 a consacré le 20^e anniversaire de la signature de l'Accord général de coopération entre les autorités maliennes et luxembourgeoises. Acôté d'une action renforcée en faveur de la gouvernance, du respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans cet État sahélien, le Luxembourg a approfondi son engagement sur le plan de la sécurité et de la défense. Ceci en particulier à travers des appuis aux missions de soutien civiles et militaires de l'Union européenne, de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) ainsi que de la force conjointe du G5 Sahel.

En Amérique centrale, l'année 2018 a été entachée par le début de la crise socio-politique qui secoue le Nicaragua depuis la répression violente des manifestations populaires d'avril 2018 et à la suite desquelles le Luxembourg a suspendu la signature prévue d'un nouveau PIC, ainsi que tout déboursement direct de fonds aux autorités nicaraguayennes. Malgré une situation qui reste très volatile, le Luxembourg a décidé d'y maintenir la présence de la Coopération luxembourgeoise, tout en renforçant en parallèle ses appuis aux organisations multilatérales et issues de la société civile, qui interviennent en particulier sur la protection des droits de l'homme et du respect de l'État de droit.

Coopération par pays partenaires privilégiés 2018



Déversements dans les pays partenaires en 2018

Pays partenaire	Lux-Development et autres partenaires	Agences ONU/ spécialisées	ONG	Action humanitaire et Aide alimentaire	Appui aux programmes	Ambassade	Divers	Total 2018
Afrique	75.608.824,53 €	13.628.135,75 €	9.913.886,05 €	4.609.996,78 €	148.076,53 €	1.190.125,31 €	2.328.483,84 €	107.427.528,79 €
Burkina Faso	11.325.211,90 €	3.657.700,75 €	3.937.840,51 €	301.428,57	- €	307.704,61 €	1.034.379,94 €	20.564.266,27 €
Cabo Verde	8.796.724,59 €	2.303.435,00 €	881.901,47 €	-	-	272.678,60 €	228.629,51 €	12.483.369,17 €
Mali	15.084.511,91 €	1.900.000,00 €	1.950.195,25 €	1.729.480,52 €	- €	22.305,75 €	290.693,86 €	20.977.187,30 €
Niger	29.519.464,21 €	3.567.000,00 €	1.227.222,47 €	2.489.087,69 €	- €	22.204,40 €	365.524,85 €	37.190.503,61 €
Sénégal	10.882.911,91 €	2.200.000,00 €	1.916.726,35 €	90.000,00 €	148.076,53 €	565.231,95 €	409.255,69 €	16.212.202,44 €
Amérique centrale	10.109.418,81 €	100.000,00 €	285.873,04 €	-	-	181.260,71 €	10.959,44 €	10.687.512,00 €
Nicaragua	10.109.418,81 €	100.000,00 €	285.873,04 €	-	-	181.260,71 €	10.959,44 €	10.687.512,00 €
Asie	19.317.331,55 €	4.544.804,00 €	1.743.524,12 €	1.602.590,91 €	- €	234.431,56 €	4.846.919,08 €	32.289.601,22 €
Laos	17.992.800,71 €	3.544.804,00 €	1.401.734,24 €	462.500,00 €	- €	234.431,56	929.970,37 €	24.566.240,88 €
Territoires palestiniens occupés	1.324.530,84 €	1.000.000,00 €	341.789,88 €	1.140.090,91 €	- €	-	3.916.948,71 €	7.723.360,34 €
Total	105.035.574,89 €	18.272.939,75 €	11.943.283,21 €	6.212.587,69 €	148.076,53 €	1.605.817,58 €	7.186.362,36 €	150.404.642,01 €

Autres pays	Lux-Development et autres partenaires	Agences ONU/ spécialisées	ONG	Action humanitaire et Aide alimentaire	Appui aux programmes	Ambassade	Divers	Total 2018
Autres pays	16.308.679,72 €	2.561.274,57 €	689.594,70 €	2.277.538,40 €	75.924,15 €	119.820,00 €	822.203,58 €	22.855.035,12 €
Afghanistan	-	436.842,00 €	30.904,16 €	1.223.677,50 €	-	-	257.217,92 €	1.948.641,58 €
El Salvador	3.585.338,30 €	250.000,00 €	347.585,75 €	- €	-	-	47.502,55 €	4.230.426,59 €
Mongolie	602.424,78 €	937.000,00 €	-	-	-	-	3.780,45 €	1.543.205,23 €
Vietnam	3.611.948,73 €	-	109.234,40 €	-	-	-	4.009,36 €	3.725.192,49 €
Kosovo	4.698.189,82 €	637.432,57 €	- €	-	-	119.820,00 €	503.676,66 €	5.959.119,05 €
Myanmar	3.810.778,09 €	300.000,00 €	201.870,40 €	1.053.860,89 €	75.924,15 €	-	6.016,64 €	5.448.450,17 €



Population 19,19 millions

Superficie 274.220 km²

PIB par habitant (PPA en \$) 696

Classement selon IDH 183/189

PIC IV (2016-2020) 82,3 millions €



Fin de la journée de travail pour les bûcherons de la forêt classée de Diendérosso. Programme d'Appui au Secteur Forestier BKF/019

DATES

3-5.5.2018 : Visite de la ministre de l'Économie, des Finances et du Développement Rosine Hadizatou Coulibaly/Sori

BURKINA FASO

Afrique

DESRIPTIF PROJET ET FAITS MARQUANTS

Dans le cadre de la 10^e Commission de partenariat, Rosine Hadizatou Coulibaly/Sori, ministre de l'Économie, des Finances et du Développement du Burkina Faso, était en visite au Luxembourg.

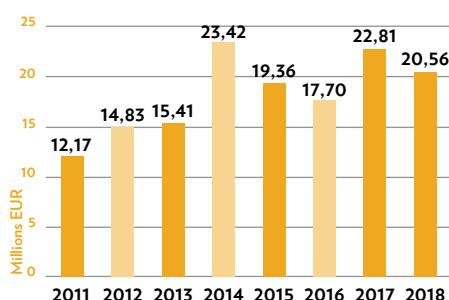
Après une année 2017 principalement consacrée au processus de formulation des nouveaux programmes prévus dans le cadre du PIC III, 2018 aura connu le lancement des programmes bilatéraux dans les domaines de la gestion durable des ressources naturelles et de l'éducation ainsi qu'un nouveau projet d'appui au développement de la filière du karité. Trois Protocoles d'accord pour des projets et programmes bilatéraux ont ainsi été signés en 2018.

En tant que chef de file du sous-secteur de l'enseignement et la formation techniques et professionnelles, le Luxembourg a continué à piloter le processus de formulation du nouveau programme multipartenaires qui sera mis en œuvre conjointement dans ce domaine. Le projet d'appui au développement des TIC au Burkina Faso, lancé formellement en avril 2017, a connu des avancées notables notamment dans le domaine du déploiement de l'infrastructure du réseau Résina.

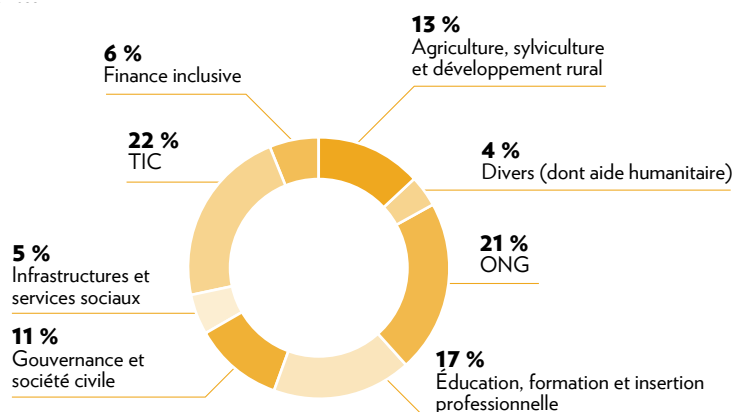
COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Burkina Faso	2018
Lux-Development et autres partenaires	11.325.211,90 €
Agences ONU/spécialisées	4.686.272,18 €
ONG	3.937.840,51 €
Action humanitaire et aide alimentaire	301.428,57 €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	307.704,61 €
Divers	5.808,51 €
Total	20.564.266,27 €

ÉVOLUTION DES DÉBOURSEMENTS



RÉPARTITION PAR SECTEUR DES PROJETS





Population **0,54 million**

Superficie **4.033 km²**

PIB par habitant (PPA en \$) **6 220**

Classement selon IDH **122/189**

PIC IV (2016-2020) **48 millions €**



Antenne de l'École hôtelière et de tourisme du Cabo Verde (EHTCV) à Sal

DATES

19.06.2018 : 18^e Commission de Partenariat, Luxembourg

CABO VERDE

Afrique

DESRIPTIF PROJET ET FAITS MARQUANTS

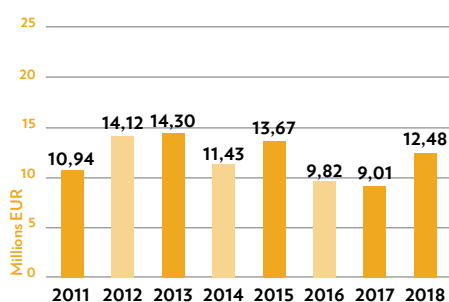
La 18^e Commission de Partenariat entre le Luxembourg et le Cabo Verde s'est tenue à Luxembourg le 19 juin 2018. Les ministres Schneider et Tavares ont fait le point sur la mise en œuvre du Programme indicatif de Coopération 2016-2020. Le projet « Appui au partenariat entre le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI) et le Centre de compétences Génie du Bâtiment Luxembourg (CdC GTB) » a été signé en marge de la Commission de Partenariat.

En 2018, la Revue à mi-parcours du PIC IV a été faite, avec un lancement à Praia le 13 avril et la restitution du 29 au 30 octobre. La Revue a constaté l'alignement des programmes avec les priorités du Cabo Verde, mais a appelé à un certain nombre d'ajustements actés lors des comités de pilotage (début 2019). En 2018, le Luxembourg a également augmenté son soutien au programme des Plateformes pour le développement local, signé en marge du Forum sur les Investissements au Cabo Verde les 11 et 12 décembre à Paris.

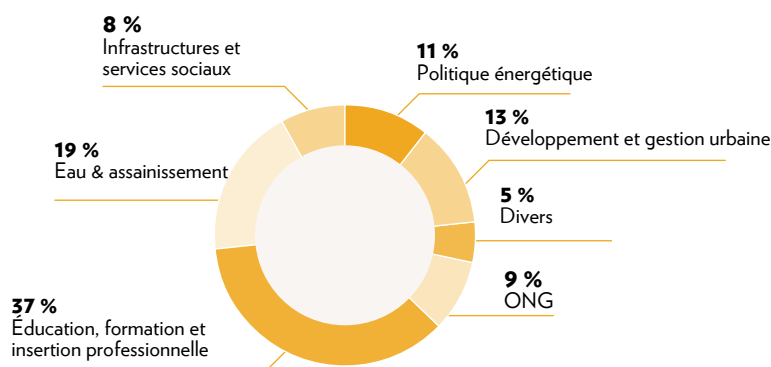
COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Cabo Verde	2018
Lux-Development et autres partenaires	8.796.724,59 €
Agences ONU/spécialisées	2.303.435,00 €
ONG	881.901,47 €
Action humanitaire et aide alimentaire	- €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	272.678,60 €
Divers	228.629,51 €
Total	12.483.369,17 €

ÉVOLUTION DES DÉBOURSEMENTS



RÉPARTITION PAR SECTEUR DES PROJETS





Population 17,99 millions

Superficie 1.240 192 km²

PIB par habitant (PPA en \$) 2 050

Classement selon IDH 182/189

PIC III (2015-2019) 61 millions €

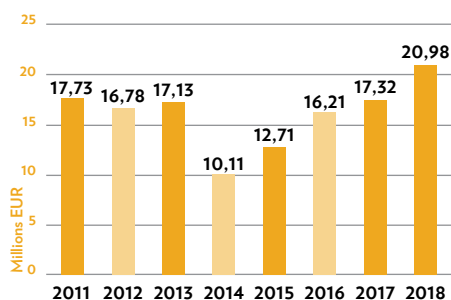


Examen de certification d'un apprenti-mécanicien à Yorosso dans le cadre du programme de formation et d'insertion professionnelle

DATES

Novembre 2017 : Visite du Premier ministre Xavier Bettel avec son homologue belge au Mali

ÉVOLUTION DES DÉBOURSEMENTS



MALI

Afrique

DESSCRIPTIF PROJET ET FAITS MARQUANTS

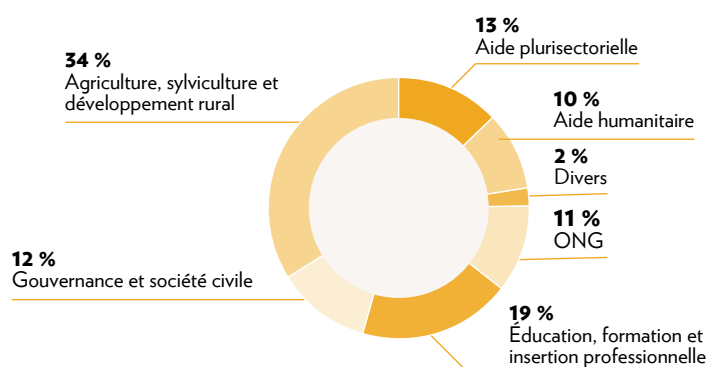
L'année 2018 a marqué le 20^e anniversaire de la signature de l'Accord général de coopération entre le Luxembourg et le Mali. Par ailleurs, trois ans après la signature du 3^e Programme indicatif de coopération entre le Mali et le Luxembourg (2015-2019), une revue à mi-parcours fut lancée en avril afin de mener, d'une part, des évaluations techniques sur les différents programmes constitutifs du PIC III et, d'autre part, de faire le bilan à un niveau plus politico-stratégique. Les conclusions ont confirmé la pertinence des options stratégiques du PIC (i.e. développement des filières agricoles et renforcement systématique des capacités des partenaires de mise en œuvre), mais les évaluateurs ont également recensé un certain nombre de faiblesses liées notamment à la non-inscription de la contrepartie nationale au budget de l'État, une trop grande dispersion des efforts luxembourgeois et, par conséquent, une durabilité insuffisante des actions. Les résultats de la revue alimenteront les réflexions autour du prochain PIC, dont l'identification commencera en 2019. L'action luxembourgeoise s'est complétée au cours des dernières années par un engagement plus intense en matière de sécurité et de défense, notamment dans les missions civiles et militaires de l'UE, dans la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et à travers la force conjointe du G5 Sahel.

Cet engagement accru dans le domaine sécuritaire va de pair avec une coopération renforcée en faveur de la gouvernance et du respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Ainsi, afin d'accompagner le processus de paix et de réconciliation au Mali, le Luxembourg a contribué d'une part au Bureau de l'Observateur indépendant (Fondation Carter), chargé d'évaluer la mise en œuvre des dispositions de l'accord signé en 2015 entre le gouvernement malien et les groupes armés du nord du Mali et d'autre part, à la mise en place de la Commission d'enquête internationale pour le Mali, prévue par les Accords d'Alger et chargée de faire la lumière sur les violations et abus des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui ont eu lieu depuis les débuts de la crise en 2012. Le Luxembourg a d'ailleurs également contribué à l'élaboration d'un Cadre de conformité pour le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire pour les opérations de la force conjointe du G5 Sahel, dont le quartier général se trouve à Bamako.

COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Mali	2018
Lux-Development et autres partenaires	15.084.511,91 €
Agences ONU/spécialisées	2.039.610,39 €
ONG	1.950.195,25 €
Action humanitaire et aide alimentaire	1.729.480,52 €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	22.305,75 €
Divers	151.083,47 €
Total	20.977.187,30 €

RÉPARTITION PAR SECTEUR DES PROJETS





Population **21,5 millions**

Superficie **1.267.000 km²**

PIB par habitant (PPA en \$) **378**

Classement selon IDH **189/189**

PIC III (2016-2020) **84,5 millions €**



Maraîchage de contre-saison grâce à une motopompe dans la commune de Dioundou (région de Dosso)

DATES

28.05.2018 : 11^e Commission de Partenariat, Luxembourg

NIGER

Afrique

DESSCRIPTIF PROJET ET FAITS MARQUANTS

Dans le cadre de la 11^e Commission de Partenariat, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur de la République du Niger, Kalla Ankouraou, était en visite au Luxembourg.

En tant que chef de file du secteur eau et assainissement, le Luxembourg s'est fortement engagé à mobiliser des financements additionnels pour ce secteur, notamment dans le cadre de l'Alliance Sahel.

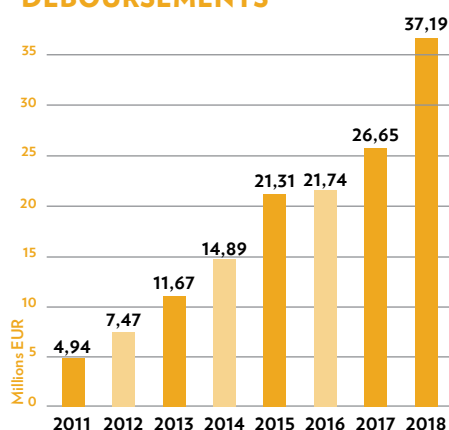
Au cours de l'année 2017, les divers programmes de la Coopération luxembourgeoise dans les domaines de l'eau et l'assainissement, de l'éducation et de l'enseignement et la formation techniques et professionnelles et du développement agricole durable ont connu une mise en œuvre très satisfaisante. Trois programmes bilatéraux se basent sur des fonds sectoriels multi-bailleurs qui ont été opérationnalisés en 2018 avec l'appui technique du Luxembourg.

La revue à mi-parcours du PIC III au Niger a été lancée au 2^e semestre 2018.

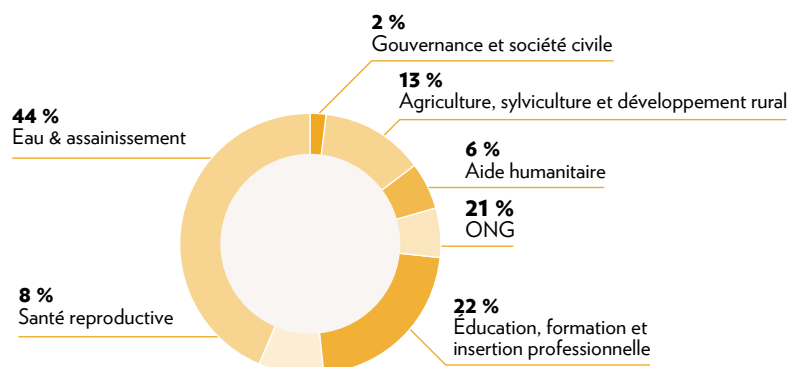
COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Niger	2018
Lux-Development et autres partenaires	29.519.464,21 €
Agences ONU/spécialisées	3.899.255,45 €
ONG	1.227.222,47 €
Action humanitaire et aide alimentaire	2.489.087,69 €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	22.204,40 €
Divers	33.269,40 €
Total	37.190.503,61 €

ÉVOLUTION DES DÉBOURSEMENTS



RÉPARTITION PAR SECTEUR DES PROJETS





Population 15,41 millions

Superficie 196.723 km²

PIB par habitant (PPA en \$) 2 480

Classement selon IDH 162/189

PIC III (2012-2017) 65 millions €



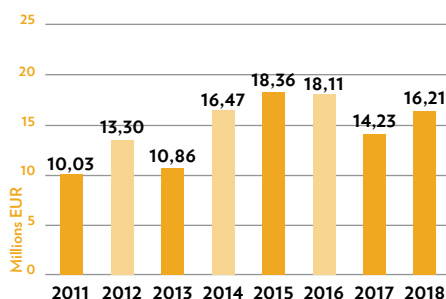
Visite de S.A.R. le Grand-Duc Henri du
Centre de formation professionnelle à Saint-Louis
(cr : Jean-Christophe Verhaegen, SIP)

DATES

21.-23.1.2018 : Visite officielle de
Son Altesse Royale, le Grand-Duc au
Sénégal, signature PIC IV

7-8.03.2018 : Visite de travail à
Luxembourg de Monsieur Abdoulaye
DIOUF SARR, Ministre de la Santé
et de l'Action Sociale et Monsieur
Mame Thierno DIENG, Ministre de
l'Environnement et du Développement
Durable de la République du Sénégal

ÉVOLUTION DES DÉBOURSEMENTS



SÉNÉGAL

Afrique

DESSCRIPTIF PROJET ET FAITS MARQUANTS

L'année 2018 fut marquée par la visite officielle de Son Altesse Royale le Grand-Duc au Sénégal du 21 au 23 janvier. Le ministre de la Coopération et l'Action humanitaire, Romain Schneider, la ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, et la secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, ont fait partie de la délégation officielle. Le quatrième Programme indicatif de coopération entre le Sénégal et le Luxembourg (2018-2022) a été formellement signé à cette occasion. Doté d'une enveloppe indicative de 65 millions €, le PIC IV opérera une concentration sectorielle sur deux secteurs prioritaires : i) la santé et la protection sociale et, ii) la formation professionnelle et technique (FPT) et l'employabilité. La jeunesse restera donc au centre des nouveaux engagements. Le nouveau programme misera par ailleurs sur l'innovation dans le secteur de la formation professionnelle, car le « business-as-usual » ne permettra pas de relever les défis d'adéquation entre les jeunes et les besoins du secteur productif.

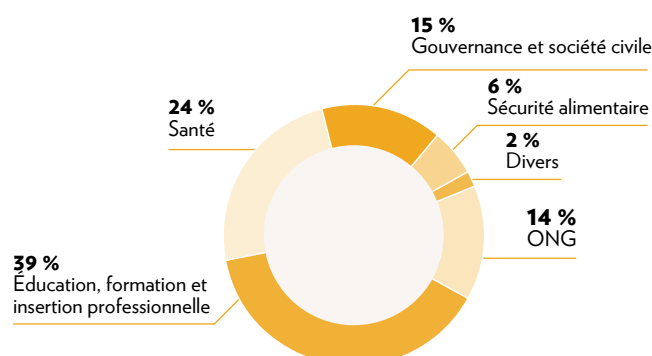
Le PIC IV se caractérisera également par la montée en puissance de l'approche-programme et de l'appui à l'exécution nationale (introduits dans le cadre du PIC III) sous forme d'une modalité d'aide innovante dénommée « aide budgétisée » (transition des fonds LU via la chaîne de dépense publique sénégalaise, accompagnée par un important volet de renforcement de capacités et de mitigation des risques). Dans cette logique d'un recours accru à l'exécution nationale et conformément à la Addis Tax Initiative, le Luxembourg a décidé de renoncer à l'exonération fiscale d'une partie des activités bilatérales du PIC IV. Les thématiques du genre et de l'environnement seront prises en compte de manière transversale. Une attention particulière sera par ailleurs accordée à l'implication accrue du secteur privé et à la promotion de la société civile.

La nouvelle ministre de la Coopération et de l'action humanitaire, Paulette Lenert, a décidé d'effectuer son premier déplacement diplomatique à Paris à l'occasion du Groupe consultatif sur le Sénégal, une table ronde présidée par le Président de la République du Sénégal, Macky Sall, et organisé avec l'appui de la Banque Mondiale et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). L'objectif était de mobiliser tous les partenaires autour de la deuxième phase du Plan Sénégal Emergent, le programme de développement socio-économique du Sénégal.

COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Sénégal	2018
Lux-Development et autres partenaires	10.882.911,91 €
Agences ONU/spécialisées	2.570.000,00 €
ONG	1.916.726,35 €
Action humanitaire et aide alimentaire	90.000,00 €
Appui aux programmes	148.076,53 €
Ambassade	565.231,95 €
Divers	39.255,69 €
Total	16.212.202,44 €

RÉPARTITION PAR SECTEUR DES PROJETS





Population 6,15 millions

Superficie 130.370 km²

PIB par habitant (PPA en \$) 5 530

Classement selon IDH 124/189

PIC III (2011-2017) 56,4 millions €



Inauguration de l'École-hôtel « Casa Luxemburgo » à Pochomil

NICARAGUA

Amérique centrale

DESCRIPTIF PROJET ET FAITS MARQUANTS

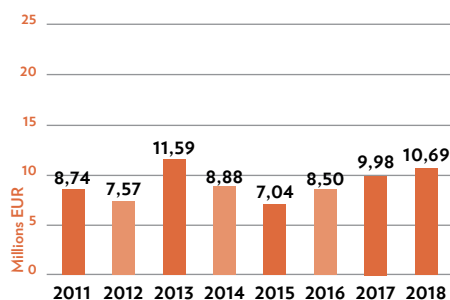
L'année 2018 a incontestablement été marquée par la crise socio-politique qui secoue le Nicaragua depuis les manifestations violentes du mois d'avril 2018. Face à une détérioration de cette situation, la Coopération luxembourgeoise avait décidé de suspendre la signature imminente du nouveau Programme Indicatif de Coopération (PIC IV : 2018-2020 ; 30 millions d'euros) et de geler tous les déboursements directs au gouvernement nicaraguayen dans les secteurs de la santé, de la formation professionnelle et du tourisme. La 13^e Commission de partenariat, prévue en mai-juin 2018 au Luxembourg, avait été annulée en raison de la crise au Nicaragua.

En parallèle, la Coopération luxembourgeoise a renforcé son appui à la société civile et aux organisations des droits de l'homme en signant une nouvelle convention avec OXFAM en juillet 2018 et en appuyant la Commission interaméricaine des Droits de l'homme (CIIDH) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) qui assurent le suivi de la situation des droits de l'homme au Nicaragua. Le Luxembourg avait également appuyé la Croix-Rouge nicaraguayenne qui avait joué un rôle important lors de la crise, notamment dans le transport des blessés.

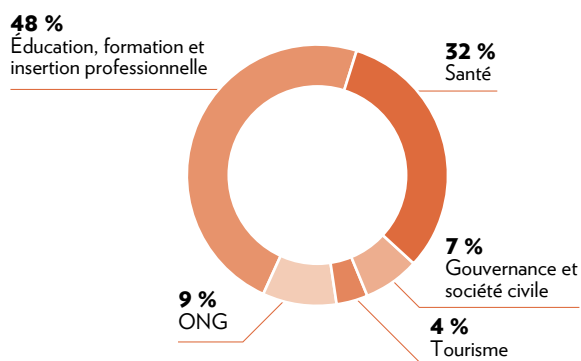
COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Nicaragua	2018
Lux-Development et autres partenaires	10.109.418,81 €
Agences ONU/spécialisées	100.000,00 €
ONG	285.873,04 €
Action humanitaire et aide alimentaire	- €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	181.260,71 €
Divers	10.959,44 €
Total	10.687.512,00 €

ÉVOLUTION DES DÉBOURSEMENTS



RÉPARTITION PAR SECTEUR DES PROJETS





Population 6,76 millions

Superficie 236.800 km²

PIB par habitant (PPA en \$) 6 270

Classement selon IDH 138/189

PIC III (2016-2020) 75 millions €

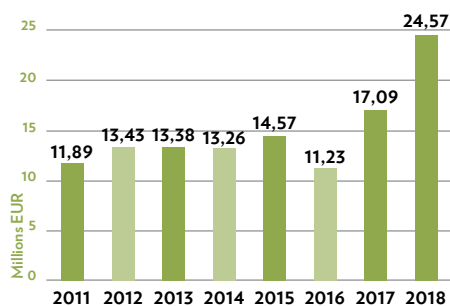


Formation au Luang Prabang Training Center

DATES

22.03.2018 : Commission de Partenariat en présence du Dr. Kikeo Chanthaboury, Vice-Ministre du Planning et de l'Investment, Luxembourg

ÉVOLUTION DES DÉBOURSEMENTS



LAOS

Asie

DESCRIPTIF PROJET ET FAITS MARQUANTS

Les premières relations de coopération entre le Luxembourg et le Laos remontent à 1997 et aujourd'hui le Laos est un des pays partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise.

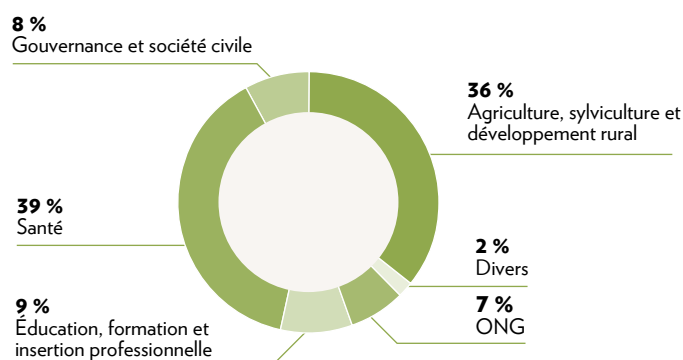
Le 4^e PIC (2016-2020) qui a été signé en septembre 2015 est actuellement en plein cours et met en œuvre les projets dans tous les secteurs de priorités : la santé, le développement rural, la formation professionnelle en matière de tourisme et d'hôtellerie ainsi que la bonne gouvernance et l'État de droit. 2018 est marqué par la continuité de mise en œuvre de projets.

L'année 2018 a également vu le début d'une identification de deux nouveaux projets dans le secteur de la finance et du renforcement des capacités. S'ajoute à ceci que le Luxembourg a fait une revue à mi-parcours de son programme indicatif de Coopération au Laos qui a souligné que « l'ampleur de l'investissement luxembourgeois et en particulier la continuité et la flexibilité du soutien luxembourgeois apportent une valeur ajoutée ».

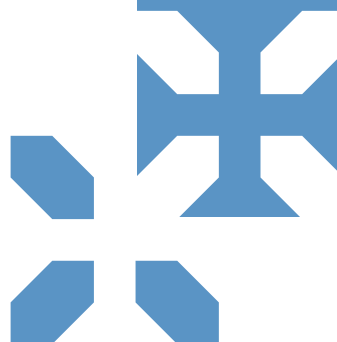
COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Laos	2017
Lux-Development et autres partenaires	17.992.800,71 €
Agences ONU/spécialisées	3.544.804,00 €
ONG	1.401.734,24 €
Action humanitaire et aide alimentaire	462.500,00 €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	234.431,56 €
Divers	929.970,37 €
Total	24.566.240,88 €

RÉPARTITION PAR SECTEUR DES PROJETS



LA COOPÉRATION RÉGIONALE



L'action bilatérale que la Coopération luxembourgeoise met en œuvre dans ses pays partenaires est complétée par une approche régionale, voire sous-régionale, ciblée sur trois continents, à savoir l'Afrique, l'Asie et l'Amérique centrale. Celle-ci vise à proposer des solutions à des défis communs et souvent interdépendants auxquels sont confrontés plusieurs pays limitrophes, notamment en misant sur les synergies et le partage des leçons apprises et des meilleures pratiques.

Dans ce contexte, l'Afrique de l'Ouest et les pays de la bande sahélienne continuent à constituer une des régions prioritaires de la politique étrangère luxembourgeoise. Avec des relations de partenariat basées initialement sur la coopération au développement, l'action du Luxembourg au Sahel représente aujourd'hui l'exemple-phare de la mise en œuvre de son approche des « 3D », qui procure un cadre cohérent pour l'articulation de son action en matière de diplomatie, de défense et de développement. Dans cette logique, l'engagement accru du Luxembourg sur le plan de la sécurité et de la défense va notamment de pair avec une coopération renforcée en faveur de la gouvernance et du respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire au Sahel. En 2018, la Coopération luxembourgeoise a ainsi entre autres contribué à l'élaboration d'un Cadre de conformité pour le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire pour les opérations de la force conjointe du G5 Sahel, dont le quartier général est situé à Bamako au Mali.



Laboratoire de l'Hôpital Silence de Ziguinchor : équipement et amélioration des capacités techniques de prise en charge du VIH et Hépatites dans le cadre du projet CARES (cr : ENDA-Santé)

Afin de valoriser son engagement conséquent en faveur du développement de la région, le Luxembourg a également rejoint en mars 2018 l'Alliance Sahel, une initiative lancée en 2017 par la France, l'Allemagne et l'Union européenne et qui vise à apporter une réponse commune et efficace en matière de sécurité et de développement aux défis multidimensionnels auxquels font face les pays membres du G5 Sahel. L'Alliance Sahel met l'accent sur un nombre limité de priorités, telles que la formation professionnelle et l'employabilité des jeunes ainsi que l'accès à des services sociaux de base de qualité – secteurs dans lesquels le Luxembourg joue par ailleurs un rôle de chef de file dans certains de ses pays partenaires dans la sous-région.

Le Luxembourg a également renforcé son engagement pour la lutte contre les maladies transmissibles. Le virus du VIH, de l'hépatite B (HBV) et le papillomavirus (HPV) sont tous à l'origine de problèmes graves de santé publique en Afrique

de l'Ouest. En effet, le virus HBV est la première cause de mortalité par maladie du foie en Afrique de l'Ouest et le HPV et à l'origine du cancer du col de l'utérus, le cancer le plus répandu chez les femmes au Sénégal alors qu'il peut être prévenu par vaccination des jeunes filles. Dans ce contexte, le projet CARES, acronyme pour « Casamance Research-program on HIV-Resistance and Sexual Health », soutient les efforts en matière de recherche scientifique et de développement de compétences pour augmenter l'accès aux diagnostics et aux traitements pour ces trois infections. Cofinancé par la Coopération luxembourgeoise et en partenariat étroit avec le Luxembourg Institute of Health (LIH), l'ONG internationale ENDA Santé, le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL), la Fondation Recherche sur le SIDA, le Laboratoire Nationale de Santé du Luxembourg et l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/ACCESS, le projet a pour objectif principal d'améliorer la prise en charge qualitative, dans la région de Ziguinchor au Sénégal et en Guinée-Bissau, des personnes infectées par le VIH, et de diminuer la mortalité liée aux virus du VIH, HBV et HPV.

Dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), le Luxembourg a poursuivi ses appuis dans le cadre du projet « African Internet Exchange System » (AXIS) de l'Union africaine, pour lequel la Coopération luxembourgeoise assure depuis 2010 la responsabilité financière vis-à-vis du Fonds fiduciaire Union européenne-Afrique pour les infrastructures. Parmi les acquis, il convient en particulier de relever le lancement en février 2018 par le Mali – un des pays partenaires prioritaires de la Coopération luxembourgeoise, de son propre point d'échange internet (IXP). Le projet AXIS a pour objectif de mettre en place une infrastructure internet robuste à l'échelle du continent africain et devrait permettre au Mali, après le Sénégal en 2017, de franchir une nouvelle étape dans le développement de son économie numérique. L'établissement des IXP est censé dégager à terme d'importantes économies pour les pays africains – estimées à 300 millions d'euros par an – en évitant aux flux internet de devoir transiter par des points d'échange situés en dehors de l'Afrique.

En Asie du Sud-Est, l'approche régionale se concrétise notamment autour d'enjeux de développement partagés entre les pays limitrophes du fleuve Mékong. D'un côté, la Coopération luxembourgeoise est en train de renforcer la gouvernance foncière à travers une nouvelle phase du projet « Mekong Region Land Governance », approuvée en 2018 et mise en œuvre en coopération avec la Suisse. Dans sa nouvelle phase, le projet appuie entre autres l'organisation de fora régionaux sur les terres, le suivi des activités du « Learning and Alliance », y compris la construction dans ce cadre de plateformes d'études et d'information ainsi que l'ajustement des mécanismes de subvention. De l'autre côté, la Coopération luxembourgeoise soutient également la gestion durable des ressources naturelles du fleuve Mékong à travers des appuis à la « Mekong River Commission » qui continue à fédérer les pays concernés autour d'enjeux partagés afin d'identifier des solutions communes pour l'utilisation de l'eau.

Sur un autre plan, il convient par ailleurs de noter les appuis régionaux que le Luxembourg apporte, à travers le ministère des Finances et en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, aux pays des sous-régions d'Asie du Sud-Est et d'Afrique de l'Ouest, respectivement via la Banque asiatique de développement et la Banque africaine de développement.

En Amérique centrale, dans le cadre du Système de l'intégration centroaméricaine (SICA) – une organisation basée à San Salvador, regroupant huit pays de la sous-région –, la Coopération luxembourgeoise a financé en 2018 un projet régional en appui à l'entrepreneuriat des femmes avec CENPROMYPE ainsi qu'un autre projet régional favorisant l'inclusion et la participation politique, économique et sociale de groupes vulnérables en collaboration avec le Secrétariat général du SICA. Par ailleurs, la Coopération luxembourgeoise et le ministère des Finances ont conjointement contribué à la 3^e phase du programme d'assistance technique du CAPTAC-DR (Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international pour l'Amérique centrale, le Panama et la République Dominicaine). Ce centre, basé au Guatemala, fournit une assistance technique à ses sept pays membres en visant le renforcement des capacités institutionnelles et humaines pour la mise en œuvre de politiques macroéconomiques et financières saines. Le Luxembourg avait déjà participé à la 2^e phase de ce projet.

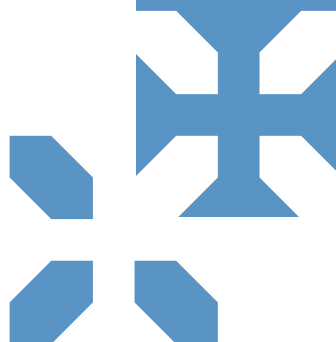
En Amérique centrale, le Luxembourg a en outre poursuivi ses appuis à la promotion de la finance inclusive, en particulier la microfinance. Ainsi, l'ONG luxembourgeoise ADA (Appui au Développement Autonome) soutient le réseau régional REDCAMIF qui a pour objectif la promotion de l'industrie de la microfinance. Finalement, la Coopération luxembourgeoise finance le programme d'assistance technique du fonds luxembourgeois intitulé « Forestry and Climate Change Fund » (FCCF), qui a pour objectif de rétablir des zones forestières secondaires ou dégradées en Amérique centrale et de les rendre économiquement, écologiquement et socialement viables en engageant les communautés locales tout en garantissant un rendement à long terme aux investisseurs de ce fonds.

La coopération régionale

	Durée	Budget	2018
AFRIQUE			6.695.410,33 €
Enda Tiers Monde : Frontières et vulnérabilité au VIH/sida en Afrique de l'Ouest (FEVE)	2016-2020	5.338.148,00 €	1.089.174,00 €
House of Training : Formations et assistance technique dans le domaine bancaire et financier	2016-2018	2.400.000,00 €	175.406,33 €
International Crisis Group : Projet d'études religions et conflits en Sahel	2016-2018	400.000,00 €	150.000,00 €
International Crisis Group : Appui à la stabilité et la sécurité au Sahel			200.000,00 €
SOS FAIM A.S.B.L. : Programme Agri plus	2016-2022	7.000.000,00 €	1.535.830,00 €
FMI: Centre régional d'assistance technique AFRITAC	2016-2020	5.000.000,00 €	1.000.000,00 €
BEI: Microfinance ACP	2018	1.000.000,00 €	1.000.000,00 €
UE: Cadre de conformité DH et DIH - G5 Sahel	2018		345.000,00 €
UE: Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique	2018		1.000.000,00 €
Social Performance Task Force: Promotion/développement de la microfinance (ACP)	2018		200.000,00 €
AMÉRIQUE LATINE			1.129.916,91 €
FMI : Centre régional d'assistance technique CAPTAC-DR	2014-2018	2.950.000,00 €	400.000,00 €
CENPROMYPE - Entrepreneuriat féminin en Amérique latine	2018-2020	1.220.405,17 €	488.162,07 €
SICA : Participation politique des groupes vulnérables	2018-2018	250.356,99 €	241.754,84 €
ASIE			1.807.167,15 €
Mekong River Commission : Appui au plan stratégique de la Mekong River Commission	2016-2020	1.000.000,00 €	200.000,00 €
Fondation PATRIP	2017-2020	2.992.000,00 €	920.000,00 €
BIT : Service régional protection sociale	2017-2020	2.601.992,80 €	687.167,15 €
EUROPE			1.000.000,00 €
BEI : Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF)			500.000,00 €
CICR : Missing migrants			500.000,00 €
Total régional			10.632.494,39 €

LA COOPÉRATION AVEC LES AUTRES PAYS PARTENAIRES

VIETNAM EL SALVADOR KOSOVO
 MONGOLIE MYANMAR TPO
 AFGHANISTAN/TADJIKISTAN



En dehors des pays partenaires *prioritaires*, le Luxembourg intervient dans huit autres pays partenaires où ses interventions de développement reposent essentiellement sur une approche projet. Il s'agit du Kosovo, du Salvador, du Vietnam, de la Mongolie, du Myanmar, de l'Afghanistan et du Tadjikistan ainsi que des Territoires palestiniens occupés. L'approche projet, en comparaison avec celle plus intégrée des Programmes indicatifs de Coopération (PIC), offre davantage de flexibilité pour réagir à des défis et besoins potentiels dans des pays où le Luxembourg n'a pas ou qu'une faible présence opérationnelle. L'approche projet procure également plus de latitude pour adapter les appuis du Luxembourg en fonction des orientations et priorités de sa politique étrangère et d'intervenir ainsi en tant qu'approche intermédiaire ou transitoire lorsque le statut d'un pays partenaire évolue.

Au Kosovo, où le Luxembourg est présent depuis la fin du conflit en ex-Yougoslavie en 1999, les activités se sont poursuivies dans le cadre de l'accord bilatéral de coopération entre les deux pays (2017-2020). L'année 2018 y était notamment marquée par le lancement de deux nouveaux programmes bilatéraux dans le domaine de l'intégration européenne et de la formation professionnelle et technique.

Au Salvador, pays partenaire prioritaire de la Coopération luxembourgeoise jusqu'en 2015, les progrès de développement accomplis par ce pays ont permis d'initier une nouvelle approche de partenariat comprenant entre autres des appuis à la coopération Sud-Sud et triangulaire en collaboration avec d'autres pays latino-américains. Le Luxembourg s'est en outre engagé à cofinancer la conduite de l'examen multidimensionnel du Salvador, sous les auspices de l'OCDE.

Au Vietnam, également un ancien pays partenaire prioritaire du Luxembourg jusqu'en 2015, la diversification des relations s'est poursuivie et a entre autres porté, outre les appuis du ministère en charge du Développement durable, sur les domaines de l'innovation, de la recherche et le secteur de la finance. En Mongolie, où le Luxembourg intervient depuis 2001 dans le secteur de la santé, un nouvel accord bilatéral a été signé en 2018 pour procéder à une augmentation budgétaire d'un projet de télémédecine, en particulier pour la prise en charge et la prévention des maladies cardiovasculaires. En partenariat avec le House of Training, agence de transfert de technologie financière du Luxembourg, les appuis se sont poursuivis dans le secteur financier à travers des formations ciblées pour des jeunes cadres de la Banque centrale et de banques commerciales mongoles.

Au Myanmar, où la situation humanitaire restait en 2018 très préoccupante à la suite des atteintes récurrentes aux droits humains endurées majoritairement par les populations Rohingya, le Luxembourg a décidé de reporter la signature prévue d'un accord général de coopération. Toutefois, pour ne pas davantage pénaliser les populations, la Coopération luxembourgeoise a poursuivi la mise en œuvre de deux projets pilotes, dont un dans le domaine de la formation professionnelle en lien avec le tourisme et un second en matière de développement rural dans l'Est de l'État Shan, jouxtant entre autres la frontière laotienne. L'année 2018 a par ailleurs marqué le financement de la deuxième phase d'un projet en matière de « *Constitution-building* », mis en œuvre par l'*International Institute for Democracy and Electoral Assistance* (IDEA).

En Afghanistan et au Tadjikistan, où le Luxembourg n'intervient pas sur le plan bilatéral direct, les appuis financiers se sont poursuivis à travers la fondation PATRIP (*Pakistan Afghanistan Tajikistan Regional Integration Programme*), pour la mise en œuvre de projets dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement en zones rurales et de la prévention des crises et catastrophes.

Finalement, dans les Territoires palestiniens occupés, le Luxembourg a continué en 2018 à soutenir les projets de quatre ONG palestiniennes, essentiellement dans les secteurs de la santé sexuelle et de la reproduction, de l'agriculture et de la formation continue ainsi qu'en matière de promotion d'une gouvernance inclusive et transparente.



VIETNAM



Éco-restauration : système de polyculture pour l'élevage du poisson-lapin orange

Les progrès effectués par le Vietnam au cours des années en matière de développement sont considérables, de sorte que le pays a pu évoluer en 2011 vers le statut de « pays à revenu moyen ». Au vu des progrès de développement au Vietnam, le 3^e PIC (2011-2015) a été le dernier à être élaboré et mis en œuvre entre le Luxembourg et le Vietnam.

En 2018, le Luxembourg se retrouve dans une stratégie de sortie de la Coopération luxembourgeoise au Vietnam qui se fonde sur l'échange mutuel, la poursuite d'intérêts communs et l'exploration de nouvelles pistes pour les relations futures entre les deux pays. Ainsi, le Luxembourg et le Vietnam ont signé un nouvel accord général de coopération en 2017 qui prévoit une coopération avec différents acteurs et secteurs afin de diversifier la relation entre les deux pays.

Les projets bilatéraux et multilatéraux qui ont débuté dans le cadre du 3^e PIC sont en train d'être consolidés dans le secteur du développement rural, de la formation professionnelle et de la finance. Certains nouveaux projets de diversification sont soit en cours, soit en cours d'établissement dans le secteur du développement, de l'innovation et de la recherche, dans le secteur de la finance et dans le secteur de la formation professionnelle.

COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Vietnam	2018
Lux-Development et autres partenaires	3.611.948,73 €
Agences ONU/spécialisées	- €
ONG	109.234,40 €
Action humanitaire et aide alimentaire	- €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	- €
Divers	4.009,36 €
Total	3.725.192,49 €

EL SALVADOR



Projet pour le renforcement de la stratégie « Un village un produit » visant le développement économique territorial avec la participation des micro et petites entreprises créées par les jeunes des communes de Santa Ana et El Congo (département de Santa Ana)

Un nouveau modèle de coopération a été mis en place au terme du dernier PIC 2012-2015 (21 millions d'euros) en raison des progrès économiques et sociaux dont a fait preuve le Salvador depuis la fin de la guerre civile. Ce nouveau modèle de coopération permet la mise en œuvre de projets innovateurs, notamment dans trois domaines : l'appui à la politique sociale du Gouvernement salvadorien, l'appui à la société civile via le Fonds d'appel à propositions pour les organisations de la société civile du Salvador, géré par le Gouvernement salvadorien et, enfin, l'appui à la Coopération Sud-Sud et Triangulaire par la réalisation de projets où le Salvador agit soit comme bénéficiaire soit comme pourvoyeur d'aide et d'expertise à d'autres pays latino-américains.

En complément aux projets bilatéraux, la Coopération luxembourgeoise a cofinancé la Revue Multidimensionnelle de Pays de l'OCDE, conçue pour aider le gouvernement d'El Salvador à élaborer une politique et une stratégie de développement. Finalement, la Coopération luxembourgeoise appuie aussi une ONG locale, active dans l'amélioration de la transparence budgétaire et dans la lutte contre la corruption.

COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

El Salvador	2018
Lux-Development et autres partenaires	3.585.338,30 €
Agences ONU/spécialisées	250.000,00 €
ONG	347.585,75 €
Action humanitaire et aide alimentaire	- €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	- €
Divers	47.502,55 €
Total	4.230.426,59 €

KOSOVO



Élèves du Centre de compétences à Ferizaj

Après la signature du nouvel accord bilatéral de coopération en octobre 2016 et la formulation de nouveaux projets dans divers secteurs d'intervention au cours de l'année 2017, 2018 aura vu le lancement des projets dans les domaines de l'intégration européenne et de la formation technique et professionnelle et la formulation de la nouvelle phase de l'appui au secteur de la santé. La mise en œuvre du projet de la BERD qui prévoit des conseils pour des petites et moyennes entreprises au Kosovo a commencé au début de l'année 2018, tout comme le projet conjoint PNUD/OMS/VNU sur les liens entre la pollution et la santé et le projet réalisé par la banque de développement allemande KfW qui cible le développement du réseau de chauffage urbain de la capitale Pristina. Les autres interventions, notamment le soutien important à la société civile au Kosovo, ont désormais atteint leur rythme de croisière. Finalement, au cours de l'année 2018, il fut décidé d'augmenter l'enveloppe financière allouée au programme de santé maternelle mis en œuvre par UNICEF et d'explorer la possibilité d'apporter un soutien au ministère kosovar de l'Innovation.

COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Kosovo	2018
Lux-Development et autres partenaires	4.698.189,82 €
Agences ONU/spécialisées	1.137.432,57 €
ONG	- €
Action humanitaire et aide alimentaire	- €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	119.820,00 €
Divers	3.676,66 €
Total	5.959.119,05 €



MONGOLIE



Équipe cardio-vasculaire

Le Luxembourg est, depuis 2001, actif dans le secteur de la santé en Mongolie et en est à son quatrième projet dans ce domaine. En 2018, le Luxembourg a signé un accord avec la Mongolie pour une augmentation budgétaire du projet dans le secteur de la télémedecine afin de dessiner les plans pour un nouvel hôpital dans le secteur cardiovasculaire. Afin de préparer cette signature, la ministre de la Santé mongole est venue au Luxembourg en août 2018 et a rencontré le ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire. En parallèle au projet de télémedecine dans le secteur cardiovasculaire, la Coopération luxembourgeoise met également en œuvre un projet de télémedecine dans le secteur de la santé maternelle et infantile en coopération avec l'UNFPA.

S'ajoute à ceci le travail de la Coopération luxembourgeoise dans le secteur financier à travers le projet de renforcement des capacités et de formations en coopération pour des jeunes cadres de la Banque centrale et de banques commerciales mongoles, à travers le House of Training, agence de transfert de technologie financière au Luxembourg (HoT).

COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Mongolie	2018
Lux-Development et autres partenaires	602.424,78 €
Agences ONU/spécialisées	937.000,00 €
ONG	- €
Action humanitaire et aide alimentaire	- €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	- €
Divers	3.780,45 €
Total	1.543.205,23 €



MYANMAR



Récupération d'eau potable à la maison

Au niveau international, en 2018, le Myanmar reste très fortement marqué par la situation humanitaire dans l'État d'Arakan avec plus de 500 000 personnes, majoritairement Rohingya, qui ont fui leurs foyers pour chercher refuge au Bangladesh, suite à la violence et à la peur. En réponse à cette crise, les négociations pour un accord général de coopération entre le gouvernement luxembourgeois et le Myanmar ainsi qu'une visite au niveau ministériel avaient été reportées en 2017 et les discussions restent bloquées en 2018.

En 2018, la Coopération luxembourgeoise met en place deux projets au Myanmar dont un en matière de développement des ressources humaines dans les domaines du tourisme et de l'hôtellerie, ainsi que du renforcement des capacités de l'administration en charge de ce secteur et un deuxième projet bilatéral dans le secteur du développement rural dans l'État Shan de l'Est qui héberge plusieurs ethnies minoritaires. À noter qu'à travers ces projets, 475 employés du ministère de l'Hôtel et du Tourisme ont reçu des formations de tourisme.

En parallèle, la Coopération luxembourgeoise soutient, avec d'autres donateurs, un fonds fiduciaire mis en œuvre par l'UNOPS (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets) portant sur les questions de sécurité alimentaire et de subsistance (« LIFT ») ainsi que la mise en place d'une seconde phase d'un projet avec IDEA qui travaille sur les droits de l'homme au Myanmar dans le contexte de la Constitution.

COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Myanmar	2018
Lux-Development et autres partenaires	3.810.778,09 €
Agences ONU/spécialisées	438.673,89 €
ONG	201.870,40 €
Action humanitaire et aide alimentaire	915.187,00 €
Appui aux programmes	75.924,15 €
Ambassade	- €
Divers	6.016,64 €
Total	5.448.450,17 €

TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS*



Formation de soutien psychosocial pour les enseignants dans les écoles palestiniennes à Jérusalem Est (cr : ONG Teacher Creativity)

Les Territoires palestiniens occupés* bénéficient d'un statut particulier, semblable aux pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise.

Le Luxembourg continue à honorer les accords de partenariats multi-annuels, conclus en 2017 avec la société civile palestinienne via quatre ONG locales en 2017 : le Palestinian Agricultural Relief Committee (PARC) dans le secteur de l'agriculture et du développement durable, la Palestinian Medical Relief Society (PMRS), dans le secteur de la santé reproductive pour les femmes, la Coalition for Accountability and Integrity (AMAN) dans le secteur de la transparence et bonne gouvernance et enfin une ONG additionnelle, le Teacher Creativity Center (TCC), dans le secteur de la formation en soutien psychosocial des enseignants des écoles palestiniennes à Jérusalem Est qui a pris fin en décembre 2018 et une deuxième phase a été négociée.

Un suivi étroit a été mené avec les quatre ONG afin d'assurer la continuation et la bonne mise en œuvre des projets respectifs des ONG locales.

Dans le contexte de la Coopération multilatérale, le Luxembourg continue son soutien à l'UNRWA. L'agence onusienne continue à être le principal partenaire dans la région avec un montant total de 4.750.000 euros de budget total. En 2018, un nouvel accord a été signé à Luxembourg, en présence du Commissaire Général de l'UNRWA, M. Pierre Krähenbühl, pour un projet santé à Gaza à hauteur de 1.000.000 euros par an. En outre, pour 2019, un nouvel accord pluriannuel sera signé avec UNRWA à hauteur de 4.000.000 euros par an, portant la contribution annuelle à l'agence à 5.000.000 euros par année.

COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Cisjordanie et bande de Gaza	2018
Lux-Development et autres partenaires	1.324.530,84 €
Agences ONU/spécialisées	4.869.318,18 €
ONG	341.789,88 €
Action humanitaire et aide alimentaire	1.140.090,91 €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	- €
Divers	47.630,53 €
Total	7.723.360,34 €

* Les Territoires palestiniens occupés sont à considérer comme faisant partie de la liste des principaux pays partenaires de la Coopération au développement luxembourgeoise telle que prévue à l'article 3 du règlement grand-ducal du 7 août 2012 déterminant les seuils d'intervention, le plafond financier annuel, l'apport local autre que financier ainsi que les obligations d'audit dans le cadre du cofinancement de programmes ou projets présentés par des organisations non gouvernementales de développement au titre de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire.

AFGHANISTAN/TADJIKISTAN



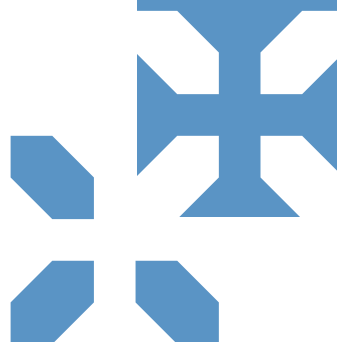
Un habitant profite d'un des points d'eau potable installés dans un village frontalier au Tadjikistan

Comme les années précédentes, il n'y a pas de coopération bilatérale directe avec l'Afghanistan. La Coopération luxembourgeoise poursuit ses projets en étroite collaboration avec la fondation PATRIP (Pakistan Afghanistan Tajikistan Regional Integration Programme). Les projets financés par le Luxembourg à travers la fondation et exécutés par l'ONG danoise Mission East se concentrent surtout dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. En outre, l'ONG investit davantage dans les efforts de la réduction des risques, afin de renforcer la durabilité de ces projets. Pour 2018, la Coopération luxembourgeoise a contribué à hauteur de 920 000 euros, permettant ainsi d'apporter de l'eau courante et d'installer des sanitaires dans 28 villages montagneux, 13 du côté afghan et 12 du côté tadjik. En plus, 862 latrines, dont certaines avec accès pour personnes à mobilité réduite, et 14 latrines sèches ont pu être mises en place dans ces villages. La phase de construction de ce projet est finie à 95 %, malgré une année difficile en raison des perturbations climatiques. En outre, dans la plupart des villages, des projets de stabilisation du terrain et des protections des infrastructures ont été mis en œuvre pour faire face aux catastrophes naturelles qui sévissent fréquemment dans la région. Mission East s'implique également davantage dans la réparation des infrastructures scolaires dans ces villages en cas de besoin, surtout du côté tadjik, en raison des difficultés administratives et législatives en Afghanistan.

COOPÉRATION BILATÉRALE EN CHIFFRES

Afghanistan/Tadjikistan	2018
Lux-Development et autres partenaires	- €
Agences ONU/spécialisées	694.059,92 €
ONG	30.904,16 €
Action humanitaire et aide alimentaire	1.223.677,50 €
Appui aux programmes	- €
Ambassade	- €
Divers	- €
Total	1.948.641,58 €

LA COOPÉRATION AVEC LES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES



Fervent défenseur du multilatéralisme, l'engagement du Grand-Duché de Luxembourg avec les organisations multilatérales reste un des piliers principaux de la Coopération luxembourgeoise pour agir au niveau international. Grâce à la nouvelle stratégie de la coopération au développement luxembourgeoise, intitulée « En route vers 2030 » et adoptée en septembre 2018, le Programme 2030 et les 17 Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations Unies se trouvent désormais au centre de l'engagement de la Coopération luxembourgeoise.

Dans cette logique et à l'instar des années précédentes, le Luxembourg a participé aux réunions des conseils d'administration du PNUD, du UNFPA, de l'UNOPS, d'ONU-Femmes et de l'UNICEF. En 2018, le Luxembourg a d'ailleurs siégé aux conseils d'administration des trois premières agences onusiennes susmentionnées. Lors de la session annuelle du conseil du UNFPA, le Luxembourg a facilité la résolution portant sur le budget du UNFPA, un sujet vivement discuté suite au désengagement de certains partenaires internationaux de premier plan.

La Coopération luxembourgeoise a en outre continué à suivre de près le processus de repositionnement du système des Nations Unies pour le développement lancé par le secrétaire général Guterres en juillet 2017 et dont la résolution a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 31 mai 2018. Le repositionnement envisage notamment une nouvelle génération d'équipes-pays des Nations Unies, une redynamisation du rôle du système des coordonnateurs résidents, un réaménagement de l'approche régionale, une orientation stratégique, une supervision et une responsabilité pour obtenir des résultats à l'échelle du système, un meilleur financement et un suivi de l'action menée pour repositionner le système des Nations Unies aux différents niveaux.

Ces sujets, ainsi que les priorités thématiques et les projets multilatéraux de la Coopération luxembourgeoise ont été abordés lors des consultations annuelles avec les agences onusiennes new-yorkaises, qui se sont tenues les 9-10 juillet 2018. Les consultations annuelles avec les agences onusiennes à Rome ont eu lieu les 27 et 30 novembre 2018, celles avec les agences genevoises les 23 et 24 octobre 2018. En revanche, les consultations annuelles avec UNCDF et ONUSIDA se sont tenues cette année à Luxembourg, le 15 mars 2018 et le 17-18 octobre 2018 respectivement, en présence de la Secrétaire exécutive de UNCDF, Judith Karl et de Michel Sidibé, Directeur général d'ONUSIDA.

La santé reste une priorité de premier plan pour le Luxembourg. Le partenariat UE-Luxembourg-OMS pour une couverture sanitaire universelle continue à se développer considérablement ; le Luxembourg s'est en effet réengagé pour une 3^e phase du Partenariat, couvrant la période 2019-2021. La couverture sanitaire universelle, objectif phare de sa stratégie santé, est l'épine dorsale de l'ODD 3 « Bonne santé et bien-être ».

Avec ONUSIDA, le Luxembourg a renforcé ses efforts dans la lutte contre le VIH/sida dans la région prioritaire de l'Afrique de l'Ouest à travers une contribution annuelle de 1 million d'euros au Plan de rattrapage en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce programme régional vise à atteindre les objectifs de traitement 90-90-90 grâce à un soutien accru de la société civile locale. Le respect des droits de l'homme et les soins pédiatriques figurent au cœur de ce programme. Par ailleurs, le Luxembourg a intensifié sa collaboration avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme afin d'atteindre les objectifs ambitieux de mettre fin aux trois pandémies comme menaces à la santé publique d'ici 2030.

Au cours de 2018, le Luxembourg a poursuivi son partenariat de longue date avec le Bureau international du travail (BIT), entre autres grâce à l'initiative « Emploi décent des jeunes ». Une autre priorité de la Coopération luxembourgeoise est l'extension de son engagement concernant le projet de protection sociale avec le BIT sur toute une région au Sud-Est de l'Asie, en commençant par le Laos, le Myanmar et le Vietnam. Également, en 2018, le Luxembourg a étudié un projet en collaboration avec le BIT en Tunisie sur l'entrepreneuriat social et solidaire.

La Coopération luxembourgeoise reste attachée aux efforts accomplis par l'UNRWA au Proche-Orient. L'agence onusienne continue à être le principal partenaire dans la région avec un budget total de 4.750.000 euros. Fin 2018, un nouvel accord a été signé à Luxembourg, en présence de son Commissaire général, Pierre Krähenbühl, pour un projet à Gaza.

Fidèle à l'approche préconisée par la nouvelle stratégie concernant la promotion des partenariats multi-acteurs, les échanges et consultations avec le FIDA, la Commission européenne et AGRA ont été nombreuses au cours de l'année 2018 pour mettre en place le nouveau Fonds ABC. L'objectif du Fonds est de mobiliser des fonds publics et privés pour financer des chaînes de valeur agricoles dans les pays en voie de développement afin de stimuler la croissance, développer de nouveaux marchés et préserver/créer des opportunités d'emploi en milieu rural pour les jeunes et les femmes. Le Fonds ABC est une illustration de partenariat public-privé innovant qui permettra de démultiplier l'investissement de départ et de maximiser son impact sur le développement tout en restant financièrement rentable.

La santé des femmes continue à figurer parmi les priorités des interventions, le Luxembourg étant l'un des pays à maintenir son soutien à l'initiative « She Decides ». La Coopération luxembourgeoise a aussi participé à la campagne de sensibilisation #ShelsEqual, initiée par Global Citizen, une campagne visant à mobiliser les citoyens du monde entier à s'engager en faveur de l'égalité des sexes, de la santé et de l'autonomisation des femmes et des filles. Enfin, elle a aidé à mettre en place le premier Plan d'action national Femmes et paix et sécurité.

La Coopération luxembourgeoise a contribué à la sensibilisation au développement international en soutenant l'organisation par l'Athénée du Luxembourg du premier « LuxMUN », Model United Nations.

L'APD de la coopération multilatérale 2018

Article	APD multilatérale gérée par la Direction de la coopération au développement		
CDDXXXXX	Fonds de la coopération au développement (FCD)	9.231.747,00 €	8,09 %
01.7.35.000	Coopération au développement : contributions à des programmes d'assistance économique et technique et aux actions humanitaires de l'Union européenne ; dépenses diverses dans le même but	11.448.543,26 €	10,04 %
01.7.35.030	Coopération au développement: contribution à des programmes et priorités thématiques d'institutions internationales autres que l'Union européenne	18.973.112,00 €	16,63 %
01.7.35.031	Coopération au développement: contributions volontaires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union européenne	18.924.396,91 €	16,59 %
01.7.35.032	Coopération au développement: contributions obligatoires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union européenne	188.922,41 €	0,17 %
	Sous-total APD multilatérale gérée par la Direction de la coopération au développement	58.766.721,58 €	51,52 %
Article	APD multilatérale gérée par les autres Directions du MAEE		
01.2.35.030	Contributions obligatoires aux divers budgets et aux autres dépenses communes des institutions internationales et frais s'y rattachant; autres dépenses à caractère international	386.816,73 €	0,34 %
01.2.35.031	Subventions à des institutions et organisations internationales; subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité	363.899,05 €	0,32 %
01.2.35.032	Contributions obligatoires à des opérations de maintien de la paix sous les égides d'organisations internationales ainsi qu'aux mécanismes de gestion de crise de l'UE	1.764.129,94 €	1,55 %
01.2.35.033	Contributions volontaires à des missions de gestion civile ou militaire de crise d'organisations internationales	1.800,00 €	0,00 %
01.2.35.060	Contributions du Luxembourg et assistance aux partenaires dans le cadre de missions de prévention et de gestion de crise	27.639,90 €	0,02 %
01.5.35.035	Contributions du Luxembourg et assistance aux partenaires dans le cadre de missions de prévention et de gestion de crise	100.000,00 €	0,09 %
	Sous-total APD multilatérale gérée par les autres Directions du MAEE	2.644.285,62 €	2,20 %
Article	APD multilatérale gérée par le ministère des Finances		
34.0.54.030	Participation aux programmes et projets des institutions financières internationales et aide au développement	4.700.000,00 €	4,12 %

34.8.84.037	Institutions financières internationales: augmentation et ajustement de la souscription du GDL moyennant versement en espèces, versements en application du cautionnement des ressources propres engagées par des institutions financières internationales,	23.317.016,28 €	20,44 %
	Sous-total APD multilatérale gérée par le ministère des Finances	28.017.016,28 €	24,56 %
14.0.35.060	APD multilatérale gérée par le ministère de la Santé	141.371,57 €	0,12 %
Article	APD multilatérale gérée par le ministère de la Culture		
02.0.35.030	Contributions et cotisations à l'U.N.E.S.C.O.	132.706,93 €	
02.0.35.060	Cotisations à des organismes internationaux	1.250.000,00 €	
	Sous-total APD multilatérale gérée par le ministère de la Culture	1.382.706,93 €	1,21 %
Chapitre VI	Contribution au budget de l'Union européenne	23.113.145,76 €	20,26 %
	Budget total coopération multilatérale	114.065.247,74 €	100,00 %

APD bilatérale et multilatérale par les agences multilatérales

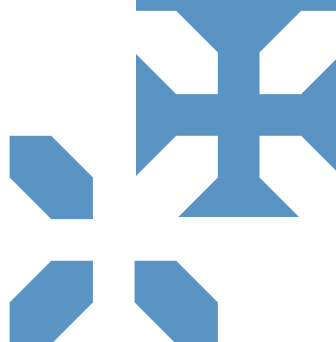
Article budgétaire	ADP transitant par les agences multilatérales	Pays	2018
	Agence internationale de l'énergie atomique - contributions obligatoires		53.112,00 €
01.7.35.030	Contribution au budget	Monde	53.112,00 €
	Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit		1.250.000,00 €
02.0.35.060	Contribution au budget	Monde	1.250.000,00 €
	Alliance mondiale pour la vaccination et l'immunisation		820.000,00 €
01.7.35.030	Contribution au budget	Monde	820.000,00 €
	Association internationale de développement		15.505.000,00 €
34.8.84.037	Reconstitution des ressources	Monde	15.505.000,00 €
	Banque Africaine de Développement		1.500.000,00 €
34.0.54.030	Financial sector development fund	Monde	1.500.000,00 €
	Banque asiatique de développement		2.554.347,02 €
34.0.54.030	Financial sector development fund	Monde	1.500.000,00 €
34.8.84.037	Reconstitution des ressources	Monde	1.054.347,02 €
	Banque européenne d'investissement		2.400.000,00 €
FCD	Promotion/développement de la Microfinance	Monde	200.000,00 €
34.0.54.030	Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF)	Balkans	500.000,00 €
34.0.54.030	Economic Resilience Initiative	Monde	700.000,00 €
34.0.54.030	Microfinance ACP	Monde	1.000.000,00 €
	Banque européenne pour la reconstruction et le développement		2.000.000,00 €
34.0.54.030	ODA Trust Fund	Monde	2.000.000,00 €
	Banque internationale pour la reconstruction et le développement		
	Banque mondiale		700.000,00 €
34.0.54.030	Global Tax program	Monde	400.000,00 €
FCD	Partenaire mondial pour l'éducation (GPE)	Monde	300.000,00 €
	Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire		500.000,00 €
01.7.35.031	Contribution au budget	Monde	500.000,00 €
	Centre international de déminage		13.516,68 €
01.2.35.030	Contribution obligatoire	Monde	516,68 €
01.2.35.030	Subvention programme anti-mines	Monde	13.000,00 €
	Commission du Mékong		200.000,00 €
FCD		Extrême-Orient/ Régional	200.000,00 €
	Commission européenne		23.113.145,76 €
	Contribution au budget de l'UE affecté à la coopération au développement	Monde	23.113.145,76 €
	Conseil de l'Europe		297.151,86 €
01.2.35.030	Contribution obligatoire		207.151,86 €
01.2.35.030	Protection et sécurité des journalistes	Monde	20.000,00 €
01.3.35.040	Réforme judiciaire en Ukraine	Ukraine	70.000,00 €
	Convention sur la lutte contre la désertification		4.731,00 €
01.7.35.032	Contribution obligatoire au budget	Monde	4.731,00 €
	Département des opérations de maintien de la paix		442.536,08 €
	Missions civiles de maintien de la paix	Multiples	442.536,08 €
	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme		2.100.000,00 €
01.7.35.031	Contribution au budget	Monde	1.300.000,00 €
FCD	Appui économique des femmes dans l'agriculture	Monde	800.000,00 €
	Fonds Africain de Développement		3.610.319,26 €
34.8.84.037	Reconstitution des ressources	Monde	3.610.319,26 €
	Fonds Asiatique de Développement		2.285.000,00 €

Article budgétaire	ADP transitant par les agences multilatérales	Pays	2018
34.8.84.037	Reconstitution des ressources	Monde	2.285.000,00 €
	Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix		200.000,00 €
01.2.35.032	Contribution volontaire	Monde	100.000,00 €
01.5.35.035	Contribution volontaire	Monde	100.000,00 €
	Fonds des Nations Unies pour la population		2.800.000,00 €
01.7.35.030	Contribution au budget	Monde	2.800.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	2.750.000,00 €
FCD	Abandon de la pratique d'excision phase 2 et 3	Monde	300.000,00 €
FCD	Telemedecine Project Exit Phase	Monde	937.000,00 €
FCD	Droit et santé des adolescents	Monde	1.400.000,00 €
	Fonds des Nations Unies pour l'enfance		5.118.495,43 €
01.7.35.030	Contribution au budget Éducation	Monde	600.000,00 €
01.7.35.030	Contribution au budget Égalité des sexes	Monde	500.000,00 €
01.7.35.030	Contribution au budget WASH	Monde	700.000,00 €
01.7.35.030	Contribution au budget Nutrition	Monde	700.000,00 €
01.7.35.030	Contribution au budget Santé	Monde	700.000,00 €
FCD	Visite à domicile pour enfants vulnérables	Kosovo	137.433,43 €
FCD	Improving RMNCH in LAO PDR	Laos	1.781.062,00 €
	Fonds international de développement agricole		3.400.000,00 €
01.7.35.030	Agriculture sensible à la nutrition	Monde	300.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	600.000,00 €
FCD	Smallholder and SME Investment Finance Fund	Monde	2.500.000,00 €
	Fonds monétaire international (FMI)		3.262.350,00 €
34.0.54.030	AFRITAC	Afrique	500.000,00 €
34.0.54.030	CAPTAC-DR : Fonds fiduciaire d'assistance technique en Amérique centrale, Panama et en Rép. Dominicaine	Amérique centrale	200.000,00 €
34.0.54.030	Fonds fiduciaire d'assistance technique spécialisé en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme	Monde	400.000,00 €
34.0.54.030	FSSF – Financial sector stability Fund: renforcement de la stabilité des secteurs financiers	Monde	400.000,00 €
34.0.54.030	Renforcement de systèmes statistiques nationaux	Monde	400.000,00 €
34.0.54.030	Revenue Mobilization trust fund	Monde	500.000,00 €
	Fonds pour l'environnement mondial		862.350,00 €
34.8.84.037	Reconstitution des ressources		862.350,00 €
	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme		190.000,00 €
01.2.35.030	Contribution volontaire au budget	Monde	175.000,00 €
01.2.35.031	Fonds pour les victimes de torture	Monde	15.000,00 €
	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés		1.950.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	1.950.000,00 €
	Comité International de la Croix-Rouge (CICR)		1.250.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	1.250.000,00 €
	Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNCDF)		1.900.000,00 €
01.7.35.030	Développement local	Monde	125.000,00 €
01.7.35.030	Finance inclusive	Monde	125.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	550.000,00 €
FCD	Appui résilience économique et financière Burkina Faso (PNUD)	Burkina Faso	1.100.000,00 €
	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient		4.750.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Moyen-Orient/ Régional	3.750.000,00 €
FCD	Decent health for youth in Gaza	Moyen-Orient/ Régional	1.000.000,00 €

Article budgétaire	ADP transitant par les agences multilatérales	Pays	2018
	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime		1.590.442,48 €
34.0.54.030	The Stolen Asset Recovery Initiative	Monde	100.000,00 €
Fonds de lutte	Développement agricole alternatif	Laos	796.460,18 €
Fonds de lutte	Lutte contre le trafic de stupéfiants	Europe	353.982,30 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	340.000,00 €
	Organisation de coopération et de développement économiques		1.110.000,00 €
34.0.54.030	Contribution au projet BEPS de l'OCDE (2019-2020)	Monde	350.000,00 €
01.7.35.030	Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide	Monde	200.000,00 €
01.7.35.030	Programme sur la fiscalité et le développement	Monde	250.000,00 €
01.7.35.030	Club du Sahel	Monde	200.000,00 €
01.7.35.031	Contribution MOPAN	Monde	110.000,00 €
	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture		1.268.666,34 €
01.7.35.032	Contribution obligatoire au budget	Monde	261.824,34 €
FCD	Politique d'insertion des jeunes ruraux	Mali	200.000,00 €
FCD	Urgences de sécurité sanitaire	Sénégal	370.000,00 €
FCD	Support to household food security	Afghanistan	436.842,00 €
	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel		50.661,00 €
01.7.35.032	Contribution obligatoire au budget	Monde	50.661,00 €
	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture		132.706,93 €
02.0.35.030	Contribution au budget	Monde	132.706,93 €
	Organisation internationale de la Francophonie		527.077,00 €
01.2.35.032	Contribution obligatoire	Monde	427.077,00 €
01.2.35.032	Contribution volontaire au budget	Monde	100.000,00 €
	Organisation internationale des migrations		198.506,97 €
01.4.12.330	Aide à la réintégration de personnes qui retournent dans leur pays d'origine	Monde	198.506,97 €
	Organisation internationale du Travail		3.198.802,48 €
01.2.35.031	Contribution obligatoire	Monde	249.026,68 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	1.000.000,00 €
FCD	Service régional pour la protection sociale	Extrême-Orient/ Régional	687.167,15 €
FCD	Emploi décent des jeunes	Monde	1.000.000 €
FCD	Employabilité des jeunes ruraux	Mali	200.000,00 €
	Organisation maritime internationale		62.608,65 €
01.2.35.032	Contribution obligatoire	Monde	62.608,65 €
	Organisation mondiale de la santé		7.387.464,08 €
14.0.35.060	Contribution obligatoire	Monde	141.371,57 €
01.7.35.030	Maladies transmissibles	Monde	2.100.000,00 €
01.7.35.030	Maladies non transmissibles	Monde	400.000,00 €
01.7.35.030	Promouvoir la santé à toutes les étapes de la vie	Monde	2.250.000,00 €
01.7.35.030	Systèmes de santé	Monde	1.400.000,00 €
01.7.35.030	Éradication de la poliomyélite	Monde	500.000,00 €
	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe		596.092,51 €
01.2.35.032	Contribution obligatoire	Monde	486.892,51 €
01.2.35.032	Contribution volontaire au budget	Monde	59.200,00 €
01.2.35.032	Supervision élections en Ukraine	Ukraine	50.000,00 €
	Programme alimentaire mondial		2.000.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	1.000.000,00 €
FCD	APS Lux-PAM 2017 - 2020 Cantines scolaires	Bilatéral/non spécifié	1.000.000,00 €

Article budgétaire	ADP transitant par les agences multilatérales	Pays	2018
	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA		4.450.000,00 €
01.7.35.030	Gender and Aids	Monde	1.000.000,00 €
01.7.35.030	West & Central Africa Catch Up Plan	Afrique/Régional	1.000.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	2.450.000,00 €
	Programme des Nations Unies pour le développement		9.903.705,00 €
01.7.35.030	Développement durable et éradication de la pauvreté	Monde	1.300.000,00 €
01.7.35.030	Bonne gouvernance	Monde	1.000.000,00 €
01.7.35.030	Changement climatique et DRR	Monde	300.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	2.750.000,00 €
FCD	Sécurité humaine et résilience communautaire	Afrique/Régional	1.000.000,00 €
FCD	Appui à l'emploi, l'employabilité et l'insertion	Cap Vert	868.957,00 €
FCD	Plateforme pour le développement local	Cap Vert	434.748,00 €
FCD	8 ^e plan national développement socio-économique 2017-2020	Laos	1.000.000,00 €
FCD	Support to UXO LAO	Laos	150.000,00 €
FCD	Décentralisation et gouvernance locale inclusive	Mali	100.000,00 €
FCD	Programme jeunesse entreprenante et citoyenne	Burkina Faso	1.000.000,00 €
	Programme des Nations Unies pour l'environnement		250.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au budget	Monde	250.000,00 €
	Programme des volontaires des Nations Unies		
	Service de l'action antimines des Nations Unies		700.000,00 €
01.5.35.040	Projet de déminage en Irak	Irak	700.000,00 €
	Société financière internationale		2.970.000,00 €
34.0.54.030	Partnership program	Monde	1.750.000,00 €
34.0.54.030	PRESS: Programme Resilient, Efficient & Sustainable SMEs	Monde	1.220.000,00 €
	Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention de catastrophes		
	Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme		2.700.000,00 €
01.7.35.031	Contribution volontaire au Budget	Monde	2.700.000,00 €
	Global Fund for Disaster Risk Reduction		

L'UNION EUROPÉENNE



Sous la Présidence bulgare, le Luxembourg a participé à la réunion informelle des ministres du Développement à Bruxelles le 20 février 2018 et au Conseil des Affaires étrangères (CAE) en formation Développement à Bruxelles le 22 mai 2018. Sous la Présidence autrichienne, le Luxembourg a participé à la réunion informelle des ministres du Développement à Bruxelles le 14 septembre 2018 et au CAE en formation Développement à Bruxelles le 26 novembre 2018. Le Ministre a également participé aux Journées Européennes du Développement à Bruxelles le 5 juin 2018.

Au cours de l'année 2018, le Conseil, dans sa formation Développement, a traité les grands dossiers suivants :

NÉGOCIATIONS SUR UN ACCORD POST-COTONOU ENTRE L'UE ET LE GROUPE DES PAYS ACP

L'Accord de partenariat entre l'UE et le groupe ACP (regroupement des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) – le plus grand et le plus sophistiqué des partenariats Nord-Sud – remonte à 1975. Les Conventions de Lomé successives (1975-2000) et l'Accord de Cotonou (2000-2020) constituent la base juridique de ce partenariat, qui réunit actuellement 79 pays ACP et les 28 États membres de l'UE. Alliant le dialogue politique et la coopération en matière de financement du commerce et de développement, l'accord repose sur des principes et des valeurs partagées et une cogestion des institutions communes.

Comme l'accord de Cotonou arrivera à échéance en février 2020, et compte tenu de l'évolution du contexte mondial, ainsi que les évolutions institutionnelles, politiques et socio-économiques tant au sein de l'UE que dans les pays ACP, le Conseil de l'Union européenne a adopté, le 22 juin 2018, le mandat de négociation UE concernant le futur accord post-Cotonou¹. De leur côté, les pays ACP ont adopté leur position de négociation le 30 mai 2018, et les négociations sur un futur accord ont débuté en septembre 2018, avec comme but la signature d'un nouvel accord lors du deuxième semestre 2019².

L'UE travaille en vue d'un accord substantiellement révisé, articulé autour d'une fondation commune au niveau ACP-UE, ainsi que de trois partenariats régionaux adaptés pour l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique. Le futur accord devrait couvrir des domaines prioritaires tels que la démocratie, la bonne gouvernance, les droits de l'homme, la croissance économique et les investissements, le changement climatique, l'éradication de la pauvreté, la paix et la sécurité, ainsi que les migrations et la mobilité.

Les deux versions révisées du projet de mandat de négociations préparées sous Présidence bulgare au printemps 2018 avaient pris en compte bon nombre de demandes du Luxembourg, et notamment celle d'accorder une importance accrue au volet de la coopération au développement, au renforcement de la société civile, au genre (y inclus la santé et les droits sexuels et reproductifs), aux enfants migrants non accompagnés, à l'agriculture, à la formation professionnelle, au numérique au service du développement et à la microfinance. Par contre, la demande du Grand-Duché d'adoucir le langage sur les migrations s'est heurtée à l'opposition d'autres États membres et n'a donc été reprise que partiellement en renforçant dans ce contexte le langage ayant trait au droit international, au respect des droits de l'homme, ainsi que concernant les droits des migrants et des réfugiés.

¹ <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8094-2018-ADD-1/en/pdf>.

² http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-18-5903_en.htm

LE NOUVEL INSTRUMENT D'ACTION EXTÉRIEURE DE L'UE : NDICI (NEIGHBOURHOOD, DEVELOPMENT AND INTERNATIONAL COOPERATION INSTRUMENT)

En vue du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union, couvrant la période 2021 à 2027, la Commission a proposé un budget global en hauteur de 1.135 milliards d'euros, ce qui correspond à 1,1 % du RNB de l'UE-27³.

Afin d'être à la hauteur tant de ses engagements sur le plan international que des défis actuels et futurs liés à l'action extérieure de l'UE (voisinage UE, coopération au développement, action humanitaire, migrations, entre autres), la Commission propose de créer un seul instrument qui intégrera divers instruments actuels, tels que notamment le Fonds européen de développement, l'Instrument européen de coopération au développement, l'Instrument européen pour le Voisinage, l'Instrument pour la démocratie et les droits de l'homme, l'Instrument contribuant à la stabilité et la paix, l'Instrument de partenariat, le Plan européen d'investissements extérieurs et le Fonds européen pour le développement durable, et la Facilité d'investissements ACP, entre autres, afin de simplifier l'architecture actuelle, d'augmenter la transparence et d'accroître la flexibilité de la Commission. Ainsi, la proposition de la Commission prévoit la création d'un instrument nommé « Voisinage et monde » doté de 89,2 milliards d'euros. Selon la Commission, ce budget « offrira plus de souplesse en ce qui concerne la capacité de réaction et un plus large éventail de possibilités d'action permettant de mieux servir les priorités de l'Union. Une réserve pour les défis et priorités émergents offrant une certaine souplesse face aux priorités urgentes existantes ou émergentes sera également prévue dans ce contexte, notamment dans les domaines de la stabilité et des migrations ».

Les négociations sur ce nouvel instrument ont commencé sous la Présidence autrichienne. Le ministre Romain Schneider a souligné à plusieurs reprises qu'il importe d'assurer que le financement de l'aide au développement, notamment en Afrique, soit maintenu voire étendu pour refléter nos ambitions. Dans ce contexte, il a souligné que les enveloppes proposées, p.ex. pour l'Afrique sub-saharienne et les programmes thématiques, sont insuffisantes pour répondre à la priorité accordée au continent africain, pour créer des conditions propices pour attirer des investissements privés, ou encore pour renforcer la bonne gouvernance, les capacités institutionnelles, l'État de droit, le respect des droits de l'homme, ainsi que le rôle de la société civile dans les pays partenaires de l'Union. Dans ce contexte, le Luxembourg souhaite que le nouvel instrument ne compromette pas les efforts de développement et d'éradication de la pauvreté de différentes manières. En outre, les modalités de la gouvernance de l'instrument devront elles aussi être soigneusement évaluées.

L'ALLIANCE EUROPE-AFRIQUE

La communication « Renforcer le partenariat de l'UE avec l'Afrique : une nouvelle Alliance Afrique-Europe pour des emplois et des investissements durables » a été présentée par le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, lors de son discours sur l'état de l'Union, le 12 septembre 2018⁴. Le but de cette Alliance est de renforcer la dimension économique des relations UE-Afrique, en mettant l'accent sur le renforcement du capital humain, les investissements et l'intégration économique intra-africaine et UE-Afrique. Au niveau ministériel, le dossier a été abordé une première fois lors du Conseil des Affaires étrangères en formation Développement du 26 novembre 2018. Lors dudit Conseil, le ministre Schneider s'est félicité de ce papier de la Commission et a souligné que le renforcement de la coopération économique entre l'Europe et l'Afrique est en effet un des domaines clés pour générer davantage de croissance en Afrique, et notamment pour ainsi renforcer la mise en œuvre des objectifs du développement durable. Une alliance plus stratégique avec l'Afrique est également au cœur de la nouvelle stratégie globale pour la Coopération au développement du Luxembourg, laquelle encourage activement des partenariats innovants afin d'accroître l'effet des investissements publics, tout en veillant à éviter les distorsions de marché, et à assurer que l'impact sur les pays les moins avancés et leurs populations reste au centre de nos interventions.

3 https://ec.europa.eu/europeaid/news-and-events/eu-budget-making-eu-fit-its-role-strong-global-actor_en

4 https://ec.europa.eu/commission/priorities/state-union-speeches/state-union-2018/state-union-2018-africa_en



MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT

Depuis sa création lors du Sommet de La Valette en novembre 2015, le « Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique » a tenté de répondre aux priorités et aux intérêts politiques de l'UE dans un contexte délicat et fragile d'instabilité, de migration irrégulière et de déplacements forcés. Conformément aux priorités politiques, le Fonds est destiné à un ensemble de pays africains situés sur les principales routes migratoires. Les contributions financières des États membres de l'UE, de la Norvège et de la Suisse qui s'y sont joints se font sur une base volontaire (mais il fallait apporter une contribution initiale d'au moins 3 millions d'euros pour avoir un droit de vote au conseil d'administration et aux comités de pilotage). Le Luxembourg a versé en 2016 une contribution de 3,1 millions d'euros à ce Fonds fiduciaire, et y versera en 2019 une contribution supplémentaire de 1 million. En concertation avec la Direction de l'immigration, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du MAEE a assuré le suivi des décisions du sommet de La Valette et a représenté le Luxembourg aux réunions du Conseil d'administration et aux réunions des comités opérationnels du fonds fiduciaire. Le Fonds a adopté, jusqu'en décembre 2018, des actions pour un montant total de 3,59 milliards d'euros.

Le fonds fiduciaire dispose de ses propres instruments de monitoring dont les informations sont rendues publiques sur son site Web⁵. Une évaluation externe dite à mi-parcours est en cours et le rapport sera publié au courant de l'année 2019. La Cour des comptes européenne a effectué en 2018 un audit de l'instrument et elle est arrivée à la conclusion qu'il fonctionnait bien mais que ses procédures ne reflétaient pas vraiment le caractère d'urgence, que les raisons du choix de telle ou telle action n'étaient pas toujours transparentes, et qu'il n'était pas encore possible de voir quels résultats avaient vraiment été atteints par l'instrument.

La Direction a aussi participé aux comités de pilotage de la Facilité pour les migrants en Turquie se tenant à Bruxelles, à laquelle le Luxembourg a contribué 4,3 millions d'euros. La Facilité pour les réfugiés en Turquie (FRIT) a été mise en place en 2016 comme réponse à l'afflux de réfugiés syriens en Turquie et à l'engagement de la Turquie de garder ces réfugiés sur son territoire⁶. La FRIT a été conçue pour faire en sorte que les besoins des réfugiés et les communautés d'accueil soient abordées d'une manière complète et coordonnée. La FRIT se concentre sur l'assistance humanitaire, l'éducation, la gestion des migrations, la santé, les infrastructures municipales, le soutien socio-économique aux réfugiés et aux populations hôtes et l'intégration des réfugiés dans la société turque. La participation financière des États membres est obligatoire et se base sur une clé de répartition. Sur base d'une décision de la Commission européenne du 14 mars 2018, le Conseil européen du 18 juin 2018 a décidé de prolonger la FRIT avec une 2^e phase portant sur les années 2019 à 2023 et de la faire financer d'un côté via le budget UE, de l'autre par de nouvelles contributions obligatoires des États membres. Le montant des contributions des EMUE a été fixé en fonction de la part respective de chaque État dans le revenu national brut (RNB). Le montant demandé au Luxembourg se chiffre à 2.506.383 euros ; il va être versé en 2019.

5 <https://ec.europa.eu/trustfundforafrica>

6 https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/frit_factsheet.pdf

LA COOPÉRATION AVEC LES ONG DE DÉVELOPPEMENT



Maguette Seck prépare un petit déjeuner à Gueule Tapée
(cr ENDA Santé)

Le paysage des organisations non gouvernementales (ONG) luxembourgeoises se distingue par sa grande diversité et son dynamisme. 94 associations disposent d'un agrément auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes en vertu de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire, dont 2 nouvelles. La Coopération luxembourgeoise peut ainsi capitaliser un grand nombre de partenariats solides sur base d'une collaboration étroite avec les ONG, dont le nombre de projets en cours, tous types de cofinancements confondus, avoisina les 340 en 2018.

Les ONG représentent un vecteur complémentaire de l'aide bilatérale, permettant d'être actif dans des pays et secteurs où le ministère n'intervient pas. La Coopération luxembourgeoise contribue ainsi à renforcer le rôle des ONG de développement en tant que porte-parole des plus vulnérables et à promouvoir une gouvernance inclusive,

la redevabilité et le respect des droits de l'homme. Rappelons dans ce contexte que les ONG sont des partenaires et non pas des agents exécutants du gouvernement.

Les ONG ont ainsi déboursé en 2018 un montant de 64,5 millions d'euros pour des activités de coopération au développement, notamment à travers les instruments financiers principaux :

- Accords-cadres de coopération : 25 accords-cadres ont été cofinancés en 2018, pour un total de 27,3 millions d'euros. 6 nouveaux accords-cadres de coopération ont été signés début 2018.
- Cofinancement de projets de développement : 184 projets individuels de 45 ONG ont été appuyés en 2018, pour un total de 8,8 millions d'euros, dont 37 nouveaux projets mis en œuvre par 30 ONG. 5 dossiers soumis à l'appel à propositions ont été refusés sur base de critères d'éligibilité ou d'appréciation.
- Mandats d'exécution dans le cadre de la coopération bilatérale : 9,7 millions d'euros.

Au total, l'APD allouée aux ONG nationales était de 64,6 millions d'euros en 2018, soit 19,4 % de l'aide publique au développement luxembourgeoise.

Ce montant comprend notamment aussi l'APD allouée pour l'action humanitaire (aide d'urgence, aide alimentaire, prévention des crises, reconstruction et réhabilitation), les subsides pour les activités de sensibilisation du grand public et d'éducation au développement au Luxembourg, ainsi que l'appui en matière de frais administratifs des ONG.

La société civile luxembourgeoise se distingue également par l'implication accrue de bénévoles qui s'engagent auprès des ONG pour la mise en œuvre de projets de développement dans les pays du Sud et/ou des campagnes de sensibilisation et d'éducation au développement à l'attention du grand public au Luxembourg. Ainsi, la population luxembourgeoise contribue de façon substantielle et concrète à l'expression de la solidarité internationale.

Le nombre d'ONG agréées ainsi que le pourcentage important de l'APD alloué aux ONG témoignent de l'importance que la population luxembourgeoise accorde aux organisations de la société civile en tant qu'acteurs du développement à part entière. L'engagement fort du ministère en faveur des ONG luxembourgeoises contribue ainsi au maintien du niveau d'APD autour de 1 % du RNB. La Direction de



Marché bio local au Guatemala (cr ASERJUS)

la Coopération au développement et de l'Action humanitaire cultive un échange régulier et constructif avec les ONG, représentées par le Cercle des ONGD du Luxembourg, concrétisé notamment à travers les réunions du groupe de travail MAEE-ONG bimestriel qui s'est réuni à six reprises en 2018.

SENSIBILISATION ET ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

Au niveau national, les efforts déployés dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation au développement visent à promouvoir la responsabilité commune et l'appartenance à la communauté mondiale, notamment à travers une implication accrue du public. Cette démarche permet à celui-ci de disposer des informations et des outils nécessaires pour comprendre et engager une réflexion critique sur les causes et les conséquences de la pauvreté, tout en faisant mieux connaître la manière dont le Luxembourg apporte des réponses à ces défis.

Les ONG nationales, dont le réseau est large et diversifié, jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre des actions de sensibilisation et d'éducation au développement au Luxembourg. Ainsi, en 2018, la Direction a cofinancé 10 projets annuels de sensibilisation et 14 accords-cadres pluriannuels d'éducation au développement, signés en début d'année après la venue à terme du cycle trisannuel précédent 2015-2017. Au total, 1.782.524 euros ont été déboursés pour les accords-cadres et projets de sensibilisation et d'éducation au développement en 2018.

La Coopération luxembourgeoise vise à stimuler le dialogue et la conscientisation des citoyens en vue d'une meilleure appréhension de la complexité des enjeux du développement durable dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales. Afin de favoriser l'implication accrue des citoyens, la Coopération luxembourgeoise veille à promouvoir des initiatives et campagnes conjointes entre ONG, sur des thématiques de développement spécifiques ainsi que sur le développement durable en général. Dans ce cadre, le MAEE a alloué un montant de 608.777,36 euros (taux de cofinancement de 100 %) aux mandats d'exécution en matière de sensibilisation et d'éducation au développement.

Le MAEE a poursuivi le financement sous mandat du Centre d'information Tiers Monde (CITIM) de l'ASTM qui propose une documentation et une offre pédagogique spécialisées sur les pays du Sud, les rapports Nord-Sud et le développement humain mise à disposition du grand public sous forme d'une bibliothèque.

De plus, le mandat conjoint de Fairtrade Lëtzebuerg a.s.b.l. et la Fondation Caritas Luxembourg pour la mise en œuvre conjointe d'une campagne visant à sensibiliser le grand public aux défis de l'industrie textile, lancée en juin 2017, s'est poursuivie et fut caractérisée par de nombreuses actions de sensibilisation dynamiques à l'attention du grand public. La campagne « Rethink your clothes » fut officiellement lancée au cours du premier trimestre 2018 et a gagné traction par le biais d'interventions et d'événements variés.

En matière des politiques de sensibilisation et d'éducation au développement nationales, le MAEE a activement participé aux réunions du Comité interministériel pour l'éducation au développement durable (CIEDD) sous la conduite respectivement du ministère en charge du Développement durable et de celui en charge de l'Éducation nationale sur base d'une présidence alternante, dans l'optique de définir des orientations pour intégrer l'éducation au développement durable à tous les niveaux du système éducatif luxembourgeois. Le CIEDD coordonne ces efforts avec les principales parties prenantes institutionnelles et les acteurs de la société civile. Dans ce contexte, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire fut également représentée aux événements du réseau Global Education Network Europe (GENE), en vue d'une capitalisation et d'une mise en réseau plus prononcée des différents acteurs concernés par l'éducation au développement aux niveaux européen et luxembourgeois.

APD allouée aux ONG en 2018 ventilée par instrument de coopération

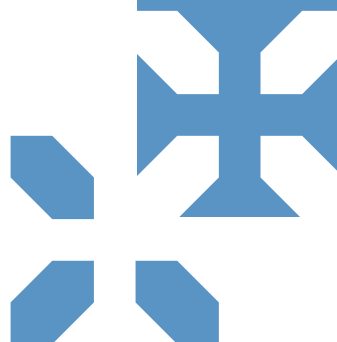
	APD bilatérale	%
Accords cadres	27.274.864 €	42,25 %
Cofinancements individuels	8.832.427 €	13,68 %
Frais administratifs ONG	4.567.050 €	7,07 %
Mandats attribués aux ONG dans le cadre de la coopération bilatérale	9.695.442 €	15,02 %
Intervention d'urgence	11.212.161 €	17,37 %
dont assistance matérielle et services d'urgence	6.773.794 €	10,49 %
dont aide alimentaire d'urgence	- €	0,00 %
dont coordination des secours et services de soutien et de protection	- €	0,00 %
dont reconstruction et réhabilitation	2.969.662 €	4,60 %
dont prévention des catastrophes et préparation à leur survenue	1.468.705 €	2,28 %
Subsides-sensibilisation ONG	2.391.302 €	3,70 %
Subsides au Cercle des ONG	360.000 €	0,56 %
Soutien aux ONG par des administrations publiques autres que la DCD	152.228 €	0,24 %
Appui aux programmes	70.398 €	0,11 %
Total	64.555.872,86 €	100 %

Ventilation sectorielle de l'APD mise en œuvre par les ONG

	APD bilatérale	%
Infrastructure et services sociaux	27.314.829 €	42,31 %
Éducation	8.433.357 €	13,06 %
dont éducation, niveau non spécifié	3.077.799 €	4,77 %
dont éducation de base	2.818.904 €	4,37 %
dont éducation secondaire	2.358.799 €	3,65 %
dont éducation post-secondaire	177.856 €	0,28 %
Santé	6.464.635 €	10,01 %
dont santé, général	2.060.059 €	3,19 %
dont santé de base	4.404.576 €	6,82 %
Politique en matière de population/santé et fertilité	240.799 €	0,37 %
Distribution d'eau et assainissement	977.569 €	1,51 %
Gouvernement et société civile	4.552.175 €	7,05 %
dont gouvernement et société civile - général	3.710.915 €	5,75 %
dont participation démocratique et société civile	1.227.794 €	1,90 %
dont droits de la personne	1.228.356 €	1,90 %
dont conflits, paix et sécurité	841.260 €	1,30 %
Infrastructure et services sociaux divers	4.190.143 €	6,49 %
Infrastructure et services économiques	7.554.801 €	11,70 %
Production d'énergie, sources renouvelables	28.620 €	0,04 %
Banques et services financiers	7.461.791 €	11,56 %
Production	5.576.990 €	8,64 %
Agriculture, sylviculture et pêche	5.420.341 €	8,40 %
Tourisme	82.097 €	0,13 %

Destination plurisectorielle ou transversale	4.157.061 €	6,44 %
Protection de l'environnement	288.562 €	0,45 %
Autres multi-secteurs	3.868.499 €	5,99 %
dont aide plurisectorielle	1.325.571 €	2,05 %
dont développement et gestion urbaine	37.800 €	0,06 %
dont Développement rural	2.355.107 €	3,65 %
dont éducation et formation plurisectorielles	150.021 €	0,23 %
Aide humanitaire	11.212.161 €	17,37 %
Intervention d'urgence	6.773.794 €	10,49 %
dont assistance matérielle et services d'urgence	6.773.794 €	10,49 %
Reconstruction et réhabilitation	2.969.662 €	4,60 %
Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue	1.468.705 €	2,28 %
Sensibilisation	2.391.302 €	3,70 %
Non affecté/non spécifié	8.804.879 €	13,64 %
Total de l'aide bilatérale mise en œuvre par les ONG	64.555.873 €	100,00 %

L'AIDE HUMANITAIRE



En 2018, le ministère des Affaires étrangères et européennes a disposé d'un budget total de 44,5 millions d'euros sur l'article budgétaire 01.7.35.060. L'année a été dominée par la réponse aux crises humanitaires, notamment en Syrie et au Yémen, mais aussi au Sahel et dans la région du Lac Tchad. Pour tous ces contextes humanitaires, le gouvernement a mis à disposition des financements substantiels pour réaliser des projets d'urgence d'ONG luxembourgeoises et pour appuyer les opérations humanitaires des agences onusiennes et du CICR.

Ce budget a été déboursé pour le soutien d'interventions humanitaires dans divers pays et dans les trois phases de la crise humanitaire comme définies dans la stratégie d'action humanitaire du Luxembourg, à savoir : l'urgence, la transition et la prévention. En y ajoutant les contributions à titre humanitaire de la ligne budgétaire multilatérale et du fonds de la coopération au développement, le montant global consacré à des interventions humanitaires en 2018 s'élevait à 48,53 millions d'euros.

Le Luxembourg a continué à honorer les accords de partenariat stratégiques, conclus en 2017 pour une durée de quatre ans, avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et le Comité International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CICR). Ainsi, une partie considérable du budget de l'action humanitaire a été allouée aux agences onusiennes et au CICR. Ces accords permettent au Luxembourg de répondre aux exigences internationales en matière de prévisibilité budgétaire et de garantir un soutien continu aux activités humanitaires.

En sus du soutien financier annuel, les accords avec le PAM, le UNHCR et OCHA prévoient aussi la possibilité d'un déploiement de la plateforme emergency.lu et le développement de solutions dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, contribuant ainsi de manière innovante à l'efficacité de la coordination des efforts d'urgence sur le terrain.

Pour renforcer encore plus le potentiel des innovations en tant que catalyseur essentiel d'une réponse humanitaire améliorée, le Luxembourg a conclu en 2018 un nouveau partenariat avec l'*Innovation Accelerator* du Programme alimentaire mondial (PAM), basé à Munich. Dans le cadre de ce nouveau partenariat, le Luxembourg soutient le PAM dans sa recherche de nouvelles solutions innovantes nécessaires pour atteindre l'Objectif de développement durable « Faim Zéro ». Une partie de la contribution financière luxembourgeoise a notamment été investie dans le projet « *Building Blocks* » dans deux camps pour réfugiés syriens en Jordanie. Il s'agit de renforcer les nouveaux moyens de transfert monétaire pour réduire les coûts et les risques associés, tout en assurant une distribution ponctuelle. L'autre part de la contribution luxembourgeoise a été investie pour soutenir l'innovation en tant que telle et pour soutenir le PAM dans l'identification de nouveaux projets.

À l'instar des années précédentes, le gouvernement luxembourgeois a fourni une contribution annuelle au Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) qui permet à l'ONU de faire parvenir l'aide humanitaire le plus rapidement possible aux personnes touchées par des crises dans le monde. En outre, afin de mieux pouvoir contribuer aux besoins les plus urgents au Yémen, le Luxembourg a contribué pour la première fois en 2017 au Fonds humanitaire commun au Yémen, géré par l'ONU.

En mars 2018, le Luxembourg a soumis son deuxième rapport de mise en œuvre des engagements pris lors du Sommet Humanitaire Mondial de mai 2016. Souscrivant à l'ensemble des engagements fondamentaux à la base de « l'Agenda pour l'Humanité », le Luxembourg avait pris 45 engagements nationaux. Le Luxembourg a aussi continué à suivre l'initiative « Grand Bargain », un accord entre agences de mise en œuvre et donateurs visant à rendre l'aide humanitaire plus efficace, notamment en la rendant plus prévisible.



L'AIDE D'URGENCE

Le Luxembourg réserve environ 75 % de son budget annuel humanitaire en préparation aux éventuelles urgences humanitaires. L'allocation de cette aide se fait selon les besoins, en accordant une attention particulière aux personnes les plus vulnérables et en tenant compte de plusieurs indicateurs, tels que la classification des crises humanitaires, les indices de gestion des risques (INFORM) et les indicateurs pour les crises oubliées des services d'ECHO et d'OCHA.

En 2018, le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire Romain Schneider a participé à la conférence de haut niveau sur la région du lac Tchad qui s'est tenue à Berlin le 3 septembre. L'objectif de la conférence était de mobiliser les soutiens politiques et financiers afin de faire face à cette crise humanitaire qui touche l'une des régions les plus pauvres du monde.

Pour ce qui est de la crise syrienne, le gouvernement luxembourgeois a pu honorer sa promesse de don et a déboursé 7,5 millions d'euros (dont 2,5 millions d'euros pour UNICEF dans le cadre de l'initiative « No Lost Generation »).

En plus de la Syrie, le Luxembourg a fourni de l'assistance humanitaire à travers ses partenaires au Soudan du Sud, en République Centrafricaine, en Iraq, dans les Territoires palestiniens occupés (Gaza), au Mali, au Niger, en République démocratique du Congo, en Somalie, en Afghanistan, en Colombie et au Yémen. L'Afrique de l'Ouest, la Corne de l'Afrique et la Région des Grands Lacs ont aussi bénéficié de l'assistance luxembourgeoise dans une approche multi-pays. Cette assistance a en outre inclus d'autres pays, tels que le Laos, l'Éthiopie et le Cameroun. La mise en œuvre de l'assistance humanitaire d'urgence dans ces pays et régions a été réalisée moyennant des projets d'ONG luxembourgeoises et des contributions aux agences onusiennes et au CICR.



PHASE DE TRANSITION

Après l'urgence, la phase de transition vise à soutenir les efforts de reconstruction des populations affectées. L'objectif de la phase de transition est à la fois de faire le lien entre la phase d'urgence et celle de développement, et d'accompagner la communauté et les individus dans le processus de reconstruction et de réhabilitation.

En 2018, le ministère a poursuivi son cofinancement des activités de réhabilitation et de reconstruction. Ainsi, la Fondation Caritas Luxembourg a reçu un soutien pour un projet visant à reconstruire un centre de santé. Un autre projet cofinancé par le ministère a été mis en œuvre par la Fondation Caritas Luxembourg afin de reconstruire des maisons.

La Fondation Caritas Luxembourg a par ailleurs bénéficié d'un appui financier pour ses programmes de réhabilitation et de reconstruction en Syrie, en Afghanistan, au Liban et au Soudan du Sud. De plus, le ministère a contribué à un projet de Handicap International Luxembourg en Algérie et a cofinancé deux projets de reconstruction de la Croix-Rouge luxembourgeoise au Mali et en Ukraine. En outre, le ministère a financé un projet de l'ONG Kindernothilfe au Liban et l'ONG Aide à l'enfance de l'Inde a mis en œuvre, avec l'appui financier du ministère, un projet de réhabilitation en faveur des victimes des inondations dans l'État du Kerala en Inde.

En ligne avec son engagement envers l'Objectif de développement durable 16 sur la paix, la justice et des institutions solides, le ministère a également poursuivi son support aux activités du Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) pour son programme de justice transitionnelle en Tunisie et en Colombie. Finalement, l'ONG Refugee Education Trust (RET) a été soutenue pour la mise en œuvre d'un programme de démobilisation des enfants associés aux forces et groupes armés en République démocratique du Congo.



PRÉVISION ET RÉSILIENCE

En ligne avec le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes adopté en mars 2015, le MAEE alloue au moins 5 % de son budget d'action humanitaire au financement d'activités dans le domaine de la prévention, de la résilience et de la réduction des risques de catastrophes. Le ministère appuie notamment

ses partenaires humanitaires dans la mise en œuvre de mesures préventives telles que des initiatives en matière de renforcement des capacités locales, d'évaluation des risques, des systèmes de surveillance, d'alerte précoce et de prépositionnement d'articles de secours. Le ministère encourage ses partenaires à veiller à la protection de l'environnement et à intégrer des stratégies d'adaptation au changement climatique dans leurs projets humanitaires. La prévention et la résilience représentent le troisième pilier de l'action humanitaire luxembourgeoise et interviennent à la fois en amont et en aval des phases d'urgence et de transition.

La Coopération luxembourgeoise a cofinancé deux projets de la Croix-Rouge luxembourgeoise au Sahel : un projet de réduction des risques et un projet de recherche en matière d'abris provisoires. En outre, elle a soutenu la mise en œuvre d'un programme de résilience de l'ONG Handicap International Luxembourg au Myanmar ; un projet de la Fondation Caritas Luxembourg en Bolivie visant à diminuer les conditions de risque à travers un processus de planification participatif dans la municipalité de Guanay ; un projet pour améliorer la résilience de populations vulnérables au Laos et la mise en œuvre d'un projet de prévention dans les camps de réfugiés de Rohingyas au Bangladesh.

Le Bureau de la prévention des crises et du relèvement (BCPR) du PNUD a, quant à lui, bénéficié d'une contribution luxembourgeoise pour son programme d'amélioration des capacités de réponse en termes de réhabilitation et de reconstruction au Niger, au Burkina Faso, au Myanmar, au Laos et au Cabo Verde.

Le Luxembourg a par ailleurs renouvelé son soutien au ministère de l'Action humanitaire du Niger dans le cadre du partenariat humanitaire bilatéral pour la mise en place du projet de réduction des risques en matière d'inondations.

Finalement, le ministère a soutenu le Secrétariat des Nations Unies pour la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (UNISDR) dans le cadre de son Accord de partenariat stratégique pour le renforcement de la résilience des nations et des communautés face aux catastrophes.

EMERGENCY.LU



emergency.lu à Diffa, Niger (cr Fardy Mandy)

Du 15 au 17 mai 2018, le Luxembourg a accueilli les partenaires du « Emergency Telecommunications Cluster » (ETC) pour leur plénière annuelle. Plusieurs sujets ont été discutés : les opérations en cours ; le développement des stratégies clés ; les initiatives du secteur des technologies de l'information et la communication humanitaire. L'ETC est un réseau global d'organisations dont le but est de fournir des services de communication en situation d'urgence humanitaire. Le Luxembourg est membre actif de l'ETC depuis 2011 avec la solution emergency.lu.

Sur invitation de Christos Stylianides, commissaire européen en charge de l'Aide humanitaire et de la gestion des crises, Romain Schneider, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, et Dan Kersch, ministre de l'Intérieur, ont effectué en février une visite de travail au centre de crise « Emergency Response Coordination Centre (ERCC) » à Bruxelles. Lors de cette visite, les ministres ont formalisé les arrangements

en vue d'une participation d'emergency.lu au « Voluntary Pool » de l'Union européenne, mécanisme européen de protection civile et expression tangible de la solidarité européenne.

Pour ce qui est du volet opérationnel, au cours de l'année 2018, des systèmes emergency.lu étaient opérationnels au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo, au Niger et au Nigéria en soutien du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et de l'UNICEF.

Depuis février 2017, un système mobile de télécommunication par satellite « emergency.lu » est opérationnel au camp de base du « International Humanitarian Partnership » (IHP) à Maiduguri au Nigéria. Ce déploiement, à la demande officielle du Programme alimentaire mondial (PAM), vise à soutenir le « Emergency Telecommunications Sector » (ETS) dans ses efforts de garantir une réponse coordonnée avec le gouvernement nigérien et les organisations humanitaires dans le Nord-Ouest du pays. Sur demande officielle de l'UNHCR et en soutien du « Refugee Emergency Telecommunications Sector (RETS) », emergency.lu fournit des services à la communauté humanitaire à Diffa au Niger depuis mai 2017. En soutien de l'UNICEF, depuis septembre 2017, emergency.lu fournit des services dans la région du Kasai, République démocratique du Congo. Au Soudan du Sud, où « emergency.lu » est présent depuis janvier 2012, un système reste actuellement opérationnel pour l'UNICEF à Pibor.

20 téraoctets (20.000.000 MB) de données ont été transférés par les liens satellitaires « emergency.lu » en 2018.

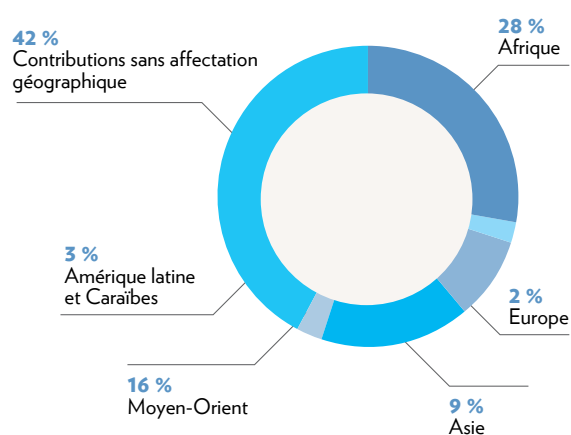
Aide humanitaire par type de partenaire

ONG	11.212.160,73 €
UNHCR	8.725.603,09 €
CICR/FICR	8.480.000,00 €
PAM	8.500.000,00 €
EMERGENCY-LU	4.261.934,12 €
OCHA	900.000,00 €
Contribution au CERF	4.600.000,00 €
Fonds humanitaire Yemen	4.725.000,00 €
Fonds humanitaire commun pour la Syrie	450.000,00 €
Fonds humanitaire commun pour le Myanmar	300.000,00 €
Fonds humanitaire Yemen, Iraq, Nigéria	900.000,00 €
Fonds humanitaire commun pour le Soudan du Sud	300.000,00 €
Fonds humanitaire commun pour la RCA	300.000,00 €
Fonds humanitaire commun en RDC	300.000,00 €
Contribution à l'initiative 5-10-50	500.000,00 €
Building Capacities resilience recover (Sécurité humaine Sahel)	2.000.000,00 €
Autres	4.512.433,85 €
dont contribution au fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix	100.000,00 €
dont GFDR	300.000,00 €
dont UNISDR	250.000,00 €
Total	53.017.131,79 €

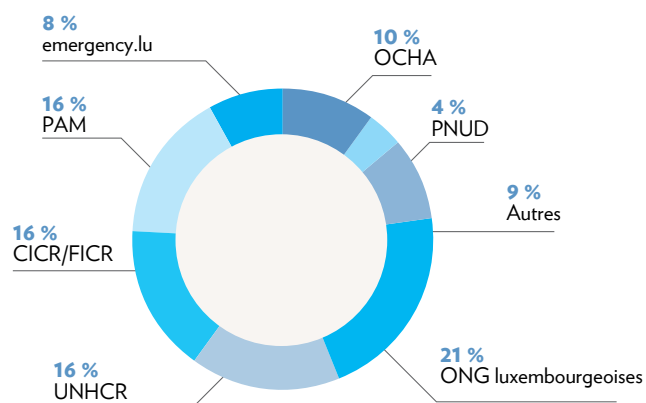
Répartition géographique de l'aide humanitaire

Afrique	14.582.184,88 €
Europe	1.305.000,00 €
Asie	4.679.707,96 €
Moyen-Orient	8.604.498,71 €
Amérique latine et Caraïbes	1.419.356,41 €
Contributions sans affectation géographique	22.426.383,83 €
Total	53.017.131,79 €

Répartition géographique du budget de l'aide humanitaire



Contributions du budget de l'aide humanitaire par type de partenaire



Déboursements à travers tous les crédits

Action humanitaire		% de l'aide humanitaire	% de l'APD
Assistance matérielle et services d'urgence	41.127.719 €	77,57 %	10,25 %
Aide alimentaire d'urgence	1.000.000 €	1,89 %	0,25 %
Coordination des secours et services de soutien et de protection	4.146.046 €	7,82 %	1,03 %
Aide à la reconstruction et réhabilitation	3.819.662 €	7,20 %	0,95 %
Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue	2.923.705 €	5,51 %	0,73 %
Total	53.017.132 €	100,00 %	13,21 %

Déboursements à travers le crédit 01.7.35.060

Action humanitaire		% de l'aide humanitaire	% de l'APD
Assistance matérielle et services d'urgence	36.802.116 €	85,43 %	9,17 %
Aide alimentaire d'urgence	- €	0,00 %	0,00 %
Coordination des secours et services de soutien et de protection	257.634 €	0,60 %	0,06 %
Aide à la reconstruction et réhabilitation	3.336.501 €	7,75 %	0,83 %
Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue	2.682.605 €	6,23 %	0,67 %
Total	43.078.856 €	100,00 %	10,73 %

APPUI AUX PROGRAMMES



L'appui aux programmes gère les opérations liées au déploiement de ressources humaines au service de la coopération : stage non rémunéré, stage au sein de l'ONG internationale ENDA Tiers-Monde, service volontaire de coopération (SVC) ; Assistant technique junior (ATJ, programme d'initiation à la Coopération au développement financé par le MAEE et dont LuxDev s'occupe de la gestion et de l'encadrement) ou encore les Junior professional officer (JPO) auprès des différentes agences de l'ONU.

En vue de développer ou de superviser les projets, les ONG agréées engagent des **coopérants** pour une durée minimum de deux ans. D'autre part, le **congé de coopération** au développement a pour but de permettre aux membres des ONG agréées de participer à des programmes et projets de développement afin de venir en aide aux populations des pays en développement, tant pour des missions au Luxembourg qu'à l'étranger. Le congé de coopération au développement ainsi que l'octroi du statut de coopérant sont accordés sous forme d'arrêt ministériel.



J'ai le privilège d'être JPO luxembourgeois auprès d'UNICEF, l'agence des Nations Unies qui œuvre à l'amélioration de la situation des enfants à travers le monde. Une première année au siège de Genève m'a permis de comprendre comment UNICEF travaille avec le secteur privé et les comités nationaux. Mon expérience JPO m'amène à présent dans un bureau terrain de l'agence, dans les Territoires Palestiniens Occupés, pour contribuer à la mise en place de programmes pour adolescents. C'est un très grand honneur de faire partie d'une organisation aussi importante et de pouvoir représenter le Luxembourg !

Benoît SICARD
UNICEF, Genève
Digital Communication Officer | Market Support Unit | Communication & Marketing



Lors de ma quatrième année en tant que JPO luxembourgeoise, j'ai eu l'immense plaisir d'être nommée point focal du Groupe des Nations Unies pour l'organisation de la Conférence Mondiale sur le Relèvement. Cette quatrième édition accueillera plus de 1.000 participants du monde entier et se concentrera sur la dimension inclusive dans le processus de relèvement post-crise. Cette expérience professionnelle m'a permis de consolider ma connaissance sur le cycle de gestion des catastrophes, mais aussi de tisser des liens humains forts avec les acteurs de la société civile et les communautés locales, acteurs incontournables dans l'élaboration de programmes de relèvement inclusifs.

Stefanie AFONSO
UNDP, NY
Policy Analyst, Recovery
Disaster Risk Reduction and Recovery for Building Resilience (DRT)



Mon expérience en tant que JPO au PNUD m'a donné l'opportunité de conseiller le nouveau gouvernement du Myanmar, suite à l'élection du parti soutenu par Aung San Suu Kyi. Une période de transition car le pays s'ouvrait à l'international depuis peu. J'ai aussi eu le privilège de former les nouvelles recrues du gouvernement sur les Objectifs de développement durable (ODD) et l'administration publique. Une expérience très enrichissante qui m'a emmenée dans des régions éloignées du pays, qui font face à des situations économiques et politiques très diversifiées. Cette expérience m'a également permis d'organiser la première rencontre entre le nouveau gouvernement et la société civile afin de déterminer les domaines dans lesquels des progrès étaient nécessaires. À ce jour, je continue de soutenir le PNUD depuis New York ainsi que d'autres agences au travers d'un consortium afin d'assurer que le siège soutienne au mieux le travail sur le terrain. »

Jennifer ANDRÉ

UNDP, NY

Management, Analyst Supported UNDP headquarters and country offices



As an Associate Education Officer at the UNHCR Education Unit in Beirut, Lebanon, I am responsible for Community-based education programmes, focusing on the retention of children in school. I am guiding and monitoring the UNHCR education staff in the field regarding the EMMA (Education Monthly Monitoring and Analysis) tool, a platform used by the education partners to report on numbers, targets, developments and achievements of the community-based education programmes. These Community-based education programmes consist of Homework support Groups, Parent Community Groups, Foreign Language Groups, Education Community Liaisons, Outreach Volunteers and Projects for children with special needs. Besides that, I am currently also responsible for the Youth literacy assessment in cooperation with UNESCO.

Julie SADLER

UNHCR



Je travaille au sein de l'unité « système d'information de la santé » au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé à Vientiane au Laos ; il s'agit de mettre en œuvre des systèmes d'informations fiables afin d'orienter le mieux possible les politiques publiques en matière de santé. Les enjeux sont énormes, une mauvaise information peut ralentir voire arrêter le financement ou le développement d'une politique qu'il aurait fallu renforcer, par exemple en matière de mortalité infantile ou maternelle. Travaillant dans les systèmes d'information, nous sommes également en contact permanent avec les autres partenaires de développement comme LuxDev ou les autres agences onusiennes, et surtout le ministère de la Santé.

Carl MASSONNEAU

Laos

UNV, Health information generation and use

Aperçu du déploiement de jeunes ressources humaines au service de la coopération

14 JPO	7 JPD	9 ATJ	4 VNU
UNDESA (Dakar)	SEAE - Trinidad Tobago	SEN/031, SEN/032 (Dakar)	WHO (Vientiane)
WHO (Genève)	SEAE - Vietnam	VIE/034 (Vietnam - Bac Kan)	WHO (Vientiane)
WFP (Rome)	SEAE - Paris	CVE/081 (Cabo Verde - Praia)	UNFPA (Dakar)
UNDP (Vientiane)	SEAE - Strasbourg	LAO/031 (Vientiane - Laos)	UNAIDS (Burkina Faso)
UNHCR (Beirut)	COM - Madagascar	VIE/401 et VIE/433 (Vietnam - Hué)	
UNICEF (New York)	COM - El Salvador	MYA/001 (Myanmar)	
UNICEF (Palestine)	COM - Sénégal	LAO/029 (Laos)	
BIT (Bangkok)		CVE/082 (Cabo Verde)	
WFP (Myanmar)		NC/027 (Myanmar)	
UNFPA (Niger)			
OCHA (New York)			
UNAIDS (Dakar)			
UNDP (New York)			
UNDP (New York)			

LA FINANCE INCLUSIVE ET LE SECTEUR PRIVÉ



LA MICROFINANCE ET LA FINANCE INCLUSIVE

Depuis plus de vingt ans, la Coopération luxembourgeoise soutient activement le développement de la microfinance et de la finance inclusive en vue de réduire la pauvreté dans le monde, en utilisant l'expertise et le potentiel de la place financière du Luxembourg pour promouvoir le développement économique et une croissance inclusive.



@ Jean-Claude Frisque, ADA

L'événement phare annuel à Luxembourg est la cérémonie du Prix européen de la microfinance, un rendez-vous régulier et de haut niveau, qui s'est tenu dans l'atrium de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) en présence du ministre de la Coopération au Développement et de l'Action humanitaire et d'environ 400 experts du secteur. En 2018, le prix a permis de reconnaître les meilleures innovations technologiques qui permettent aux prestataires de services financiers d'étendre leur couverture, élargir leur offre de produits, améliorer l'expérience des clients et rehausser l'efficacité opérationnelle, le tout guidé par un engagement ferme et inébranlable envers la finance socialement responsable.

La Coopération luxembourgeoise a reconduit en 2018 son engagement pluriannuel avec le CGAP, un partenaire clé dans la finance inclusive, ainsi qu'avec l'agence de

labélisation LuxFlag, qui analyse la qualité des fonds d'investissements en microfinance ainsi que dans d'autres sous-secteurs de la finance durable.

Un nouveau partenariat avec la Social Performance Task Force (SPTF) a été créé. Cette alliance a permis d'établir une présence permanente à Luxembourg à travers l'établissement de la SPTF Europe asbl, qui promeut ses bonnes pratiques et standards de gestion de la performance sociale dans le secteur financier.

Le projet MicroMED en Tunisie, qui était appuyé à travers le fonds fiduciaire FEMIP en partenariat avec la BEI et l'ONG ADA, s'est clôturé en 2018, et a amélioré l'environnement réglementaire tunisien du secteur de la finance inclusive suite au printemps arabe. Une suite à ce projet est envisagée. Dans le cadre de sa collaboration avec la BEI, la Coopération luxembourgeoise a financé l'appui technique à un projet régional de formation sur l'impact social en faveur des institutions de microfinance en Afrique.

Pour transformer et moderniser les exploitations agricoles familiales au Burkina Faso et au Mali, et faciliter leur accès aux financements, SOS Faim met en œuvre le projet Agri+ sous mandat de la Coopération luxembourgeoise pour la période 2016-2022.

Ensemble avec le ministère des Finances et le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable, la Coopération luxembourgeoise continue à soutenir l'investissement dans des projets durables.

Le Luxembourg Microfinance and Development Fund (LMDF) est un fonds d'investissement en microfinance basé au Luxembourg, dont l'activité consiste à appuyer de manière ciblée des institutions de microfinance de petite et de moyenne taille.

La Coopération luxembourgeoise contribue, à travers une assistance technique, à promouvoir l'investissement dans des projets de sylviculture dans des forêts tropicales en Amérique centrale, avec l'objectif de rétablir des zones forestières secondaires ou dégradées et de les rendre économiquement, écologiquement et socialement viables. Un nouveau fonds public-privé, le Forestry and Climate Change Fund, investira dans ces projets.



ATTF/HOUSE OF TRAINING

Puisqu'il serait dommage de ne pas utiliser l'expertise et le potentiel de la place financière du Luxembourg pour soutenir le secteur de la coopération au développement, la Coopération luxembourgeoise appuie l'agence de transfert de technologies financières (ATTF/House of Training) dans la mise en œuvre d'un programme de formations au Cabo Verde, El Salvador, Kosovo, Vietnam, en Mongolie et en Afrique de l'Ouest. En 2018, le MAEE a renouvelé son appui à l'ATTF, qui étendra dorénavant ses activités au Laos et au Rwanda. Cet échange contribue, au-delà du transfert de connaissances dans le secteur bancaire, à la valorisation du savoir-faire de la place financière luxembourgeoise, ainsi qu'à l'établissement de liens internationaux durables entre professionnels du secteur.



LE SECTEUR PRIVÉ

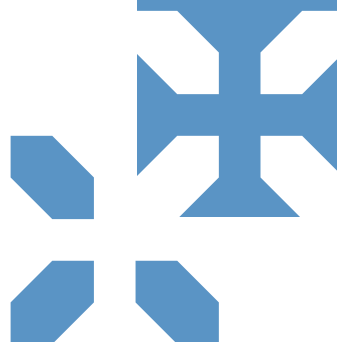
Le dynamisme du secteur privé joue un rôle de plus en plus important en matière de développement, reconnu par le Programme d'action d'Addis Abeba de 2015 sur le financement du développement, qui vise une meilleure convergence des incitations adressées au secteur privé et les objectifs publics.

La Business Partnership Facility (BPF) est un outil pour la promotion du transfert de technologie et d'expertise, ainsi que la création d'emploi dans les pays en développement. La facilité cible spécifiquement les secteurs des TIC, de la Fintech, de l'éco-innovation, de l'économie circulaire, de la Biohealth, et de la logistique. En 2018, l'intérêt porté à la BPF était manifeste et les propositions étaient de bonne qualité. Ainsi, neuf projets durables d'entreprises privées au Burkina Faso, au Sénégal, au Niger, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie et au Kosovo ont été retenus pour être cofinancés par le MAEE.

La Coopération luxembourgeoise est également engagée au niveau multilatéral. Le Cadre intégré renforcé (CIR) est un programme multidonateurs lié directement à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui aide les pays les moins avancés à jouer un rôle plus actif dans le système commercial multilatéral. L'engagement financier pour 2016-2022 s'élève à 4,5 millions d'euros, portant ainsi la contribution totale du Luxembourg à 9 millions d'euros. En 2018, un premier projet bilatéral a été lancé avec le CIR pour appuyer le développement de la chaîne du karité au Burkina Faso.

Le projet SATMED+ a débuté au 1^{er} janvier 2017 et sera mis en œuvre jusqu'au 31 décembre 2020. SATMED est une plateforme de télé-médecine basée sur l'équipement, la technologie et la connectivité d'emergency, lu, et mise à disposition d'ONG et d'agences de développement. Cet outil de télésanté, développé par SES TechCom, vise à améliorer la santé publique dans des pays en développement et des pays émergents, plus spécifiquement dans des zones isolées ne disposant pas de connectivité.

ÉVALUATION



En 2018, le Luxembourg a évalué cinq sur sept Programmes indicatifs de coopération (PIC) avec ses pays partenaires. Il s'agit d'une évaluation finale du PIC III au Nicaragua (2017-2018), et de revues à mi-parcours (RMP) pour les PIC Cabo Verde (2018), Laos (2018-2019), Mali (2018-2019) et Niger (2018-2019). En même temps, une étude évaluative rétrospective a été réalisée au Salvador (2017-2018) suite à la sortie graduelle du Luxembourg de ce pays, ainsi que des évaluations de collaboration avec le secteur privé (LuxFlag, 2018) et des évaluations d'ONG (SOS Faim, 2018 ; Revue par les pairs FEVE 3, 2017-2019).

REVUES À MI-PARCOURS CONJOINTES MAEE-LUXDEV

Avant 2016, LuxDev était responsable de la réalisation des évaluations à mi-parcours et finales des programmes bilatéraux qu'elle met en œuvre pour la Coopération luxembourgeoise. Le ministère réalisait pour son compte des revues à mi-parcours pays dont le champ d'investigation dépassait les programmes individuels pour analyser le PIC dans son ensemble à un niveau politico-stratégique. Les évaluations programmatiques de LuxDev servaient de base pour les RMP du ministère.

Depuis un premier exercice pilote au Sénégal en 2016, la Coopération luxembourgeoise a décidé de combiner ces évaluations techniques et stratégiques et de réaliser des revues à mi-parcours conjointes entre le MAEE et LuxDev. Il s'agit d'un exercice holistique où une seule équipe d'évaluateurs est en charge d'évaluer le PIC dans son entièreté, d'un côté en évaluant toutes ses composantes une par une et de l'autre en évaluant le PIC dans son ensemble au niveau stratégique.

L'hypothèse était qu'en combinant ces deux exercices, le processus deviendrait plus efficace et plus efficient, l'apprentissage optimisé, les coûts diminués et la charge de travail réduite, surtout pour les partenaires dans les pays. Un autre avantage est que la même équipe d'évaluation conduit les deux exercices au même moment, voire en deux phases immédiatement consécutives, ce qui apporte plus d'homogénéité à l'analyse. Le ministère publie les appels d'offres pour les RMP conjointes et gère le contrat avec l'équipe d'évaluation, mais la gestion quotidienne de l'évaluation est partagée entre le ministère et LuxDev.

Les RMP, conjointes ou non, répondent toujours au double objectif d'apprentissage et de redevabilité. L'objectif principal des revues à mi-parcours de PIC est d'alimenter et de faciliter le dialogue politique entre les deux gouvernements partenaires autour d'un bilan intermédiaire. Les réflexions sur les orientations et le contenu du PIC doivent également stimuler, dans la mesure du possible, un dialogue en vue de la préparation et de l'identification du prochain PIC. Cette analyse est basée sur les vérifications et leçons tirées des évaluations techniques dont le but est d'analyser les résultats et les objectifs spécifiques atteints au moment de l'évaluation afin de tirer des leçons apprises et conclusions et proposer des recommandations pour la suite et des projets similaires futurs. Dans le cadre des RMP conjointes, ces deux processus sont faits de manière consécutive par une même équipe. Les évaluations techniques sont réalisées au cours d'une première phase qui est clôturée avec la remise de rapports par programme évalué. Les résultats de cette première phase servent de base pour la seconde phase qui elle se fait au niveau politico-stratégique.

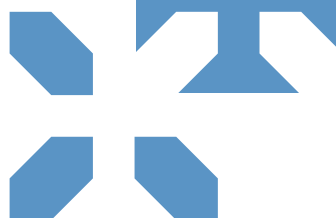
En 2018, trois RMP conjointes ont été lancées, au Cabo Verde, au Mali et au Niger. Une quatrième RMP a été menée au Laos suivant le modèle « classique », c'est-à-dire le ministère a fait sa propre évaluation concentrée sur le niveau politico-stratégique. Toutes les RMP ont couvert le volet de l'analyse au niveau politico-stratégique en plus de volets spécifiques à chacune. La RMP au Cabo Verde a couvert trois programmes bilatéraux mis en œuvre par LuxDev, ainsi qu'une évaluation de l'appui budgétaire. La RMP au

Mali a évalué trois programmes bilatéraux mis en œuvre par LuxDev, deux programmes bilatéraux mis en œuvre par PROMAN et a essayé d'intégrer l'approche 3D et une dimension développement-humanitaire-sécurité. Finalement, la RMP au Niger est allée encore plus loin avec quatre évaluations de programmes bilatéraux mis en œuvre par LuxDev, une évaluation du projet multilatéral ILLIMIN mis en œuvre par UNFPA, ainsi qu'une revue de l'action humanitaire du Luxembourg au Niger.

Les RMP feront l'objet d'un exercice de capitalisation en 2019 afin de tirer les leçons et recommandations essentielles de ces évaluations et d'améliorer le processus des revues à mi-parcours conjointes ou non conjointes, avec comme objectif final d'optimiser les évaluations de la Coopération luxembourgeoise.

Titre	Type	Date/Durée
Revue à mi-parcours du Programme indicatif de Coopération (PIC IV, 2016-2020) entre la République du Cabo Verde et le Grand-Duché de Luxembourg	Pays partenaire / Revue à mi-parcours conjointe MAEE-LuxDev	2018
Revue à mi-parcours du Programme indicatif de Coopération (PIC III, 2015-2019) entre la République du Mali et le Grand-Duché de Luxembourg	Pays partenaire / Revue à mi-parcours conjointe MAEE-LuxDev	2018-2019
Revue à mi-parcours du Programme indicatif de Coopération (PIC III, 2016-2020) entre la République du Niger et le Grand-Duché de Luxembourg	Pays partenaire / Revue à mi-parcours conjointe MAEE-LuxDev	2018-2019
Revue à mi-parcours du Programme indicatif de Coopération (PIC IV, 2016-2020) entre la République démocratique populaire du Laos et le Grand-Duché de Luxembourg	Pays partenaire / Revue à mi-parcours	2018-2019
Évaluation de l'agence de labélisation des fonds d'investissement LuxFLAG	Secteur privé / Finance inclusive	2018
Revue par les pairs du programme FEVE III	ONG internationale / Revue à mi-parcours employant la méthodologie de revue par les pairs	2017-2019

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT



MANDAT

La loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire prévoit d'une part que les compétences du Comité interministériel pour la coopération au développement s'étendent à la cohérence des politiques pour le développement (article 50) et, d'autre part, demande au gouvernement de présenter à la Chambre des Députés un rapport annuel sur les travaux du comité, y compris sur la question de la cohérence des politiques pour le développement (article 6).

Le règlement grand-ducal du 7 août 2012 fixe la composition et le fonctionnement du Comité interministériel pour la coopération au développement.

COMPOSITION

L'article premier du règlement grand-ducal du 7 août 2012 dispose que chaque membre du gouvernement désigne un délégué pour siéger au comité.

La liste des membres est mise à jour régulièrement et publiée sur le site internet de la Coopération luxembourgeoise, de manière à assurer la transparence des procédures.

La nomination de membres titulaires et suppléants répond à la demande de certains départements ministériels d'être associés aux travaux du comité.

ACTIVITÉS

En 2018, le comité s'est réuni à six reprises, à savoir le 2 février, le 30 mars, le 1^{er} juin, le 13 juillet, le 5 octobre et le 30 novembre. Les représentants du Cercle des organisations non gouvernementales de développement participent systématiquement à toutes les réunions abordant la cohérence des politiques pour le développement.

Le comité a été saisi du projet de rapport annuel de ses travaux à intégrer dans le rapport annuel de l'année 2018 de la Coopération luxembourgeoise. Lors des réunions en 2018 et conformément au mandat du comité, les thèmes suivants ont été abordés :



GRANDES ORIENTATIONS

- Le comité a été invité et informé sur les Assises de la Coopération luxembourgeoise qui se sont tenues les 19 et 20 septembre 2018 en présence de plus de 200 participants. Outre la présentation de la nouvelle stratégie générale et de l'identité visuelle de la Coopération luxembourgeoise, les Assises avaient comme fil conducteur les instruments et moyens à mobiliser pour opérationnaliser le principe de « ne laisser personne pour compte », sous-jacent à l'Agenda 2030 des Nations Unies. Deux tables rondes ont notamment été organisées, dont une concernant la mise en œuvre de la nouvelle stratégie générale au Sahel et la seconde, facilitée par le Cercle des ONG de développement, pour débattre du renforcement des complémentarités entre acteurs de coopération luxembourgeois. En marge des Assises, LuxDev, l'agence luxembourgeoise pour la coopération au développement, a organisé une conférence-débat à l'occasion de son 40^e anniversaire.
- Le comité a été régulièrement informé de l'état d'avancement de l'élaboration de la nouvelle stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise. Ainsi, les délégués ont notamment été invités à un atelier de présentation du projet de stratégie, le 14 juin, en présence des acteurs clés de la Coopération luxembourgeoise ainsi qu'à la présentation du document final lors des Assises de la Coopération, le 19 septembre. La stratégie constitue le cadre dans lequel s'insère la feuille de route de la Coopération luxembourgeoise pour contribuer à la réalisation des 17 Objectifs de développement durable (ODD). Pour répondre efficacement à l'engagement collectif de « ne laisser personne pour compte », l'aide publique au développement (APD) luxembourgeoise ciblera quatre thématiques prioritaires : l'amélioration de l'accès à des services sociaux de base de qualité ; le renforcement de l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes ; la promotion d'une croissance inclusive et durable et, le renforcement d'une gouvernance inclusive.
- Le comité s'est vu présenter la nouvelle identité visuelle de la Coopération luxembourgeoise. Associée à la signature commune du Luxembourg « Luxembourg – Let's make it happen », elle s'insère dans la stratégie globale d'image de marque du Luxembourg. Elle vise ainsi à renforcer la cohérence d'ensemble de l'identité visuelle du Luxembourg concernant les actions financées par des entités publiques luxembourgeoises à travers le canal de l'APD.
- Le comité a été informé du lancement du troisième appel à projets dans le cadre de la Business Partnership Facility (BPF) qui a eu lieu le 1^{er} mars 2018. La BPF est une facilité de financement, dotée d'un fonds de roulement annuel d'un million d'euros, qui vise à encourager les acteurs du secteur privé luxembourgeois et de l'Union européenne à s'associer avec des partenaires publics et privés dans les pays du Sud pour initier des projets commerciaux durables, avec une préférence accordée aux pays-partenaires de la Coopération luxembourgeoise. La liste des secteurs éligibles à un cofinancement, comprenant les technologies de l'information et de la communication, la biohealth, la fintech et l'innovation a été élargie en 2018 à deux nouveaux secteurs : l'économie circulaire et la logistique.
- Le comité a été informé du bon déroulement de la visite officielle au Sénégal de S.A.R. le Grand-Duc, du 21 au 23 janvier 2018. La visite dans ce pays partenaire de longue date a notamment permis de procéder à la signature d'un nouveau Programme Indicatif de Coopération, doté d'une enveloppe indicative de 65 millions d'euros sur la période 2018-2022. Outre la visite de projets de la Coopération luxembourgeoise, la délégation a rencontré des représentants du Luxembourg Institute of Health (LIH) et du Centre Hospitalier de Luxembourg qui interviennent en Casamance dans le cadre d'un programme de recherche pour lutter contre le VIH/SIDA et le cancer du col de l'utérus.
- Le comité a été informé de la tenue de la réunion plénière annuelle du Emergency Telecommunication Cluster (ETC), du 15 au 17 mai 2018 à Luxembourg. L'ETC est un réseau global de collaboration entre organisations fournissant des services de communication en situation d'urgence humanitaire. Le Luxembourg, à travers la plateforme emergency.lu, en est un membre actif depuis 2011.
- Le comité a assisté à une présentation sur l'engagement du Luxembourg dans les pays d'Afrique de l'Ouest situés dans la bande sahélienne selon l'approche des « 3D » (diplomatie, développement et défense) de la politique étrangère luxembourgeoise qui vise à promouvoir un développement durable et la paix.
- Le comité s'est vu présenter les principaux enjeux et conclusions issus des Assemblées annuelles de la Banque africaine de Développement à Busan, en Corée du Sud, du 21 au 25 mai 2018. Le thème général des Assemblées était l'industrialisation de l'Afrique, en référence aux enseignements que le développement rapide de la Corée au cours des dernières décennies est en mesure de livrer à cet égard.

COHÉRENCE DES POLITIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT

- Les délégués ont assisté à la présentation par un expert de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le rapport d'enquête préliminaire concernant la cohérence des politiques en vue de l'atteinte des Objectifs de développement durable, intitulé « Applying the eight building blocks of policy coherence for sustainable development in the implementation of the 2030 Agenda ». La présentation, au-delà de passer en revue les principaux enseignements en la matière, a spécifiquement porté sur le profile-pays du Luxembourg et les défis et opportunités liés à l'opérationnalisation de la cohérence des politiques pour le développement durable. En amont de la présentation, les différents ministères avaient contribué pour leurs domaines de compétence respectifs, les informations à inclure dans le cadre du rapport.
- Le comité a été informé sur le classement 2018 de l'indice de l'engagement pour le développement (CDI), élaboré chaque année par le « Center for Global Development » (CDG), et pour lequel le Luxembourg se classe désormais cinquième sur 27 pays évalués. Par rapport à l'édition 2017, où le Luxembourg se classait 13^e, il est donc enregistré une progression de huit positions. L'objectif du CGD, un centre de recherche américain indépendant, est de suivre et de comparer les efforts des 27 pays les plus riches en fonction de leurs politiques et de l'impact que ces dernières exercent sur les pays en voie de développement. À côté de l'aide publique au développement, le CDI couvre six domaines politiques distincts, relatifs respectivement à la finance, les technologies, l'environnement, le commerce, la sécurité et la migration. Le Luxembourg appuie le CGD financièrement dans le cadre d'un consortium qui inclut par ailleurs l'Allemagne, l'Australie, le Danemark et la Suède.
- Le comité a été informé de l'état d'avancement des travaux d'élaboration du « Nohaltegkeetscheck » (NHC). L'introduction de cet instrument d'analyse d'impact des politiques nationales qui est prévu par le programme gouvernemental 2018-2023 est reflétée tant dans le projet de Plan national pour un développement durable (PNDD) de troisième génération que dans la nouvelle stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise. Le but de cet outil sera d'analyser *ab initio* les effets des projets de loi sur le développement durable au Luxembourg et par le Luxembourg (c'est-à-dire aussi l'impact que les lois nationales pourraient avoir sur les pays en voie de développement) dans une logique de cohérence des politiques.
- Les membres-délégués ont pris part le 30 novembre 2018 à une session de présentation, intitulée : « La cohérence des politiques pour le développement : Perspectives de son opérationnalisation aux Pays-Bas et présentation des outils d'analyse d'impact dans le contexte des Objectifs de développement durable ». Facilitée par le Cercle de coopération des ONG de développement, un représentant de la fondation néerlandaise « Woord en Daad » y est revenu en particulier sur le contexte de la cohérence des politiques pour le développement (CPD) aux Pays-Bas et l'articulation des processus de CPD entre les autorités gouvernementales et la société civile néerlandaises et les instruments de la CPD, existants et en cours d'élaboration aux Pays-Bas, et les défis liés à leur application.



L'AGENDA 2030

- Le comité a été informé de l'état d'avancement de la formulation du Plan national pour un développement durable (PNDD) dont l'avant-projet (27 septembre 2018) a été approuvé le 25 juillet 2018 par le gouvernement en conseil. Le 27 septembre, la ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, le ministre des Finances, Pierre Gramegna, et le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Romain Schneider ont présenté au public le projet de PNDD qui constitue la feuille de route du Luxembourg, tant sur le plan domestique qu'à l'externe, traduisant ses engagements pris dans le cadre du programme des Nations Unies «Transformer notre monde, agenda de développement durable d'ici 2030» (Agenda 2030), articulé autour de 17 objectifs de développement durable (ODD) et de 169 cibles à atteindre. Il résulte d'un large processus de consultation, mené tant au niveau politique que sociétal, sur une période de 10 mois, qui a étroitement associé les acteurs de la société civile, du secteur privé et des différents ministères et administrations de l'État. Ces consultations ont débouché sur la définition de dix champs d'action prioritaires définissant tant la vision et les défis à relever par le Luxembourg sur le long terme, que les mesures et initiatives mises en place et envisagées à travers l'action gouvernementale à l'horizon 2030. Dans ce cadre, la coopération au développement ainsi que la cohérence des politiques pour le développement, qui sont du mandat du CID, relèvent du neuvième champ d'action, intitulé : « Contribuer sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable ». À l'inverse des autres champs d'action, celui-ci est dédié à la dimension « extérieure » du développement durable par le Luxembourg. Le pilotage du PNDD et de ses 10 champs d'action sera assuré à travers une série d'indicateurs afin de permettre une appréciation objective et périodique des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

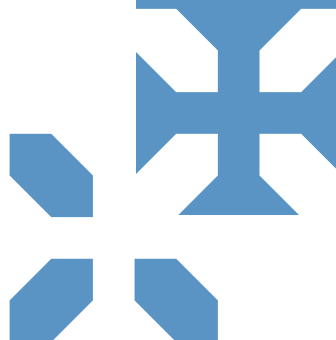


PERSONNEL ACTIF DANS LE DÉVELOPPEMENT

Conformément aux articles 24 et 50 de la loi modifiée du 6 janvier 1996, le comité a donné son agrément par voie écrite ou par procédure de silence à :

- 4 demandes d'octroi de statut d'agent de la coopération
- 6 prolongations de contrat d'agent de la coopération
- 21 prolongations d'agrément à des coopérants

ANNEXES



Adresses utiles

I. Coordonnées des missions et bureaux luxembourgeois à l'étranger qui interviennent dans la gestion des projets de coopération au développement et d'action humanitaire

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Vientiane

Rue Dongpayna, Ban Saphanthong Neua
Sisattanak District
Vientiane Capital, Lao PDR
Tél. : +856 21 417320
Fax: +856 21 41 7321
Courriel: vientiane.amb@mae.etat.lu

L'Ambassade est chargée des relations de coopération avec le Laos, le Myanmar et le Vietnam.
Son responsable est M. Sam Schreiner, chargé d'affaires a.i.

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar

Cité des Jeunes Cadres Lébus
Zone Toundouf Riya
Lot n° 43, 2^e étage, Route de l'aéroport Léopold Sédar Senghor
BP 11750 Dakar - République du Sénégal
Tél. : +221 33 869 59-59 / 61 / 62 / 63
Fax: +221 33 869 59 60
Courriel: dakar.amb@mae.etat.lu

L'Ambassade est chargée des relations de coopération avec le Sénégal et le Mali.
Sa responsable est Mme Nicole Bintner, Ambassadeur.

Bureau d'Ambassade à Bamako
Immeuble du Conseil National du Patronat malien
3^e étage
ACI 2000, Bamako - Mali
BP 2153
Tél. : +223 20 23 00 89
Fax : +221 33 86 95 960
Courriel : patrick.fischbach@mae.etat.lu
bamako.amb@mae.etat.lu
Son responsable est M. Patrick Fischbach, chef de bureau

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Praia

B.P. 163
Encosta da Estrada Cruz de Papa-Quebra Canela
Praia - Cabo Verde
Tél.: +238 261 95 62
Fax: +238 261 95 63
Courriel: praia.amb@mae.etat.lu

L'Ambassade est chargée des relations de coopération avec la République de Cabo Verde.
Sa responsable est Mme Angèle Da Cruz, chargée d'affaires a.i.

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Pristina

18, Rr. Selim Berisha
10000 Pristina - Dragodan
Kosovo
Tél./Fax: +383 38 22 67 87
Courriel: pristina.amb@mae.etat.lu

L'Ambassade s'occupe principalement des relations de coopération au Kosovo.
Sa responsable est Mme Anne Dostert, chargée d'affaires a.i.

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Ouagadougou

937, Avenue Kwamé N'Krumah
B.P. 1609 CMS
Ouagadougou 11
Burkina Faso
Tél.: +226 25 30 13 38 / 39
Fax: +226 25 30 13 40
Courriel: ouagadougou.amb@mae.etat.lu

L'Ambassade est en charge des relations de coopération avec le Burkina Faso et le Niger.
Son responsable est M. Max Lamesch, chargé d'affaires a.i.

Bureau d'Ambassade à Niamey
Rue YN-129 / Immeuble Lux-Development
BP 13 254 Niamey - Niger
Tél. : +227 20 35 12 73
Fax : +227 89 88 17 05
Courriel : eric.dietz@mae.etat.lu
Son responsable est M. Eric Dietz, chef de bureau

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Managua

Bolonia, del antiguo Hospital Militar, 1 c. al norte, 1 5c. al oeste
Frente al Hotel Maracas INN
AP 969
Managua - Nicaragua
Tél.: +505 22 68 1881
Fax: +505 22 66 7965
Courriel: managua.amb@mae.etat.lu

L'Ambassade est en charge des relations de coopération avec le Nicaragua et El Salvador.
Son responsable est M. André Biever, chargé d'affaires a.i

II. Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement

Lux-Development S.A.
10, rue de la Grève
B.P. 2273
L-1022 Luxembourg
Tél.: +352 29 58 58 1
Fax: +352 29 58 58 200
Courriel: ask@lux-development.lu
Page d'accueil: www.luxdev.lu

III. Cercle de coopération des ONG de développement

1-7, rue St Ulric
L-2651 Luxembourg
Fax: +352 26 02 09 26
Courriel: info@cercle.lu
Page d'accueil: www.cercle.lu

IV. Centres de documentation au Luxembourg spécialisés en matière de coopération au développement

Centre d'Information Tiers Monde (CITIM)

55, avenue de la Liberté
L-1931 Luxembourg
Tél.: +352 40 04 27-1 / 31
Fax: +352 40 04 27-27
Courriel: education@astm.lu
Page d'accueil: www.astm.lu ou www.citim.lu

Maison de la microfinance

39, rue Glesener
L-1631 Luxembourg
Tél.: +352 45 68 68-1
Fax: +352 45 68 68-68
Courriel: info@ada-microfinance.lu
Page d'accueil: www.microfinance.lu

ORGANIGRAMME FONCTIONNEL 2018

6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
Tél. : +352 247-82351
Fax : +352 46 38 42

Vous pouvez joindre les membres de la Direction de la
Coopération au développement par courrier électronique
sous l'adresse suivante : prénom.nom@mae.etat.lu

Direction			
Directeur	Manuel TONNAR	Premier Conseiller de Légation	+352 247 82364
Directeur adjoint / Humanitaire	Florence ENSCH	Conseiller de Légation 1 ^{ère} classe	+352 247 82481
Directeur adjoint / Coopération	Marie-Anne MARX	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe	+352 247 82436
Secrétaire de direction	Suzanne DE ALMEIDA	Employée	+352 247 82351
Service « Administration et finances »			
Finances			
Coordination	Jean-Marc LENTZ	Conseiller	+352 247 82448
Exécution budgétaire	Malou FELTEN	Employée	+352 247 82458
Exécution budgétaire	Jean DAMY	Rédacteur principal	+352 247 82354
Exécution budgétaire	Nathan ANDRADE	Rédacteur stagiaire	+352 247 82466
Frais de route D5	Valérie MACHADO	Employée	+352 247 82307
Administration			
Appui aux programmes	Sylvie COSTINHA	Chef de bureau adjoint	+352 247 82479
Courrier et archives	Daniel PENEZ	1 ^{er} Commis principal	+352 247 88369
Huissiers	Hervé WOHL	Huissier dirigeant	+352 247 82319
	Jennifer HOSS	Employée	+352 247 82322
Service « Évaluation et contrôle de qualité »			
Coordination	Natacha GOMES	Secrétaire de Légation	+352 247 82438
Procédures et Statistiques	Jean-Marc LENTZ	Conseiller	+352 247 82448
Desk	Patrick AREND	Chef de bureau adjoint	+352 247 88325
Service « Programmes »			
Coopération bilatérale			
Coordination générale	Nicolas PIERRE	Attaché de Légation	+352 247 72395
Afrique			
Desk - Burkina Faso, Niger	Dominique CHEVOLET	Secrétaire de Légation	+352 247 82338
Desk - Cabo Verde	Alexandra ALLEN	Secrétaire de Légation	+352 247 82480
Desk - Sénégal, Mali	Charlotte HELMINGER	Secrétaire de Légation	+352 247 82374
Amérique latine : Nicaragua, El Salvador			
Desk	Anne-Laure THEIS	Secrétaire de Légation	+352 247 82477
Asie : Vietnam, Laos, Mongolie, Myanmar			
Desk	Cathy WISELER	Secrétaire de Légation	+352 247 82474
Coopération régionale			
Desk Afrique	Charlotte HELMINGER	Secrétaire de Légation	+352 247 82374
Desk Asie	Cathy WISELER	Secrétaire de Légation	+352 247 82474
Desk Amérique centrale	Anne-Laure THEIS	Secrétaire de Légation	+352 247 82477
Autres régions			
Desk - Kosovo	Dominique CHEVOLET	Secrétaire de Légation	+352 247 82338
Desk - TPO, Tunisie	Imen METHNI	Agent de la coopération	+352 247 82425
Desk - Afghanistan, Tadjikistan	Jean DAMY	Rédacteur principal	+352 247 82354

Coopération multilatérale			
Union européenne			
Coordination	Alex DIEDERICH	Chargé de programmes	+352 247 82453
ACP			
Desk	Jean DAMY	Rédacteur principal	+352 247 82354
ONU et agences spécialisées			
Coordination	Philippe MORES	Secrétaire de Légation 1 ^{er} en rang	+352 247 82388
Desk	Anne-Laure THEIS	Attachée de Légation	+352 247 82479
Desk	Jean DAMY	Rédacteur principal	+352 247 82354
Desk	Nathan ANDRADE	Rédacteur stagiaire	+352 247 82466
OCDE - CAD			
Représentant au CAD	Marie-Anne MARX	Conseiller de direction 1 ^{re} classe	+352 247 82436
Coopération avec les ONG			
Coordination	Ernstine KORNELIS	Attachée de Légation	+352 247 82373
Desk	Sarah ANJO	Inspecteur principal	+352 247 82440
Action humanitaire			
Coordination générale	Florence ENSCH	Conseiller de légation 1 ^{re} classe	+352 247 82481
Desk action humanitaire	Imen METHNI	Agent de la coopération	+352 247 82425
Desk action humanitaire	Anika BRÜCK	Employée	+352 247 88382
Desk action humanitaire/ONG	Samantha RIES	Rédacteur	+352 247 82328
Desk action humanitaire	Jean DAMY	Rédacteur principal	+352 247 82354
Coordination emergency.lu	Gilles HOFFMANN	Chargé de gestion	+352 247 82428
Desk emergency.lu	Samantha RIES	Rédacteur	+352 247 82328
Desk emergency.lu	Bram KRIEPS	Agent de la Coopération	+352 247 88368
Sensibilisation et éducation au développement			
Desk	Laura VALLI	Attachée	+352 247 82347
Expertise sectorielle et thématique			
Santé	Anne-Laure THEIS	Attachée de Légation	+352 247 82479
Migration	Alex DIEDERICH	Chargé de programme	+352 247 82453
Environnement/climat	Alexandra ALLEN	Secrétaire de Légation	+352 247 82480
Gouvernance	Dominique CHEVOLET	Secrétaire de Légation	+352 247 82338
Genre	Cathy WISELER	Secrétaire de Légation	+352 247 82474
Cohérence des politiques	Thomas LAMMAR	Secrétaire de Légation	+352 247 82449
Efficacité de l'aide	Nicolas PIERRE	Attaché de Légation	+352 247 72395
Finance inclusive/ Secteur privé			
Desk	Thomas LAMMAR	Secrétaire de Légation	+352 247 82449
Presse et Communication			
Desk	Laura VALLI	Attachée	+352 247 82347
Comité interministériel pour la coopération au développement			
Coordination/Présidence	Manuel TONNAR	Premier Conseiller de Légation	+352 247 82364
Membre du comité	Marie-Anne MARX	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe	+352 247 82436
Secrétaire du comité	Nicolas PIERRE	Attaché de Légation	+352 247 72395
Bureau de la Ministre Paulette Lenert			
Secrétaire particulière	Valérie MACHADO	Employée	+352 247 82307
Ambassades/RP (sur budget Dir5/APD)			
Ambassade Ouagadougou	Max LAMESCH	Chargé d'affaires a.i.	+226 253 013 38
	Sara BOLLIRI	Agent de la coopération	+226 253 013 38
Bureau Niamey	Eric DIETZ	Agent de la coopération	+227 203 512 73
Ambassade Dakar	Nicole BINTNER	Ambassadeur	+221 33 869 5959

	Rui FERNANDES	Agent de la coopération	+221 33 869 5962
Bureau Bamako	Patrick FISCHBACH	Agent de la coopération	+223 20 23 00 89
Ambassade Praia	Angèle da CRUZ	Chargé d'affaires a.i.	+238 261 95 62
	Sébastien KIEFFER	Agent de la coopération	+238 261 95 62
Ambassade Managua	André BIEVER	Chargé d'affaires a.i.	+505 2268 1881
	Joé GEISBUSCH	Agent de la coopération	+505 2268 1881
Ambassade Vientiane	Sam SCHREINER	Chargé d'affaires a.i.	+856 21 41 73 20
	Julie WAGNER	Agent de la coopération	+856 2141 7320
Ambassade Pristina	Anne DOSTERT	Chargé d'affaires a.i.	+381 38 226 787
RP UE Bruxelles	Jamil CLAUDE	Agent de la coopération	+32 273 75728
RP ONU New York	Sylvie DOS SANTOS	Agent de la coopération	+1 212 935 3589
RP ONU Genève	Philippe WEALER	Agent de la coopération	+41 22 919 1929

Édité par la :

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire
6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
Tél. : +352 247 82351
Fax : +352 46 38 42
www.gouvernement.lu/cooperation
www.facebook.com/maee.luxembourg
www.cooperation.lu (microsite dédié aux rapports annuels)

Crédit photo :

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire
Lux-Developement S.A.

Conception et réalisation :

cropmark, Luxembourg